

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Nouveaux instruments de la politique conjoncturelle en République fédérale d'Allemagne, par H. Haller — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

**NOUVEAUX INSTRUMENTS
DE LA POLITIQUE CONJONCTURELLE
EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE**

par Heinz HALLER,
professeur à l'Université de Zurich.

La « loi sur la stabilité et la promotion de la croissance économique » a été promulguée le 8 juin 1967 dans la République fédérale d'Allemagne (1). Elle confère à l'Etat de nouvelles possibilités d'action pour influencer la conjoncture et la croissance économiques et lui impose, en même temps, l'obligation d'employer à cette fin les instruments de la politique économique et plus particulièrement ceux de la politique financière. A l'évidence, cette loi marque une étape dans la législation économique de la République fédérale d'Allemagne et peut déterminer un tournant de la politique économique. L'Etat abandonne sa position de non-intervention dans le cours de l'évolution économique et veut désormais définir de manière consciente le développement global de l'économie; à cette fin, il

veut mettre en œuvre tous les instruments appropriés de la politique économique et financière, tout en se refusant à prendre des mesures détaillées de nature dirigiste, qui, dans une certaine mesure, restreignent la liberté de décision des agents économiques du secteur privé.

Après quelques considérations préliminaires sur la genèse de cette loi importante, nous exposerons son contenu dans les pages qui suivent, en mettant l'accent sur les instruments nouvellement créés; enfin, nous essayerons de dégager les éléments de la loi qui pourraient présenter un intérêt pour d'autres pays qui s'efforcent de perfectionner l'éventail des instruments de la politique conjoncturelle: il est possible que les solutions adoptées par la République fédérale d'Allemagne puissent en partie servir d'exemple à l'étranger. Certes, la loi sur la stabilité vise avant tout à combler un retard de la République fédérale d'Alle-

(1) *Bundesgesetzblatt*, I, p. 582, dénommée généralement « loi sur la stabilité », expression que nous utiliserons également dans cet article.

magne sur d'autres pays; mais, dans pareils cas, il arrive parfois que le rattrapage comporte l'une ou l'autre amélioration.

La genèse de la loi sur la stabilité.

Si la science économique et notamment la science financière allemandes n'ont cessé de souligner, dès l'existence de la République fédérale, les possibilités très larges qu'offrent les finances publiques pour régulariser la conjoncture ⁽¹⁾, la politique financière n'en a initialement guère tiré d'enseignements en pratique. Les ressources de la politique financière n'ont été utilisées que dans un seul secteur dans le but d'agir sur l'économie : les investissements ont été encouragés essentiellement par des avantages fiscaux surtout pendant la période de reconstruction de l'économie allemande. On a laissé essentiellement à la Deutsche Bundesbank et à son prédécesseur, la Bank deutscher Länder, le soin de prendre les mesures pour régulariser la conjoncture; elle disposait d'instruments relativement modernes ⁽²⁾ qu'elle n'a cessé de perfectionner. Un élargissement des instruments de la politique conjoncturelle et, en particulier, le recours à une politique financière pour régulariser la conjoncture, ont été proposés pour la première fois aux autorités responsables par les conseils scientifiques du Ministère fédéral de l'Economie et du Ministère fédéral des Finances dans un avis du 3 juin et du 8 juillet 1956 ⁽³⁾, élaboré en commun et intitulé « Instruments de la politique conjoncturelle et leur institutionnalisation légale ». En rapport avec l'élaboration de cet avis, plusieurs instituts de recherches économiques ont étudié les instruments de la politique conjoncturelle utilisés dans un certain nombre de pays étrangers. L'avis insiste sur la nécessité d'une conception d'ensemble et de la coordination de toutes les mesures conjoncturelles; il contient un grand nombre d'idées qui ont été reprises dans les dispositions de la loi sur la stabilité.

(1) A titre d'exemple, F. Neumark, *Grundsätze und Arten der Haushaltführung und Finanzbedarfsdeckung*, Handbuch der Finanzwissenschaft, 2^e édition, Tübingen, 1952, pp. 606 et suivantes.

(2) Loi sur la Deutsche Bundesbank de 1957, lois sur la création de la Bank deutscher Länder et des Landeszentralbanken de 1948 et 1949.

(3) Conseil scientifique du Ministère fédéral de l'Economie, *Gutachten vom Januar 1955 bis Dezember 1956*, Göttingen, 1957, pp. 34 et suivantes.

Si cet avis ne s'est pas concrétisé par des mesures législatives, l'exposé général du budget de 1961 du Ministère fédéral des Finances prouve néanmoins que ce dernier s'était déjà rallié à l'idée d'une politique financière anticyclique. Dans le rapport sur les « Possibilités et limites d'une politique financière anticyclique » ⁽¹⁾, on a reconnu le bien-fondé du principe d'une politique financière conjoncturelle, mais on y a souligné nombre de difficultés qui semblaient difficilement ou même totalement insurmontables. On y a suggéré néanmoins le vote d'une loi spéciale qui « établirait la responsabilité de sauvegarder la stabilité monétaire ainsi que l'équilibre global de l'économie, et qui, par là même, apporterait les bases juridiques d'une politique financière conjoncturelle » ⁽²⁾.

En 1964, la question avait suffisamment mûri pour amener le Conseil des Ministres à charger les Ministres fédéraux de l'Economie et des Finances d'élaborer des mesures législatives « en vue d'exercer une influence sur l'évolution conjoncturelle ». L'orientation des propositions des autorités responsables ressort de l'annexe 1 de l'appendice du Rapport économique de 1964 sur l'« Elargissement de l'éventail des instruments de la politique conjoncturelle ». Des propositions concrètes relatives à l'élaboration des instruments en matière de politique des finances publiques et de crédit et se rapportant aux objectifs de la politique conjoncturelle et de celle de la croissance ont été énoncées dans l'« Avis sur la réforme des finances publiques dans la République fédérale d'Allemagne » ⁽³⁾. De même, on y proposait l'instauration d'une programmation à moyen terme des finances publiques. Quelques-unes des idées maîtresses de cet avis ont été reprises dans la loi sur la stabilité.

Un premier projet de loi du gouvernement fédéral (« Projet de loi sur la sauvegarde de la stabilité économique ») a été présenté en juillet 1966. Les discussions du projet, auxquelles ont participé non seulement le Bundestag et le Bundesrat, mais également plusieurs comités d'experts, se sont traduites par des amendements importants que nous commen-

(1) *Finanzbericht 1961*, pp. 85 et suivantes.

(2) *Op. cit.*, p. 93.

(3) Kommission für die Finanzreform, *Gutachten über die Finanzreform in der Bundesrepublik Deutschland*, Stuttgart, Cologne, Berlin, Mayence, 1966, volume E. : « Mittel einer wirtschaftlich-rationalen Fiskal- und Kreditpolitik », pp. 125 et suivantes.

terons plus loin. L'importance attachée à cette loi peut se mesurer à l'intensité des discussions, ce qui, par ailleurs, a permis de faire voter la loi et de la mettre en vigueur dans un délai relativement court.

Ce bref aperçu est forcément incomplet et il est loin de retracer toute l'évolution qui a abouti à la loi sur la stabilité, et les différentes impulsions qui en ont facilité l'adoption; il donne néanmoins une idée du chemin parcouru.

Aperçu des dispositions de la loi sur la stabilité.

La loi oblige tous les pouvoirs (Bund, Länder, communes, associations de communes) à tenir compte des « impératifs de l'équilibre économique global » (§§ 1 et 16) dans leurs mesures économiques et financières; elle prescrit également aux entreprises et institutions fédérales ainsi qu'au fonds spécial E.R.P. de se conformer à cette obligation (§ 13). Les éléments de l'équilibre à observer « simultanément » sont (§ 1) « la stabilité du niveau des prix », « le niveau élevé de l'emploi », « l'équilibre extérieur » et « la croissance économique continue et suffisante ». Il est évident que ces quatre objectifs, partiels mais d'importance égale et qualifiés fréquemment de « carré magique », ne peuvent être intégralement réalisés. Il faut admettre certaines tolérances, de sorte que l'obligation de poursuivre simultanément ces quatre objectifs n'impose l'adoption de mesures spéciales que si, dans la recherche d'un objectif partiel, la tolérance est dépassée par rapport à l'objectif idéal.

Or, le gouvernement fédéral doit élaborer chaque année la politique économique et financière, de manière que les buts partiels fixés quantitativement (projection annuelle sous la forme d'un budget économique global) puissent être atteints sans le recours à des mesures spéciales dans le courant de l'année (§ 2, interprété en liaison avec le § 5). Le « rapport économique annuel » ⁽¹⁾, qui doit être présenté chaque année en janvier, doit comprendre, outre une prise de position concernant l'avis annuel du Comité d'experts sur l'évolution économique globale — ce

comité d'experts indépendants, créé en 1963, est chargé d' « émettre périodiquement un avis sur l'évolution économique globale ... et d'aider toutes les instances économiques et le public à se former une opinion de cette évolution » ⁽¹⁾ —, une projection annuelle et un exposé des objectifs de la politique économique et financière.

Si des mesures ad hoc s'imposent dans le courant de l'année, elles ne pourront être prises (à l'exception des mesures prévues au § 6, section 1) « que si le gouvernement fédéral démontre à la fois devant le Bundestag et le Bundesrat que ces mesures sont indispensables afin de ne pas compromettre la réalisation des objectifs décrits dans le § 1 » (§ 2, section 2) ⁽²⁾. Si ces objectifs sont compromis, le gouvernement fédéral (§ 3) fournit « des données de base pour une action concertée des pouvoirs publics, des syndicats et des fédérations d'employeurs en vue d'atteindre les objectifs fixés dans le § 1 ». Ces données de base doivent permettre au gouvernement fédéral de recommander aux associations économiques privées la ligne de conduite à suivre pour écarter les menaces qui pèsent sur la réalisation d'un des objectifs. En dehors de cette disposition de la loi sur la stabilité, le Ministre fédéral de l'Economie et les associations économiques privées mènent une action concertée sous la forme de contacts réguliers. Cette action pourrait devenir importante comme moyen de préserver la stabilité du niveau des prix, lorsque la réalisation de cet objectif est mise en danger. Si l'équilibre extérieur est compromis, la loi stipule (§ 4) que le gouvernement fédéral devra « utiliser toutes les possibilités ouvertes par la coopération internationale » et c'est seulement dans le cas où celle-ci se révélerait inefficace, qu'il devrait prendre des mesures — non spécifiées — de politique économique.

Les autres dispositions de la loi se rapportent presque exclusivement à l'élaboration des instruments de la politique financière et monétaire. Il s'agit surtout, dans le domaine des finances publiques, de créer des instruments

⁽¹⁾ § 1 de la loi du 14 août 1963 créant un comité d'experts chargé d'émettre un avis sur l'évolution économique globale.

⁽²⁾ Une version précédente plus rigoureuse précisait que de telles mesures devaient être liées à la constatation, par le gouvernement fédéral, d'un « déséquilibre économique global »; en fait, le sens de la version actuelle est le même.

⁽¹⁾ Le premier rapport a été présenté au Bundestag le 25 janvier 1968 (Deutscher Bundestag, 5. Wahlperiode, Drucksache V/2511).

qui permettent d'adapter les dépenses publiques à la situation conjoncturelle (régularisation de la demande globale par une action sur la demande des pouvoirs publics) et d'exercer une influence sur la demande privée par des moyens de la politique financière (impôts et primes). Sont entièrement nouvelles : la réserve conjoncturelle, les restrictions des crédits aux pouvoirs publics, l'adaptabilité des impôts et la prime à l'investissement. Il faut y ajouter la programmation financière à moyen terme (quinquennale) comme instrument de la politique à plus longue échéance. Mentionnons aussi qu'un rapport sur les subventions devra être fait tous les deux ans. En vertu de la loi sur la stabilité, une nouvelle institution a été créée, à savoir le Conseil de conjoncture. Les instruments de la politique monétaire sont élargis et offrent notamment de nouvelles possibilités pour appliquer une politique de destruction de monnaie. Avant de passer en revue les dispositions financières, qui constituent la partie la plus importante de la loi, nous examinerons d'abord les instruments nouvellement créés de la politique monétaire.

L'élargissement de l'éventail des instruments de la politique monétaire.

Les créances de compensation de la Bundesbank, c'est-à-dire les dettes du Bund envers la Bundesbank, nées de la réforme monétaire de 1948, doivent, à la demande de la Bundesbank, être converties entièrement en effets et certificats du Trésor (effets dits de mobilisation) (§ 29). Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi sur la stabilité, il revenait au Bund de déterminer, dans les limites prévues par la loi instituant la Bundesbank, le montant des effets de mobilisation mis à la disposition de celle-ci. Cette mesure permet donc à la Bundesbank de mener une politique d'open market restrictive jusqu'à concurrence du montant maximum des créances de compensation. Au-delà de ce montant, une marge supplémentaire a été créée en vue d'une politique d'open market restrictive : si le portefeuille d'effets de mobilisation de la Bundesbank est épuisé, le Bund doit fournir à la demande de celle-ci des effets supplémentaires jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 8 milliards de Deutsche Mark. En vendant ces nouveaux « effets de liquidité », la Bundesbank éponge de la mon-

naie de banque centrale, sans que le Bund en profite. Grâce à la loi sur la stabilité, la Bundesbank dispose donc d'une large marge de manœuvre pour mener une politique d'open market restrictive.

Une autre disposition de la loi permet au gouvernement fédéral d'obliger les fonds de pension des travailleurs à placer, jusqu'à concurrence d'un montant maximum déterminé, leurs ressources en effets de mobilisation et de liquidité mis en circulation par la Bundesbank (§ 30), ce qui permet de résorber, à due concurrence, de la monnaie de banque centrale pendant la durée du placement.

C'est à la Bundesbank de prendre l'initiative de cette mesure, en présentant une proposition dans ce sens, dès qu'elle la juge indispensable pour « préserver la stabilité de la monnaie ». Mais avant de décréter par ordonnance fédérale, conformément à la loi, ce placement obligatoire, le gouvernement fédéral doit consulter les fonds de pension. Après sa promulgation, l'ordonnance fédérale doit être soumise au Bundestag, qui dispose d'un délai de six semaines pour en demander l'abrogation. Le placement obligatoire est limité à un an, mais peut être prorogé d'un an. Le gouvernement fédéral dispose des mêmes pouvoirs en ce qui concerne le placement des réserves de l'Office fédéral du placement et du chômage des travailleurs.

Dans un projet de loi précédent, il avait également été prévu que la Bundesbank aurait été habilitée, en vertu d'une autorisation à accorder dans chaque cas par le gouvernement fédéral, à imposer aux institutions de crédit une limitation du montant des crédits à octroyer aux agents économiques non bancaires. Cette proposition fut cependant abandonnée en raison des nombreuses objections qu'elle souleva. Il s'agissait, en effet, d'un instrument draconien et non dépourvu d'arbitraire. En outre, l'indépendance de la Bundesbank aurait été mise en jeu s'il lui avait fallu chaque fois une autorisation spéciale pour agir. Même sans cette limitation du crédit, la loi sur la stabilité offre des possibilités nettement élargies pour exercer, au moyen de la politique monétaire, une action de freinage sur la demande dans l'économie.

Certes, le droit de veto du Bundestag restreint sensiblement le pouvoir dont dispose le gouvernement fédéral pour prescrire des placements obligatoires aux institutions de la

sécurité sociale, mais il existe, comme nous le verrons plus loin, un ensemble d'autres possibilités qui permettent au gouvernement fédéral d'exercer une influence restrictive sur l'évolution économique. Ici également, ce dernier est soumis au contrôle du Parlement, mais généralement sous une autre forme et non pas dans tous les cas. Nous en arrivons ainsi aux dispositions de la loi qui touchent à la politique des finances publiques.

L'élargissement de l'éventail des instruments de la politique des finances publiques - Budget conjoncturel.

Signalons d'abord les dispositions qui visent à assurer que le budget soit élaboré en tenant compte de la situation économique globale. La loi prescrit que l'importance et la composition des dépenses du budget du Bund et des Länder doivent répondre aux quatre objectifs partiels de « l'équilibre » que nous avons déjà mentionnés. Il en est de même pour les autorisations d'engagements afférentes à des exercices ultérieurs (§§ 5 et 14.) Plus concrètement, lorsque l'on s'attend à une demande globale excessive, des ressources budgétaires doivent être immobilisées par un remboursement de dettes à la Bundesbank ou le versement à une réserve conjoncturelle auprès d'elle (compte spécial dont on ne pourra disposer que dans des cas bien déterminés, voir ci-après). Dans le cas d'une insuffisance de la demande globale, on ne trouve qu'implicitement une prescription correspondante dans la disposition suivant laquelle « la couverture des dépenses additionnelles requises doit être assurée par priorité par prélèvement sur la réserve conjoncturelle ». Mais il n'est pas précisé dans quelle condition des moyens additionnels sont requis; cependant, on est amené à penser au cas où il est indispensable d'accroître les dépenses publiques afin de relever le niveau de la demande globale. Il semble qu'on n'ait pas envisagé de poursuivre la réalisation d'« excédents » ou de « déficits » par un relèvement ou un abaissement des taux d'imposition fiscale; on s'est plutôt proposé d'agir uniquement par une adaptation des prévisions de dépenses à la situation conjoncturelle. Comme il est précisé qu'en cas de déficit, il faudra d'abord utiliser la réserve conjoncturelle, on peut en conclure que dans la mesure où celle-ci ne suffit pas ou n'est pas encore constituée, il faut

recourir à un financement des dépenses par le crédit. Toutefois, la loi n'est pas explicite à ce sujet.

La nouveauté de ces dispositions relatives à la programmation budgétaire réside dans l'obligation d'adapter celle-ci (en portant les dépenses à un niveau approprié) aux nécessités conjoncturelles. Jusqu'à présent, il était certes possible de mener une telle politique puisqu'il n'y a pas de prescriptions de couverture qui excluent une telle programmation; cependant, il n'y a jamais eu de demande en vue de mettre en œuvre une programmation visant à régulariser la conjoncture.

L'exécution conjoncturelle du budget.

La loi prévoit que, lors de l'exécution des budgets, on peut s'écarter du niveau des dépenses prévues selon l'évolution de la conjoncture. S'il y a menace d'inflation par la demande, le gouvernement fédéral peut décider (§ 6, section 1, et pour les Länder § 14), sur proposition du Ministre fédéral des Finances et du Ministre fédéral de l'Economie, que « l'utilisation de certaines ressources budgétaires, la mise en œuvre de certains travaux de construction et la conclusion d'engagements à charge de budgets ultérieurs » seront soumises à l'autorisation du Ministre fédéral des Finances. Les économies réalisées de la sorte doivent également être transférées à la Bundesbank (pour remboursement de dettes ou accumulation d'une réserve conjoncturelle). Ce procédé était possible auparavant et il avait d'ailleurs déjà été appliqué. Mais il n'en va pas de même de la disposition suivante selon laquelle le gouvernement fédéral peut décider, également sur proposition des deux ministres précités, des dépenses supplémentaires en cas de ralentissement conjoncturel, pour autant qu'elles soient prévues dans le plan financier à moyen terme (voir ci-dessous); le plan financier joue ainsi le rôle d'un budget prévisionnel (§ 6, section 2, qui s'applique également aux Länder lesquels décident eux-mêmes des pouvoirs de décision à conférer). Le financement devra également s'opérer par prélèvement sur la réserve conjoncturelle. Au surplus, en ce qui concerne le Bund, le Ministre fédéral des Finances peut avoir recours au crédit jusqu'à concurrence de 5 milliards de Deutsche Mark, notamment au moyen d'effets à court terme (donnant lieu à une création de crédit); ce

recours ne s'impute pas sur les autorisations de crédit prévues dans la loi budgétaire pour le financement des dépenses projetées. Au niveau du Bund, ce mécanisme requiert l'intervention du Parlement. En effet, le budget fédéral doit prévoir une rubrique spéciale pour de telles dépenses (et, d'autre part, une rubrique spéciale pour les moyens de financement); en outre, les dépenses reprises sous cette rubrique ne peuvent être effectuées qu'avec l'approbation du Bundestag (et à la condition que des moyens de financement en provenance des deux sources précitées soient disponibles). Lorsque le gouvernement fédéral se propose d'engager ces dépenses, il doit en informer le Bundestag et le Bundesrat. Le Bundesrat peut, dans un délai de deux semaines, définir sa position vis-à-vis du Bundestag et ce dernier peut refuser son accord dans un délai de quatre semaines. Passé ce délai, il n'a plus le pouvoir de s'y opposer (§ 8).

Le sens de cette disposition est clair : le gouvernement ne pourra pas, sans le contrôle du Parlement, envisager des dépenses supplémentaires pour mener une politique d'expansion conjoncturelle. Mais comme il importe, en pareille situation, d'agir rapidement, le délai d'opposition dont dispose le Bundestag a été limité à quatre semaines. Par contre, l'intervention du Parlement n'a pas été jugée nécessaire dans le cas d'un freinage de la conjoncture par une manipulation des dépenses. A propos des dispositions relatives aux dépenses supplémentaires, soulignons encore qu'en cas de ralentissement conjoncturel, la préparation de plans d'investissement appropriés devra être accélérée de façon à permettre une mise à exécution rapide (§ 11). Les projets d'investissement prévus dans le plan financier doivent dès lors être « mûris » dans un bref délai afin que les dépenses additionnelles puissent être engagées sans retard. Notons enfin que le fonds spécial E.R.P. (§ 13) doit également être géré selon ces principes.

Lors de l'établissement et de l'exécution du budget, les ressources de la réserve conjoncturelle, constituée par des versements auprès de la Bundesbank, ne peuvent être affectées qu'au financement de dépenses conjoncturelles « supplémentaires » (§ 7). Au stade de la réalisation des dépenses, le gouvernement fédéral décide, pour autant qu'il s'agisse de dépenses fédérales, si et dans quelle mesure la réserve conjoncturelle sera utilisée; s'il

s'agit de dépenses des Länder (selon le § 14, le § 7 s'applique également à ces derniers), c'est le gouvernement du Land qui intervient, pour autant que les compétences n'y soient pas déterminées autrement.

Les réserves conjoncturelles obligatoires.

La réserve conjoncturelle pourra désormais — et c'est là une chose entièrement nouvelle dans la politique financière de la République fédérale d'Allemagne — être utilisée par le gouvernement fédéral comme instrument d'une politique financière coordonnée du Bund et des Länder en vue de régulariser la conjoncture. Avec l'accord du Bundesrat (la Chambre des Länder), le gouvernement fédéral peut enjoindre, par ordonnance (§ 15), le Bund et les Länder à alimenter la réserve conjoncturelle dans une même proportion au cours d'un exercice budgétaire et ce à concurrence de 3 p.c. au maximum des recettes fiscales de l'exercice précédent (en tenant compte, pour les Länder, des recettes après compensation financière horizontale), à condition toutefois qu'aucune autre convention ne lie le Bund et les Länder. Si les pouvoirs intéressés ont déjà versé des fonds à la réserve en vertu de leurs décisions individuelles pendant l'exercice concerné, ces fonds seront imputés sur les montants à verser. Les montants transférés à la réserve en vertu de cette ordonnance ne pourront être prélevés que si une ordonnance du gouvernement fédéral, approuvée par le Bundesrat, donne l'autorisation de les libérer. La libération ne peut avoir lieu que s'il s'impose de relancer la conjoncture. Comme cette immobilisation et cette libération de fonds sont soumises à une règle commune, tant au niveau de l'Etat fédéral qu'à celui des Länder, elles constituent un instrument efficace pour mener une politique fiscale conjoncturelle commune dans un Etat fédéral. L'accord de la Chambre représentative des Länder est requis, parce que ces derniers jouissent d'une autonomie budgétaire dans la République fédérale.

Conjointement avec la loi sur la stabilité, une modification de la constitution a été promulguée ⁽¹⁾ visant à compléter l'article 109 relatif à l'autonomie financière du Bund et des Länder, afin de le concilier avec les dispo-

(1) Fünfzehntes Gesetz zur Aenderung des Grundgesetzes vom 8. Juni 1967 (*Bundesgesetzblatt* I, p. 581).

sitions de la loi sur la stabilité. Elle prévoit la constitution par le Bund et les Länder de réserves de conjoncture, obligation qui peut être imposée en vertu d'une loi. Elle stipule également que les ordonnances prises en la matière par le gouvernement fédéral doivent être approuvées par le Bundesrat et doivent être abrogées si le Bundestag le désire. C'est donc la constitution qui investit les Länder du pouvoir d'approuver la « loi de contrainte » qui restreint leur autonomie financière et qui coordonne leur action sur la base d'une ordonnance, tandis que le Bundestag est habilité à en demander l'abrogation. La loi sur la stabilité ne mentionne pas ce pouvoir du Bundestag, qui existe en vertu d'une disposition de la constitution. Le Parlement détient donc en cette matière aussi un dernier pouvoir de contrôle.

La limitation du crédit.

La loi sur la stabilité crée un autre instrument particulièrement efficace pour mettre en œuvre une action coordonnée de freinage de la conjoncture. Elle confère au gouvernement fédéral le pouvoir de limiter et de contrôler les crédits publics de tous les budgets. Ce pouvoir est aussi fondé sur la loi modifiant la constitution et son exercice est soumis aux mêmes prescriptions que la constitution de réserves conjoncturelles obligatoires. Par ordonnance, soumise à l'approbation du Bundesrat, le gouvernement fédéral peut interdire au Bund, aux Länder, aux communes et aux associations de communes ainsi qu'aux fonds spéciaux et aux associations coopératives de caractère public de prélever la totalité des crédits qui leur sont ouverts par la loi ou les règlements budgétaires et de dépasser un montant maximal déterminé au cours d'une période bien délimitée (§§ 19 et 20; cette limitation ne s'applique pas aux crédits finançant les investissements des entreprises de caractère économique des collectivités locales). Pour chacun des pouvoirs et collectivités précités et pour chaque exercice, le montant maximal ne peut être inférieur à 80 p.c. du montant annuel moyen correspondant des crédits prélevés au cours des cinq années précédentes. Dans le calcul du montant maximal, certains crédits sont exclus, tandis que peuvent y être englobés des crédits utilisés par des tiers, qui sont assimilables du point de vue de leurs réper-

cussions à des crédits utilisés par les pouvoirs publics. Sans chercher à faire un exposé détaillé, mentionnons cependant que le montant maximal de 80 p.c. peut être ramené à 70 p.c. pour certaines collectivités locales en faveur d'autres et que des crédits non utilisés ou non utilisables par suite d'une réduction des autorisations de crédits budgétaires, peuvent être attribués à d'autres collectivités (§ 21). Ainsi, des transferts peuvent être opérés à l'intérieur du contingent global.

La limitation quantitative du crédit peut être complétée par des dispositions relatives à la durée et aux modalités des crédits utilisés, du moins pour certains types de crédits ou pour des crédits atteignant un certain montant, notamment des emprunts et des prêts obligataires contre titres de créance (Schuldscheindarlehen). L'ordonnance doit définir les crédits soumis aux restrictions supplémentaires. Le Conseil de conjoncture intervient dans ce contrôle supplémentaire (des détails sur cette nouvelle institution sont donnés plus loin); il arrête, en prenant en considération la situation du marché des capitaux, un programme portant au maximum sur les trois prochains mois et fixant, pour les crédits soumis temporairement au contrôle, un calendrier et les montants des prélèvements. Ce Conseil intervient également pour définir les conditions d'octroi des crédits, pour autant qu'il en soit décidé ainsi. Le Ministre fédéral de l'Economie peut donner force obligatoire à ce programme ou en établir un lui-même en accord avec le Bundesrat au cas où le Conseil de conjoncture n'a pu le faire. Par ailleurs, le Ministre peut, de commun accord avec la Bundesbank, en suspendre l'exécution en cas de risque de détérioration de la situation sur le marché des capitaux. Cette situation doit aussi être prise en considération lors de l'octroi de ces crédits que l'ordonnance ne soumet pas à un contrôle plus sévère (§ 22).

Les dispositions suivantes complètent les prescriptions sur le crédit public. Les Länder doivent veiller, par des mesures appropriées, à ce que leurs prélèvements de crédits et ceux des pouvoirs subordonnés soient conformes aux prescriptions de la loi sur la stabilité (§ 23). Par ailleurs, il est stipulé (§ 24) que, dans toutes les mesures à prendre pour limiter ou contrôler les crédits, les tâches du Bund, des Länder et des communes doivent être considérées comme étant d'égale impor-

tance. Enfin, les autorités supérieures des Länder sont tenues d'informer le Ministre fédéral de l'Economie sur les besoins de crédits du Land et des pouvoirs subordonnés ainsi que sur les crédits déjà utilisés; les fonds spéciaux publics doivent fournir ces renseignements directement au Ministre (§ 25).

La possibilité de limiter, par ordonnance du gouvernement fédéral, les crédits publics à tous les niveaux et de régulariser dans le temps et suivant leur objet les utilisations de crédits, ouvre la voie à une politique efficace de stabilisation par des moyens financiers et permet d'adapter le recours au crédit de la part des pouvoirs publics à la situation du marché des capitaux. Les débats qui ont eu lieu et les arrangements qui ont été conclus autour de la Table Ronde ne constituaient qu'un premier pas, bien modeste, dans cette voie; la loi sur la stabilité fournit désormais des moyens d'action bien plus puissants. Des interventions aussi importantes que celles qui sont autorisées maintenant doivent être délimitées dans le temps et soumises au contrôle parlementaire. Aussi la loi prévoit-elle (§ 20) que la durée de validité des ordonnances ne pourra dépasser un an. En outre, le Bundestag doit en être informé dès leur promulgation et il peut demander leur abrogation dans un délai de six semaines. Le « droit de cassation » du Bundesrat, prévu à l'article 109 amendé de la constitution, est ainsi repris dans la loi sur la stabilité, moyennant la fixation du délai précité. Etant donné que les mesures envisagées touchent directement les Länder et les communes, il est compréhensible qu'elles requièrent l'approbation du Bundesrat.

Alors que les dispositions de la loi sur la stabilité examinées jusqu'à présent visent à agir sur la demande globale (régularisation de la conjoncture) par les dépenses publiques (les instruments nouveaux qui viennent d'être décrits sont destinés à freiner les dépenses), les dispositions à caractère conjoncturel qui restent encore à examiner, tendent à influencer la composante privée de la demande globale.

L'adaptation conjoncturelle de la fiscalité.

Il y a lieu de mentionner d'abord le pouvoir donné au gouvernement fédéral (en vertu du § 26) de prendre, par ordonnance et avec le

consentement du Bundesrat et du Bundestag, des mesures par lesquelles l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés peuvent être abaissés ou majorés à concurrence de 10 p.c. (par simples réductions ou relèvements sans autres modifications). Ce nouvel instrument permet d'agir de la façon la plus large et la plus neutre sur la demande privée par une majoration ou une réduction appropriée de la partie disponible du revenu privé. On peut admettre qu'une majoration donne lieu à un accroissement des dépenses privées, tant de consommation que d'investissement (l'effet sur ces dernières étant toutefois moins certain), tandis qu'une réduction a une action négative sur les dépenses privées. Un abaissement des impôts s'indique — une stipulation y relative est formulée dans la loi — lorsqu'un renversement de la conjoncture (en termes de demande globale) s'est déjà produit ou se dessine, alors qu'un relèvement des impôts s'impose lorsque la demande globale dépasse l'offre globale réalisable (cette condition est également prévue dans la loi, mais nous ne reprenons pas littéralement le texte de celle-ci). La durée de validité d'une telle adaptation de la fiscalité est limitée à un an et elle « devrait » coïncider avec l'année civile. Il est évident qu'il fallait limiter la durée de validité et qu'il est souhaitable, pour des raisons pratiques, de faire coïncider cette durée avec l'année civile. Ce « devrait » n'empêche toutefois pas qu'une modification des impôts pourrait être décidée dans le courant de l'année et pour une période plus courte.

Comme pour tous les autres ordonnances relatives à la politique conjoncturelle du gouvernement fédéral, il y a un contrôle parlementaire, le Bundestag devant donner son accord (pour lequel aucun délai n'est fixé). En outre, le Bundesrat doit aussi accorder son consentement, parce que les deux tiers environ de l'impôt sur le revenu reviennent aux Länder; ceux-ci sont dès lors intéressés au premier chef par l'adaptation conjoncturelle de la fiscalité. Comme le relèvement des impôts a pour but de réduire la demande privée sans augmenter celle des pouvoirs publics, la plus-value résultant du relèvement doit être versée presque entièrement à la réserve de compensation, indépendamment des autres dispositions relatives à l'alimentation de ce fonds (§ 15). Par ailleurs, la partie de cette réserve constituée par les plus-values de

recettes fiscales ne peut être libérée que par une ordonnance du gouvernement fédéral.

Le pouvoir de modifier l'impôt sur le revenu et sur les sociétés constitue pour le gouvernement fédéral un instrument conjoncturel efficace; il peut être utilisé pour stimuler ou freiner la conjoncture et lui ouvrir de larges possibilités d'action. L'extension de ce système aux impôts indirects, notamment à l'impôt sur le chiffre d'affaires, envisagée au cours des discussions de la loi, a été rejetée. Elle ne se recommandait guère, en raison des incertitudes supplémentaires quant à ses répercussions et eu égard aux partenaires de la C.E.E. (problème de l'harmonisation).

La prime à l'investissement.

Grâce à la loi sur la stabilité, la demande d'investissement peut faire l'objet d'une action spéciale : elle peut être stimulée à l'aide d'une prime à l'investissement et freinée par une aggravation des dispositions fiscales applicables aux amortissements. Précédemment déjà, la loi relative à l'impôt sur le revenu autorisait le gouvernement fédéral, moyennant l'accord du Bundesrat et du Bundestag, à prendre par ordonnance des mesures pour stimuler les investissements en période de conjoncture descendante sous la forme d'amortissements spéciaux. La loi sur la stabilité a substitué à ces derniers une déduction de l'impôt sur le revenu. Une ordonnance du gouvernement fédéral permet, à la demande du contribuable, et lors de l'acquisition ou de la fabrication de biens de capital, d'accorder un dégrèvement de l'impôt sur le revenu jusqu'à concurrence de 7,5 p.c. des frais d'acquisition ou de fabrication (§ 26) pour la période d'imposition pendant laquelle se réalise l'acquisition ou la fabrication. La période pendant laquelle le dégrèvement est valable est bien déterminée et ne peut dépasser un an. (Nous ne nous arrêterons pas à une description détaillée des critères d'application de cette réduction.) Si l'impôt dû est inférieur au montant exonéré, la différence pourra être imputée sur l'impôt sur le revenu pendant la période d'imposition suivante. La prime à l'investissement est entièrement indépendante des amortissements. Ceux-ci peuvent, par ailleurs, être effectués dans les limites autorisées.

Des projets antérieurs avaient envisagé l'introduction d'un système d'amortissements

spéciaux accélérés en faveur des entreprises réalisant des investissements. Ce système aurait comporté, pour un même investissement, des avantages fiscaux élevés différant selon le taux d'imposition marginal du contribuable. L'octroi d'une prime crée des avantages égaux pour tous, ce qui est préférable pour deux raisons : d'une part, la puissance du stimulant est uniforme et, d'autre part, personne ne peut s'estimer lésé. Il convient d'ajouter que l'accord du Bundestag doit être donné dans un délai déterminé. Il est acquis d'office lorsque le Bundestag n'y fait pas opposition dans un délai de quatre semaines. C'est dire que l'intervention du Bundestag ne peut pas retarder la mesure.

La limitation des amortissements.

En revanche, la loi sur la stabilité habilite le gouvernement fédéral à décréter, moyennant l'accord du Bundestag (délai d'opposition de quatre semaines) et du Bundesrat (délai d'opposition de trois semaines), que des amortissements spéciaux et des déductions plus élevées ainsi que le calcul de la déduction pour usure sous la forme de montants annuels dégressifs (amortissement dégressif) peuvent être entièrement ou partiellement exclus. Dans ce cas aussi, la période de limitation des amortissements doit être précisée; elle ne peut dépasser un an. Cet instrument doit permettre de freiner les investissements lorsque la demande d'investissement devient excessive. Avant la nouvelle loi, le gouvernement fédéral n'avait pas le pouvoir de restreindre, par une ordonnance moyennant approbation du Parlement, les modalités d'amortissement et d'exercer de la sorte un freinage sur les dépenses d'investissement. La loi sur la stabilité comble ainsi une lacune dans l'éventail des instruments de la politique conjoncturelle. Le gouvernement fédéral peut agir à court terme, tout en étant soumis au contrôle parlementaire.

La loi sur la stabilité apporte à la fiscalité une autre modification motivée, conformément à l'esprit de la loi, en ordre principal par des considérations de politique conjoncturelle. Elle décrète, en modifiant la loi relative à l'impôt sur le revenu, que les versements anticipés d'impôts pourront être adaptés à la part contributive prévisible de chaque contribuable non seulement pendant l'exercice fiscal en

cours mais encore pendant l'année civile suivante. Pareille possibilité n'existait pas auparavant, de sorte que les versements anticipés devaient être maintenus au même niveau, alors qu'à la clôture de l'exercice d'imposition, il fallait se rendre à l'évidence que ces versements n'étaient plus proportionnés aux parts contributives. En allongeant la période d'adaptation, on cherche à réduire l'écart entre les versements courants d'impôts et la contribution finalement due. On évitera désormais le versement de reliquats trop élevés — qui ne sont exigibles qu'après la fixation définitive de l'imposition et qui ne sont donc payés qu'après un délai relativement long; en d'autres termes, on veut mieux faire coïncider l'imposition et la période à laquelle celle-ci se rapporte. Du point de vue conjoncturel, l'accélération des versements d'impôts renforce la « built-in-flexibility ». Outre l'adaptation des versements anticipés de l'impôt sur le revenu (le § 26 s'applique également à l'impôt sur les sociétés), la loi détermine, suivant les mêmes règles, les versements anticipés de l'impôt professionnel (§ 28).

Le Conseil de conjoncture.

Revenons-en au Conseil de conjoncture qui doit être constitué auprès du gouvernement fédéral en vertu de la loi sur la stabilité et qui est le seul organe nouveau prévu par cette loi. Dans le « Conseil de conjoncture des autorités publiques » siègent les Ministres fédéraux de l'Economie et des Finances, un représentant de chaque Land ainsi que quatre représentants des communes et des associations de communes (qui sont désignés par le Bundesrat sur proposition des associations représentatives des communes). Il doit donner régulièrement son avis sur les mesures de politique conjoncturelle à prendre conformément à la loi sur la stabilité, ainsi que sur les « possibilités de couverture des besoins de crédit des budgets publics » (son intervention dans le contrôle du crédit a été décrite plus haut). Il doit être consulté au sujet de toute mesure qui concerne la réserve conjoncturelle obligatoire et la limitation du crédit. La Bundesbank est autorisée à participer aux délibérations du Conseil (§ 18). L'« action concertée » au sein des pouvoirs publics incombe en quelque sorte au Conseil de conjoncture. Comme les trois échelons de l'Etat y sont représentés, tous

les problèmes et toutes les mesures discutées sont abordés dans les mêmes conditions et toutes les objections formulées à l'un ou l'autre échelon peuvent être prises en considération. Cet organe d'un « fédéralisme coopératif » permet, sans aucun doute, d'arriver plus facilement à des décisions politiques et de se rendre compte à l'avance si les mesures sont applicables ou non. Dans un Etat fédéral, un tel conseil pourrait se révéler non seulement utile, mais indispensable, si l'on veut poursuivre une politique financière coordonnée pour régulariser la conjoncture.

La programmation financière à moyen terme.

Aux instruments importants de la politique conjoncturelle créés par la loi sur la stabilité s'ajoute un autre instrument qui n'a qu'un rapport indirect avec la politique conjoncturelle, mais qui s'intègre néanmoins dans la conception globale des objectifs particuliers contenus dans le « carré magique ». Il s'agit de la programmation financière à moyen terme que nous avons déjà mentionnée brièvement. La loi stipule (§§ 9 et 14) qu'une programmation financière quinquennale doit être à la base de la politique budgétaire du Bund et des Länder. Au sujet de cette programmation, la loi dit textuellement (§ 9) : « Elle doit établir, éventuellement par des comptes alternatifs, l'importance et la composition des dépenses prévisibles et les possibilités de couverture dans leurs relations réciproques avec l'évolution probable de la capacité productive de l'ensemble de l'économie ». Elle stipule, d'autre part, que la « programmation financière » doit être adaptée annuellement à l'évolution et poursuivie (programmation souple). En ce qui concerne le Bund, la programmation financière doit être établie par le Ministre des Finances, décidée par le gouvernement fédéral et soumise au Bundestag et au Bundesrat. Une prise de position du Parlement n'a pas été prévue, la programmation étant simplement portée à sa connaissance. En ce qui concerne la procédure de la programmation, la loi stipule encore que les ministres compétents doivent établir, pour les secteurs définis par le gouvernement fédéral, des programmes d'investissement pluriannuels et les soumettre en même temps que les autres estimations de leurs besoins au Ministre fédéral

des Finances; ces programmes d'investissement, comprenant leurs projets propres et l'aide à accorder aux investissements de tiers, doivent être groupés suivant leur degré d'urgence et par tranches annuelles (§ 10).

Il ressort du texte législatif relatif au contenu et au rôle du programme financier que le but de la loi est non seulement de programmer les finances publiques dans le temps, mais aussi de les harmoniser avec des objectifs de croissance bien déterminés. Le premier programme arrêté et publié pour le Bund, relatif à la période 1967-1971 ⁽¹⁾, indique clairement que de tels objectifs sont recherchés; toutefois, nous ne pouvons nous étendre ici sur ce sujet. La régularisation de la conjoncture par des moyens financiers trouve également un appui dans la programmation financière à moyen terme. En effet, comme nous l'avons déjà vu, les dépenses prévues dans le programme financier constituent la réserve qui permet d'engager des dépenses supplémentaires motivées par des considérations conjoncturelles; le programme financier remplace ainsi un budget « éventuel ». Par ailleurs, il est plus aisé de se servir des dépenses publiques et des impôts à des fins conjoncturelles lorsqu'on peut agir dans la perspective d'un programme de développement traçant le trend de l'économie à long terme; dans l'optique de ce plan, on peut supposer en effet que les variations opposées des phases conjoncturelles se compensent plus ou moins et qu'à plus longue échéance les dépenses et les recettes publiques pourront être réalisées conformément au plan. En insérant le programme financier dans la loi sur la stabilité, on n'a donc pas créé un ensemble hétérogène, mais on a imbriqué des éléments qui se complètent.

Le problème de la coordination du programme financier entre le Bund, les Länder et les communes n'a pas reçu de solution dans la loi sur la stabilité. Cette dernière ne contient à ce sujet aucune disposition concernant les communes. Elle stipule seulement (§ 16) que les Länder devraient veiller à ce que la politique budgétaire des communes et des associations de communes soit conforme aux nécessités de la politique conjoncturelle. Quant au Bund et aux Länder, la loi prévoit (§ 17) qu'ils échangent les données de base pour l'élaboration des

programmes financiers. (La même obligation est imposée pour l'application de la politique financière conjoncturelle, mais l'harmonisation proprement dite dans ce domaine peut être réalisée au sein du Conseil de conjoncture.) A la suite d'un accord conclu entre le Chancelier fédéral et les présidents des Länder, un Conseil de programmation financière a été créé depuis lors. Sa composition est calquée sur celle du Conseil de conjoncture. Il sera doté d'un statut légal dans le cadre de la réforme du budget. Il a pour mission la coordination du programme financier (coordination à laquelle doivent également être associées les communes) ⁽¹⁾.

Le rapport sur les subventions.

Les dispositions concernant l'aide financière (subventions) du Bund sont moins mises en évidence dans la loi sur la stabilité (§ 12). Après avoir postulé que l'aide financière doit répondre aux quatre objectifs formulés dans le § 1, la loi prévoit que le gouvernement fédéral doit soumettre tous les deux ans au Bundestag et au Bundesrat un aperçu chiffré de l'aide financière et des exemptions fiscales (rapport sur les subventions) groupant les interventions d'après leurs motivations et donnant des indications sur leur raison d'être et leur durée probable. L'aperçu doit en outre formuler des propositions sur les possibilités d'une suppression anticipée ou d'une réduction progressive dans le cadre d'un timing approprié ⁽²⁾. Il apparaît clairement que ce rapport sur les subventions a pour but de mettre en évidence la « prolifération » des subventions directes et indirectes, d'empêcher qu'elle ne s'aggrave et même d'y remédier. Ces aides accordées à des secteurs économiques isolés ou à des entreprises ont peu d'importance du point de vue de la « politique de stabilité économique »; par contre, elles peuvent en avoir beaucoup du point de vue de la « politique de croissance économique ». Assurément, il ne s'imposait pas de reprendre dans la loi sur la stabilité les prescriptions

(1) Cf. *Bulletin des Presse- und Informationsamtes* du gouvernement fédéral, n° 36, 16 mars 1968, p. 268.

(2) Le premier rapport sur les subventions, établi conformément aux prescriptions de la loi sur la stabilité, a été publié le 21 décembre 1967. (*Deutscher Bundestag*, 5. Wahlperiode, Drucksache, V/2423.) Auparavant, un rapport bien moins détaillé était publié régulièrement dans les rapports financiers du Ministère fédéral des Finances.

(1) Cf. *Finanzbericht 1968*, Ministère fédéral des Finances, pp. 95 et suivantes.

concernant le rapport sur les subventions, mais on pouvait saisir cette occasion pour lui donner une assise légale.

Ces développements auront mis en évidence les nombreuses innovations introduites par la loi sur la stabilité. Ils auront montré que la République fédérale d'Allemagne a posé les fondements d'une politique systématique de régularisation de la conjoncture et de promotion de la croissance économique à l'aide des seuls instruments dont dispose l'Etat dans une économie de marché. Il nous reste encore à émettre quelques considérations sur les éléments de la loi allemande sur la stabilité qui pourraient inspirer d'autres pays. Il n'est évidemment pas possible d'entreprendre ici une comparaison internationale exhaustive des réglementations dans ce domaine ni des instruments disponibles.

En quoi la loi allemande sur la stabilité peut-elle servir d'exemple à l'étranger ?

En premier lieu, il convient, semble-t-il, de constater avec intérêt qu'une seule loi de base — qu'on peut qualifier de loi fondamentale pour la politique économique générale — stipule à la fois l'obligation pour l'Etat d'adopter une politique active dans les domaines de la conjoncture et de la croissance économique et détermine les méthodes et les instruments à mettre en œuvre à cette fin. Non seulement elle fixe les objectifs et enjoint à ceux qui gouvernent les différents niveaux de l'Etat d'atteindre ces objectifs, bien plus, elle prévoit aussi des directives concrètes quant à la manière d'agir et elle adapte et multiplie les instruments nécessaires pour accomplir l'ensemble des tâches. A ce propos, il convient de souligner que la demande globale peut être influencée tant dans le sens de l'expansion que dans celui de la contraction, et cela en faisant varier aussi bien la demande des pouvoirs publics qu'indirectement celle des secteurs privés (globale ou partielle). La programmation budgétaire doit déjà être conçue en relation avec l'influence à exercer sur la demande globale, car elle doit être établie « en fonction de la conjoncture » et non pas conformément à des objectifs traditionnels (budget en équilibre, « neutralité »). La loi ne fait pas mention de la possibilité de modifier les impôts en rapport avec la programmation budgétaire dans le but d'agir de façon préméditée sur la demande

privée, mais aucun obstacle n'empêche l'adoption de telles modifications, Ainsi, on peut affirmer que la loi ouvre à l'Etat d'immenses possibilités pour mener une politique économique globale. L'action de l'Etat n'est limitée que dans le domaine de la politique des revenus et des relations économiques internationales. En effet, dans l'économie de marché, l'autonomie des partenaires sociaux en matière de fixation des barèmes des salaires ainsi que la libre formation des prix doivent être sauvegardées; en outre, au point de vue des relations économiques internationales, les cours de change fixes doivent être maintenus et les droits de douane ainsi que les contingentements ne peuvent être considérés comme instruments de politique économique. La loi envisage ces deux limites et prévoit à cet égard la seule intervention possible : persuader par le dialogue les forces « autonomes » à se conformer à la politique générale.

L'action spécifique sur la demande globale dans le cadre d'une politique active des finances publiques soulève le problème difficile que chacun sait, c'est-à-dire donner au gouvernement la possibilité d'agir rapidement sans le soustraire au contrôle du Parlement. En général, ce problème a été résolu de la façon suivante : les mesures sont certes subordonnées à l'approbation du Parlement, mais celui-ci ne dispose que d'un délai relativement court pour les refuser. La mise à exécution des mesures ne peut dès lors être freinée outre mesure par le Parlement. Le délai dont dispose le Bundestag est de quatre semaines lorsqu'il s'agit d'approuver des dépenses supplémentaires (libération de dépenses de la rubrique spéciale), d'octroyer des primes à l'investissement et d'alourdir les modalités d'amortissement; seule la modification du taux de l'impôt n'est pas soumise à un tel délai. En ce qui concerne la limitation du crédit, la collaboration du Bundestag est réglée de telle façon que celui-ci dispose de six semaines pour demander la suppression de la mesure. Il en va de même, mais cette fois en vertu d'un article de la constitution, pour l'obligation de constituer des réserves conjoncturelles; cependant, ici aucun délai n'a été fixé. Le droit d'abrogation ultérieur comporte le désavantage de créer une incertitude, particulièrement lorsqu'aucun délai n'est prévu; en revanche, il permet de mettre la mesure en vigueur immédiatement. L'obligation de demander l'accord préalable présente

le désavantage que la mesure envisagée ne peut être tenue secrète et qu'il peut en résulter des effets fort indésirables.

Les solutions adoptées par la loi sur la stabilité démontrent pour l'essentiel qu'il est possible de combiner une action rapide avec le contrôle parlementaire, à condition, bien sûr, de s'accommoder de quelques inconvénients. Il est évident que seule l'expérience dégagera l'importance de ces inconvénients. Il est intéressant de noter que l'on a renoncé à conférer le droit de contrôle à une commission parlementaire au lieu du Parlement tout entier, et qu'on n'accorde en aucun cas une autorisation au gouvernement sans la collaboration du Parlement. On pourrait concevoir à juste titre que le gouvernement soit seulement obligé de faire rapport de son action au Parlement dans un délai déterminé, avec certaines conséquences pour lui au cas où il ne pourrait le convaincre du bien-fondé des mesures. Les solutions apportées par la loi sur la stabilité pourraient peut-être constituer une source d'inspiration à certains égards.

Ce qui pourrait aussi être intéressant pour d'autres pays, c'est qu'une loi de politique conjoncturelle comprenne en même temps des prescriptions concernant une programmation des finances publiques à moyen terme. Comme nous l'avons déjà souligné, il est tout à fait raisonnable d'associer une telle programmation à long terme aux prescriptions concernant les mesures de politique conjoncturelle dans le domaine des finances publiques. Des programmes conçus en fonction du trend du développement ou qui doivent l'influencer ne sont pas incompatibles avec des plans à court terme et avec des décisions spécifiques, dont le but est d'atténuer les fluctuations autour de ce trend. Des décisions de ce type peuvent probablement être prises plus facilement lorsqu'elles sont axées sur des programmes ou des projections à plus long terme dont elles ne paraissent s'écarter qu'à court terme. Insistons encore sur le fait que la programmation à moyen terme, abstraction faite des possibilités qu'elle recèle pour influencer le développement fondamental de l'économie, présente aussi un intérêt immédiat en ce sens qu'elle augmente la rationalité des finances publiques.

La loi sur la stabilité traduit l'effort particulier qui a été fait pour maîtriser les diffi-

cultés spécifiques que rencontre une politique d'orientation générale de l'économie dans un Etat à structure fédérale. Etant donné la répartition des dépenses totales et des divers types de dépenses particulières aux différents niveaux de l'Etat, il est absolument indispensable, en République fédérale d'Allemagne, d'assurer une certaine coordination entre ces différents niveaux en ce qui concerne leur action en matière de politique financière. Les solutions adoptées dans la loi sur la stabilité afin de réaliser un « fédéralisme coopératif » peuvent présenter un certain intérêt pour les pays à structure fédérale et même pour ceux dans lesquels les finances du gouvernement central sont prépondérantes.

Les deux instruments essentiels qui ont été créés sont la réserve conjoncturelle obligatoire et la limitation du crédit (en liaison avec les mesures de contrôle complémentaires). Le gouvernement fédéral s'est vu conférer ainsi deux moyens d'action directs pour obliger les divers échelons de l'Etat fédéral à agir dans le même sens, notamment dans un sens restrictif, tout en uniformisant le poids des actions restrictives. Le Bund et les Länder sont soumis à l'obligation de la réserve conjoncturelle obligatoire, tandis que la limitation du crédit s'applique en outre aux communes. Les autres pouvoirs de l'Etat ne peuvent, il va de soi, être amenés à participer à cette action contre leur gré : le Bundesrat, agissant en tant que représentant des Länder (et, indirectement, des communes), doit donner son accord. Il n'est en aucune façon certain que cet accord soit acquis dans chaque cas; il dépendra essentiellement du succès avec lequel le gouvernement fédéral justifiera la nécessité des mesures devant le Bundesrat. Le Bundestag aussi doit être convaincu, afin d'éviter qu'il ne demande la levée de la mesure restrictive.

Comme ces deux modes d'intervention constituent en fait de l'« artillerie lourde », la coopération du Bundesrat (et du Bundestag) ne sera probablement acquise que lors d'une « surchauffe » conjoncturelle manifeste, en cours depuis un certain temps et donc incontestable. Normalement, le Bundesrat ne coopérera pas si l'état de l'économie est moins alarmant. Dans ce cas, il s'indique plutôt d'exercer un effet de contraction par une augmentation des impôts et un alourdissement des modalités d'amortissement. Bien

sûr, le Bundesrat doit encore marquer son accord, mais celui-ci serait acquis plus facilement du fait que les Länder (et les communes) ne devraient pas restreindre leurs dépenses. Si ces mesures ne remportent pas l'assentiment du Bundesrat, les Länder et les communes restent néanmoins soumis à l'obligation générale d'agir en fonction de l'état de la conjoncture.

La loi sur la stabilité ne prévoit pas la prise en commun de mesures expansionnistes ni la coordination de leur étendue. Cependant, il est évident que la libération des montants de la réserve conjoncturelle par ordonnance (nécessitant approbation) du gouvernement fédéral peut provoquer un élargissement des dépenses à tous les niveaux de l'Etat fédéral. De même, la suppression de la limitation du crédit (dont la durée ne peut dépasser un an) peut conduire à une augmentation générale des dépenses. Une action commune visant à accroître les dépenses ne sera pas possible dans la même mesure qu'une action visant à les réduire. On ne pourra guère amener les Länder et les communes à prélever parallèlement des crédits. Cependant, le Bund peut accorder des aides financières. Lorsqu'il se procure du crédit et met les moyens ainsi obtenus à la disposition des autres pouvoirs de l'Etat, sans que ceux-ci s'endettent, il peut susciter n'importe quelle dépense. Aussi peut-on conclure qu'une réglementation légale visant à coordonner strictement une action expansionniste ne s'imposait nullement.

Le Conseil de conjoncture est appelé à jouer un rôle primordial dans la coordination des mesures de politique financière visant à régulariser la conjoncture, du fait qu'il doit discuter toutes ces mesures. Son avis unanime peut être décisif pour celles qui requièrent l'accord du Bundesrat. Au cours de ses réunions régulières, un échange de vues doit avoir lieu sur la situation conjoncturelle quelle qu'elle soit, et, en tant que Président de ce Conseil, le Ministre fédéral de l'Economie l'informerá sans délai de tout indice alarmant qu'il a constaté. Dans le cadre du contrôle du crédit, le Conseil de conjoncture a une fonction spéciale sans aucun doute difficile. Dans ce domaine aussi, il a une tâche de coordination importante, mais doit prendre uniformément en considération les tâches et donc les demandes de dépenses aux trois niveaux de l'Etat.

Les dispositions légales prises par la République fédérale d'Allemagne sont telles qu'elles permettent de résoudre le problème de la coordination dans un Etat fédéral, sans porter atteinte au principe fédéral. Elles doivent encore subir l'épreuve des faits et des circonstances. Il se peut que l'exemple allemand soit intéressant pour d'autres Etats fédéraux, même s'ils ont des traditions différentes et s'ils doivent donc rechercher des solutions propres. Nous espérons que les considérations énoncées dans cette dernière section auront éclairé certains points et problèmes de portée générale et contribué peut-être à susciter l'une ou l'autre suggestion.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de mars 1968. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

BIBOT P., Le leasing ou location-financement. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 1, 1968, pp. 51-64.*)

HEENEN J., Les traveller-checks en droit belge. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 1, 1968, pp. 81-84.*)

JOEL P., Les travaux de la Commission De Voghel. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 86, mars 1968, pp. 239-243.*)

Les banques et la monnaie scripturale. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 69, mars 1968, pp. 1-3.*)

MORISSENS L., Les effets de la réglementation des ventes et prêts à tempérament sur la consommation privée en Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 37, 1^{er} trimestre 1968, pp. 13-46.*)

VERGOTE P., Le factoring. (*Industrie, Bruxelles, XXII, n° 2, février 1968, pp. 88-90.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

DEVIS J., Essai sur quelques développements et problèmes probables de la profession bancaire belge. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 1, 1968, pp. 33-50.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Les fonds communs de placement. Structure des portefeuilles et répartition des risques. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 8, 1^{er} mars 1968, pp. 1-5.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

GOFFIN R., La T.V.A., sujet d'espoir et d'inquiétude. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 134, janvier 1968, 26 p.*)

La taxe sur la valeur ajoutée : T.V.A. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLII, n°s 9-10, 1967, pp. 451-463.*)

TERROIR R., Convention conclue entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLII, n°s 9-10, 1967, pp. 465-472.*)

THIRY E., Initiation à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLII, n°s 9-10, 1967, pp. 437-445.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Le rendement des sociétés belges par actions en 1965 et 1966. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIV, n° 2, février 1968, pp. 113-133.*)

7. PRIX ET SALAIRES

DE TREMMERIE H. & DEHAENE J.L., Le revenu des travailleurs et la politique des revenus. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, LXV, n° 2, 15 février 1968, pp. 102-128.*)

La réforme de l'indice des prix de détail. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIV, n° 2, février 1968, pp. 103-112.*)

Le nouvel index des prix à la consommation. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VII, n° 69, mars 1968, pp. 4-6.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

ALALUF M. & DE KNIBBER H., Les structures qualitatives de l'emploi dans l'industrie textile. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, X, n° 2, février 1968, pp. 21-30.*)

FUKS F., L'arrêté royal n° 40 sur le travail des femmes. Opinions socialistes. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 86, mars 1968, pp. 217-224.*)

LALOIRE M., Nouvelles dimensions de l'action syndicale. (*Industrie, Bruxelles, XXII, n° 2, février 1968, pp. 82-87.*)

VOGEL-POLSKY E., Le travail des femmes et l'arrêté royal n° 40 du 24 octobre 1967. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 86, mars 1968, pp. 205-216.*)

9. SECURITE SOCIALE

DE BROECK G., Bedenkingen over de maatschappelijke zekerheid. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LIX, n° 2, février 1968, pp. 105-119.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

DAVIN L.E. & autres, Croissance de l'économie de la Wallonie. (*Bruylant, Bruxelles, 1966, 40 p.*)

DEHAENE J.L., Het tweede economisch expansieprogramma 1966-70. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LIX, n° 2, février 1968, pp. 164-169.*)

DENISON E.F., Why Growth Rates Differ. Post-war Experience in Nine Western Countries. (*Brookings Institution, Washington, 1967, XXI+494 p.*)

GLEJSER H., Etat actuel et perspectives à court terme de l'économie belge. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 86, mars 1968, pp. 249-251.*)

JADOT A., L'avenir industriel du Hainaut. (*Etudes économiques, Mons, nos 135-136, 2^e semestre 1967, pp. 119-129.*)

La loi sur les pouvoirs spéciaux et son application. (*Documents-CEPESS, Bruxelles, VI, n° 3, 1967, pp. 3-81.*)

VAN PEETERSSEN A., Prévision de la demande et croissance : quel est le rythme de croissance possible en Belgique ? (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 37, 1^{er} trimestre 1968, pp. 5-12.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

L'industrie belge de la surgélation. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 8, 24 février 1968, pp. 73-76.*)

12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Recherche et croissance économique. 2. (*Conseil national de la Politique scientifique, Bruxelles, 1968, 191 p.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ARNDT S.W., Funzioni di un sistema monetario internazionale. (*Rivista internazionale di Scienze economiche e commerciali, Milan, XV, n° 2, février 1968, pp. 138-154.*)

BRATTER H., Washington's New Move to Strengthen the Dollar. (*Banking, New York, n° 8, février 1968, pp. 54-55; 116-119.*)

CLAUSS F.J., Ueber die jüngsten Aspekte der Entwicklung des internationalen Währungssystems. (*Wirtschaftskonjunktur, Munich, XX, n° 1, janvier 1968, pp. 29-42.*)

COOMBS Ch. A., Treasury and Federal Reserve Foreign Exchange Operations. (*Federal Reserve Bulletin, Washington, LIV, n° 3, mars 1968, pp. 267-288.*)

Devaluation — for the Record. (*Midland Bank Review, Londres, février 1968, pp. 3-8.*)

EINZIG P., Foreign Exchange Crises : An Essay in Economic Pathology. (*Macmillan, Londres, 1968, X+205 p.*)

FERRAS G., Le rôle actuel de la Banque des Règlements Internationaux. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXII, n° 1, 1968, pp. 18-32.*)

FRIEDMAN M. & ROOSA R.V., The Balance of Payments : Free Versus Fixed Exchange Rates. (*American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1967, 192 p.*)

GOETZ M., Devaluation : Its Effect on Western Europe. (*The Bankers' Magazine, Londres, CCV, n° 1486, janvier 1968, pp. 19-21.*)

Gold : Legacy of a Bygone Era. (*Business Conditions, Chicago, février 1968, pp. 13-16.*)

HARROD R., Rio Agreement. (*The Bankers' Magazine, Londres, CCV, n° 1488, mars 1968, pp. 173-181.*)

International Direct Investment by Private Enterprises in Western Europe and North America. (*Economic Bulletin for Europe, New York, XIX, n° 1, novembre 1967, pp. 57-68.*)

Les capitaux américains préfèrent les riches. (*Economie et Humanisme, Caluire, n° 179, janvier-février 1968, pp. 52-53.*)

Les investissements étrangers en Europe. (*Dunod, Paris, 1968, IX+267 p.*)

Le système monétaire international. (*Bibliographie spéciale analytique de l'O.C.D.E., Paris, n° 16, 1967, pp. 1-130.*)

Pound Sterling Devalued. (*Business Conditions, Chicago, janvier 1968, pp. 2-5.*)

Special Drawing Rights : A Major Step in the Evolution of the World's Monetary System. (*Federal Reserve Bank of New York, New York, L, n° 1, janvier 1968, pp. 10-13.*)

STAMMATI G., After Rio. (*Review of the Economic Conditions in Italy, Rome, XXII, n° 1, janvier 1968, pp. 5-18.*)

The Mechanics of Euro-Bond Issues. (*Banque de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 31 p.*)

The Price of Gold is not the Problem. (*Federal Reserve Bulletin, Washington, février 1968, pp. 115-121.*)

VON HABERLER G., Reflections on the U.S. Balance of Payments. (*Manufacturers Hanover Trust Company, New York, 1968, 4 p.*)

WALLICH H.C., Die Zukunft des Dollars. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXI, n° 4, 15 février 1968, pp. 149-150.*)

ZOLOTAS X., The Gold Trap and the Dollar. (*Papassisis Publishers, Athènes, 1968, 34 p.*)

17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- de la VALLEE POUSSIN E., Discours sur le refus de négocier opposé à la candidature du Royaume-Uni. (*Moniteur belge, Bruxelles, 1968, 12 p.*)
- DIRIX P., Les institutions publiques de crédit des pays de la C.E.E. (*Les Annales de l'Economie collective, Genève, LV, n° 4, octobre-décembre 1967, pp. 519-525.*)
- DOSSER D. & HAN S.S., Taxes in the E.E.C. and Britain. The Problem of Harmonization. (*Chatham House, Londres, 1968, 46 p.*)
- DUPONT Ch., L'évolution récente des disparités régionales de revenus dans la C.E.E. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 37, 1^{er} trimestre 1968, pp. 59-70.*)
- HAEBLER C., La politique agricole des Communautés européennes. (*Revue juridique et économique du Sud-Ouest, Bordeaux, XVII, n° 1, 1968, pp. 103-121.*)
- KOHLOFF H., Hat der Euro-Kapitalmarkt eine Zukunft? (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXI, n° 5, 1^{er} mars 1968, pp. 189-190.*)
- LABEAU G., La concentration industrielle. Aspects de l'adaptation structurelle des entreprises au Marché commun. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 37, 1^{er} trimestre 1968, pp. 111-135.*)
- La demande d'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté. (*Bulletin des communautés européennes, Bruxelles, I, n° 1, janvier 1968, pp. 7-15.*)
- L' « autre » Europe, le Comecon. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXIII, n° 10, 9 mars 1968, pp. 89-93.*)
- LELEUX P., Faut-il créer la société commerciale européenne pour faciliter l'intégration économique dans la C.E.E.? (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXIII, n° 4605, 17 février 1968, pp. 109-112.*)
- Les coûts de main-d'œuvre dans les industries des pays du Marché commun. (*Etudes et Conjoncture, Paris, XXIII, n° 2, février 1968, pp. 3-75.*)
- Mémoire sur les actions communautaires en matière de réadaptation et de reconversion. (*Bulletin des Communautés européennes, Bruxelles, supplément, n° 1, janvier 1968, pp. 3-21.*)
- NEUMAN H., Concentration des entreprises et Marché commun. (*Vita, Bruxelles, XXV, n° 4, 29 février 1968, pp. 113-115.*)
- PAPPENHEIM P., Invoerrechten en het actieve veredelingsverkeer in de E.E.G. (*De Economist, Haarlem, CXVI, n° 1, janvier-février 1968, pp. 73-83.*)
- PIATIER A., Structure et perspectives de la consommation européenne. I. Marché commun et Grande-Bretagne. Données sur la consommation européenne. (*Sélection du Reader's Digest, Paris, 1967, 281 p.*)
- RIES A. & GUIDA R.M., L'application des règles de concurrence du Traité C.E.E. à l'agriculture. (*Cahiers de Droit européen, Bruxelles, n° 1, janvier-février 1968, pp. 60-68.*)
- ROSSELLE E. & WAELBROECK J., La demande à l'exportation pour les pays du Marché commun. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 37, 1^{er} trimestre 1968, pp. 71-102.*)
- TRAPPENIERS F., Les avantages comparatifs dans le Marché commun européen. (*Nauwelaerts, Louvain, 1967, XIII+346 p.*)
- VELAERTS A., L'Etat et les entreprises publiques dans la C.E.E. (*Les Annales de l'Economie collective, Genève, LV, n° 4, octobre-décembre 1967, pp. 479-517.*)
- WEGERHOFF K., Dimension d'entreprises, mesures de concentration et possibilités de coopération entre entreprises de l'industrie textile de la Communauté Economique Européenne. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VII, n° 1, janvier 1968, pp. 51-60.*)

18. DIVERS

- DEJEAN Ch., Vers de nouveaux modes de contrôle et d'intervention de l'Etat dans le financement des universités. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 86, mars 1968, pp. 298-315.*)
- Evolution de l'université. (*Institut Administration-Université, Fondation Industrie-Université, Bruxelles, 1968, 65 p.*)
- JANNE H., Présent et avenir de la formation postgraduée dans les universités belges. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXXXIII, n° 3, 3^e trimestre 1967, pp. 117-135.*)
- JANNE H., Quelques données et principes de base au sujet de l'expansion universitaire. (*Socialisme, Bruxelles, XV, n° 86, mars 1968, pp. 279-295.*)
- Le niveau de formation scolaire de la population belge d'après le recensement de 1961. (*Population et Famille, Bruxelles, n° 12, novembre 1967, pp. 1-78.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 20 février 1968

relatif au Bureau de Programmation économique (Moniteur du 14 février 1968, p. 2531).

Arrêté royal du 18 mars 1968

portant des mesures d'exécution de l'article 2bis, § 1 et § 2, du statut de l'Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture « I.R.S.I.A. » refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957 modifié par l'arrêté royal n° 86 du 11 novembre 1967 (Moniteur du 29 mars 1968, p. 3348).

Arrêté royal du 26 mars 1968

fixant les règles de fonctionnement de l'Office belge de l'Economie et de l'Agriculture (Moniteur du 29 mars 1968, p. 3354).

Arrêté royal du 26 mars 1968

pris en exécution de l'arrêté royal n° 82 du 10 novembre 1967, portant création de l'Office belge de l'Economie et de l'Agriculture (Moniteur du 29 mars 1968, p. 3358).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 19 février 1968

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 75 millions de francs, destiné au financement de la construction de maisons « sur promesse d'acquisition » (Moniteur du 2 mars 1968, p. 2059).

Article 1^{er}. — La Société Nationale du Logement est autorisée à contracter auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite un emprunt d'un montant effectif de 75 millions de francs et d'une durée maximum de vingt ans.

Art. 2. — La Société Nationale peut effectuer sur cet emprunt des prélèvements successifs de 100.000 francs ou de multiples de ce montant.

Art. 3. — Les prélèvements sont remboursables après deux ans au plus tard et, dans les limites des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, la Société Nationale peut prélever à nouveau pour un terme de deux ans au plus les montants ainsi remboursés.

Art. 5. — Les charges d'intérêt et de remboursement des prélèvements sont supportées en totalité par la Société Nationale.

Art. 6. — Le paiement des intérêts et le remboursement du principal des prélèvements sont garantis par l'Etat.

Loi du 6 mars 1968

relative à la répartition des réserves des caisses d'épargne régionales d'Eupen et de Malmedy (Moniteur du 22 mars 1968, p. 2956).

Arrêté royal du 8 mars 1968

approuvant des modifications apportées aux statuts de la Banque Nationale de Belgique (Moniteur du 21 mars 1968, p. 2862).

Article 1^{er}. — Sont approuvées les modifications suivantes apportées aux statuts de la Banque Nationale de Belgique (...):

1^o Le texte de l'article premier est remplacé par le texte suivant :

« La Banque Nationale de Belgique, constituée sous forme de société anonyme, instituée en vertu de la loi du cinq mai mil huit cent cinquante, et prorogée en dernier lieu conformément à la loi du dix-neuf juin mil neuf cent cinquante-neuf, est désormais régie par les dispositions de l'arrêté royal n^o 29 du vingt-quatre août mil neuf cent trente-neuf, pris en exécution de la loi du premier mai mil neuf cent trente-neuf, dispositions modifiées en dernier lieu par l'arrêté royal n^o 42 du quatre octobre mil neuf cent soixante-sept, pris en exécution de la loi du trente et un mars mil neuf cent soixante-sept, et par les présents statuts.

» Elle a son siège à Bruxelles. »

2^o Dans l'article 17, les 3^o et 8^o sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« 3^o A escompter, acheter et céder des effets à court ou à moyen terme, émis ou garantis par l'Etat belge ou par l'Etat luxembourgeois, ou émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat belge ou par l'Etat luxembourgeois;

» 8^o A faire des avances en compte courant et des prêts à court terme, sur nantissement :

» a) d'effets publics à court, moyen ou long terme, émis ou garantis par l'Etat belge ou par l'Etat luxembourgeois, par le Crédit Communal de Belgique ou par des organismes financiers internationaux institués par des accords auxquels la Belgique est partie;

» b) de mêmes effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat belge ou par l'Etat luxembourgeois;

» c) de titres d'emprunts des provinces et des communes, cotés en bourse, ainsi que d'actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de Fer belges ayant fait l'objet d'une émission publique;

» Les conditions et les limites dans lesquelles sont consentis ces avances et prêts sont fixées par le Conseil de régence. »

3^o Le troisième alinéa de l'article 43 est remplacé par la disposition suivante :

« Il peut y avoir également, au siège social, un comité d'escompte, dont la composition et le rôle sont déterminés par les présents statuts et par le règlement d'ordre intérieur. »

Art. 2. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Arrêté royal du 18 mars 1968

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne sur les tranches de ses emprunts levées durant l'année 1967 et à lever en 1968 (Moniteur du 27 mars 1968, p. 3144).

Arrêté royal du 18 mars 1968

autorisant la société coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique » à contracter, sous la garantie de l'Etat, un trente et unième emprunt, d'un montant effectif de 345 millions de francs (Moniteur du 28 mars 1968, p. 3307).

Arrêté royal du 18 mars 1968

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société Nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts levées durant l'année 1967 (Moniteur du 28 mars 1968, p. 3308).

Arrêté ministériel du 19 mars 1968

approuvant l'arrêté de la Commission bancaire du 19 décembre 1967 portant règlement d'agrément des reviseurs de banque (Moniteur du 29 mars 1968, p. 3345). Erratum (Moniteur du 19 avril 1968, p. 4442).

Arrêté ministériel du 26 mars 1968

relatif à l'émission, par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique, d'une neuvième tranche de 300 millions de francs de son emprunt de 3 milliards de francs (Moniteur du 30 mars 1968, 1968, p. 3467).

Art. 2. — Cette neuvième tranche est représentée par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux annuel de 2 p.c.

Art. 3. — Le prix d'émission, fixé au pair de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces.

Art. 5. — Ces obligations sont remboursables au pair de la valeur nominale le 1^{er} avril 1998.

Art. 7. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 8. — En matière de précompte mobilier les intérêts de l'emprunt sont soumis au même régime que celui applicable aux revenus des fonds publics émis avant le 1^{er} décembre 1962 en exemption de taxe mobilière ou d'impôts réels.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 27 décembre 1967

mettant à la disposition de certains Ministres des sommes prélevées sur le crédit de 100 millions de francs octroyé par la loi du 15 avril 1965 et inscrit pour mémoire à l'article 41.02 du chapitre III du budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1967 (Moniteur du 1^{er} mars 1968, p. 2004).

Arrêtés royaux des 19 et 20 février 1968

mettant à la disposition du Premier Ministre respectivement 2.950.000 francs en vue d'une subvention aux organisateurs des expéditions antarctiques belges, 1.500.000 francs en vue du financement de frais d'études pour le compte du Conseil national de la politique scientifique et 750.000 francs prélevés sur le produit de la taxe exceptionnelle de conjoncture (Moniteur du 22 mars 1968, p. 2968).

Arrêté royal du 20 février 1968

fixant la date de l'entrée en vigueur de l'article 69 à l'égard des opérations patrimoniales et de l'article 71 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Moniteur du 15 mars 1968, p. 2582).

Loi du 20 février 1968

contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 19 mars 1968, p. 2674).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1968 afférentes au Ministère des Finances (...) des crédits s'élevant à 8.586.678.000 francs.

Art. 8. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 6.000.000 francs (...).

Art. 9. — Des crédits d'ordonnancement (...) sont ouverts jusqu'à concurrence de 885.354.000 francs (...).

Art. 10. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 11.404.248.000 francs pour les recettes et à 11.338.148.000 francs pour les dépenses.

Arrêtés royaux des 7, 12 et 26 mars 1968 et arrêté ministériel du 22 mars 1968

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 15, 22 et 29 mars 1968, pp. 2585, 2956 et 3339).

Loi du 7 mars 1968

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire (Moniteur du 20 mars 1968, p. 2762).

Arrêté ministériel du 8 mars 1968

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 26 mars 1968, p. 3099).

Arrêté royal du 27 mars 1968

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 30 mars 1968, p. 3446).

Arrêté ministériel du 27 mars 1968

modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 30 mars 1968, p. 3469).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 12 février 1968

modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 6 mars 1968, p. 2208). Erratum (Moniteur du 30 mars 1968, p. 3434).

Arrêté royal du 26 février 1968

dérogant temporairement, en faveur des travailleurs des charbonnages, à l'article 150 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 5 mars 1968, p. 2152).

Arrêté royal du 23 février 1968

modifiant l'article 212 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 6 mars 1968, p. 2209).

Arrêté royal du 26 février 1968

modifiant l'article 81 de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage (Moniteur du 6 mars 1968, p. 2210).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

**Arrêtés royaux des 7, 12 et 26 mars 1968
et arrêté ministériel du 22 mars 1968**

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 15, 22 et 29 mars 1968, pp. 2585, 2956 et 3339).

Arrêté ministériel du 8 mars 1968

relatif aux contingents tarifaires (Moniteur du 26 mars 1968, p. 3099).

Arrêté royal du 27 mars 1968

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 30 mars 1968, p. 3446).

9. — TRANSPORTS

Arrêté royal du 22 février 1968

modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1963 portant création de la Commission nationale pour favoriser les intérêts portuaires (Moniteur du 22 mars 1968, p. 2982).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 23 février 1968

modifiant l'arrêté ministériel du 13 mars 1967 (Moniteur du 1^{er} mars 1968, p. 2020).

Arrêté royal du 26 février 1968

modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1967, pris en exécution de l'article 6 de la loi du 30 juin 1967, portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (Moniteur du 21 mars 1968, p. 2878).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 19 février 1968

portant exécution de l'article 30 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Moniteur du 15 mars 1968, p. 2581).

Arrêté royal du 1^{er} mars 1968

portant majoration du taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public (Moniteur du 21 mars 1968, p. 2861).

Arrêté royal du 21 février 1968

portant majoration de certaines pensions de retraite et de survie (Moniteur du 7 mars 1968, p. 2235).

Arrêté royal du 1^{er} mars 1968

portant exécution de l'article 36 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (Moniteur du 21 mars 1968, p. 2887).

Arrêté royal du 29 février 1968

prorogeant l'arrêté royal du 17 mai 1967 portant exécution de l'article 2, § 6, alinéa 5, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 14 mars 1968, p. 2535).

Arrêté royal du 6 mars 1968

modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (Moniteur du 16 mars 1968, p. 2629).

Arrêté royal du 26 mars 1968

portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 30 mars 1968, p. 3442).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Recommandation du Conseil du 9 mars 1968 (68/147/CEE)

adressée aux Etats membres au sujet de la politique conjoncturelle à suivre en 1968, (Journal officiel du 12 mars 1968, n° L 63, p. 5).

Le Conseil des Communautés européennes recommande aux Etats membres de suivre dans leur politique conjoncturelle en 1968 les lignes directrices ci-après :

1. Depuis le milieu de 1967, l'activité économique a marqué une reprise dans ceux des pays de la Communauté où elle accusait, jusqu'alors, une faiblesse plus ou moins prononcée. La hausse conjoncturelle des prix et des coûts unitaires a, d'une manière générale, continué à se modérer.

Les conditions favorables à l'action de forces spontanées de reprise ont été créées par les mesures de relance adoptées par la plupart des Etats membres en 1967. Les dispositions complémentaires prises au début de 1968, en Belgique et en France, vont dans le même sens.

2. Au cours des prochains mois, il conviendra d'assurer une croissance qui permette d'atteindre un haut degré d'utilisation des ressources en main-d'œuvre et des ressources techniques dans des conditions favorisant leur emploi le plus productif. Les actions à entreprendre devraient tenir compte de la situation conjoncturelle particulière de chacun des Etats membres.

Compte tenu du fait que l'évolution des prix n'est pas entièrement satisfaisante dans la plupart des Etats membres, il faudrait cependant veiller à sauvegarder les tendances à la stabilisation déjà apparues. Il serait dès lors opportun que les actions éventuelles dans le domaine des investissements ou, le cas échéant, dans celui de la consommation, destinées à soutenir l'activité économique, se réalisent, à titre principal, par des mesures sélectives et de durée limitée.

3. Les dévaluations survenues en novembre 1967 dans des pays tiers, les politiques restrictives qui les ont accompagnées, ainsi que les premières mesures d'application du programme de redressement de la balance des paiements des Etats-Unis d'Amérique, risquent, dans les prochains mois, de raréfier sur les marchés financiers de la Communauté l'offre de capitaux tout en augmentant la demande.

Dans cette éventualité, afin de réaliser les objectifs d'expansion définis précédemment, les Etats membres devraient s'efforcer de stabiliser le niveau de leurs taux d'intérêt.

Une politique efficace dans ce domaine serait d'autant plus facile à mettre en œuvre qu'elle se situerait dans le cadre d'une action concertée des Etats membres. Celle-ci devrait d'ores et déjà viser à éviter des divergences dans l'évolution de ces taux à l'intérieur de la Communauté.

La poursuite de ces objectifs devra contribuer dans les pays disposant d'excédents notables de la balance des paiements à la réalisation d'un meilleur équilibre externe.

Les pays dont la balance des paiements est actuellement dans un équilibre approximatif devraient, en poursuivant leur politique de relance économique, accepter une évolution qui pourrait se traduire par l'apparition d'un déficit modéré de leurs paiements

extérieurs, aussi longtemps que la stabilité de leur économie ne se trouve pas compromise.

4. Si, au cours du deuxième semestre, sous l'effet des facteurs extérieurs qui viennent d'être mentionnés, l'évolution des exportations et des investissements des entreprises provoquait un ralentissement de l'activité économique dans la Communauté, il conviendrait de contrecarrer, en temps utile, cette tendance par une action concertée visant à soutenir l'expansion de la demande globale par des mesures appropriées dans le domaine des investissements et, pour certains Etats membres, de la consommation privée. Etant donné que ces mesures devraient être mises en application dans un délai très court, les politiques monétaires et budgétaires qui prendront une importance particulière devraient rester aussi flexibles que possible.

5. Si toutefois l'expansion de l'activité économique dans la Communauté se révélait trop forte pendant le deuxième semestre, il conviendrait de veiller à éviter des risques de tensions de nature à compromettre une croissance à la fois rapide et équilibrée.

Dans une telle éventualité, il conviendrait d'utiliser le développement accéléré des recettes fiscales pour réduire les déficits budgétaires, et de prévenir l'accroissement des dépenses publiques, en particulier des dépenses de fonctionnement. Une vigilance accrue s'imposerait alors à l'égard des prix et des coûts.

6. Les mesures anticycliques qu'il serait éventuellement nécessaire d'adopter ne devraient pas compromettre ni freiner l'effort d'assainissement structurel des budgets des pouvoirs centraux et des collectivités locales, qui doit être poursuivi sans relâche.

7. Le Conseil se propose de réexaminer la situation et les perspectives économiques de la Communauté vers le milieu de l'année afin de fixer de nouvelles lignes directrices concernant la mise en œuvre des points 4 et 5.

Première directive du Conseil du 9 mars 1968 (68/151/CEE)

tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers (Journal officiel du 14 mars 1968, n° L 65, p. 8).

Pour la Belgique, les sociétés visées par cette directive sont la société anonyme, la société en commandite par actions et la société de personnes à responsabilité limitée.

Les mesures envisagées que les Etats devront généraliser dans un délai de dix-huit mois tendent, d'une part, à assurer une publicité permettant l'information sur les actes essentiels de la société et certaines indications la concernant, et, d'autre part, à limiter les causes de non-validité des engagements pris au nom de la société ainsi que les cas de nullité de la société, l'effet rétroactif de la déclaration de nullité et le délai pour la tierce opposition à cette déclaration.

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1964	1965	1965	1966
		(milliers)			(milliers)	
Population totale	I.N.S.	8.512	9.428	9.499	9.499	9.556
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.996	6.022	6.022	6.039
dont : Hommes	»	2.902	2.984	2.998	2.998	3.007
Femmes	»	2.948	3.012	3.024	3.024	3.032
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)			(estimations à fin juin)	
dont : Agriculture	»	423	216	206	230	216
Industries extractives	»	191	102	97	95	84
Industries manufacturières	»	1.311	1.289	1.291	1.256	1.253
Bâtiments et construction	»	197	282	286	293	296
Transports	»	243	250	243	266	267
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.427	1.476	1.445	1.487
Chômeurs complets	»	92	56	61	59 ²	62 ²
Ouvriers frontaliers ³	»				61	60

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

⁴ Pour les années 1965 et 1966, la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

1 - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	209,9	231,7	254,4
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	20,1
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	44,6	48,7	56,7
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,7	82,4	92,7	103,8
e) Corrections et compléments	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,7	20,2	19,6	17,4
Total ...	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	332,2	373,7	411,1	452,4
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	26,7	28,7	30,7	29,6
b) Professions libérales ¹	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	21,5	24,0
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,9	104,3	100,9
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,9	8,5
e) Ajustement statistique	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	—	— 1,0	— 0,4	— 0,1
Total ...	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	136,4	153,6	165,0	162,9
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,5
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6
c) Dividendes, tantièmes, dons	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,9	18,2
Total ...	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,0	90,3
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	18,7	15,6
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,1	17,0	17,6
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,1
7. Intérêt de la dette publique	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,4
Revenu national net au coût des facteurs ...	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	550,9	619,1	675,8	715,5
8. Amortissements	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,7	73,7	79,4	84,1
Revenu national brut au coût des facteurs ...	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	617,6	692,8	755,2	799,6
9. Impôts indirects	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	119,2
10. Subsidés	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-12,4
Produit national brut aux prix du marché ...	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,4	779,2	847,4	906,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

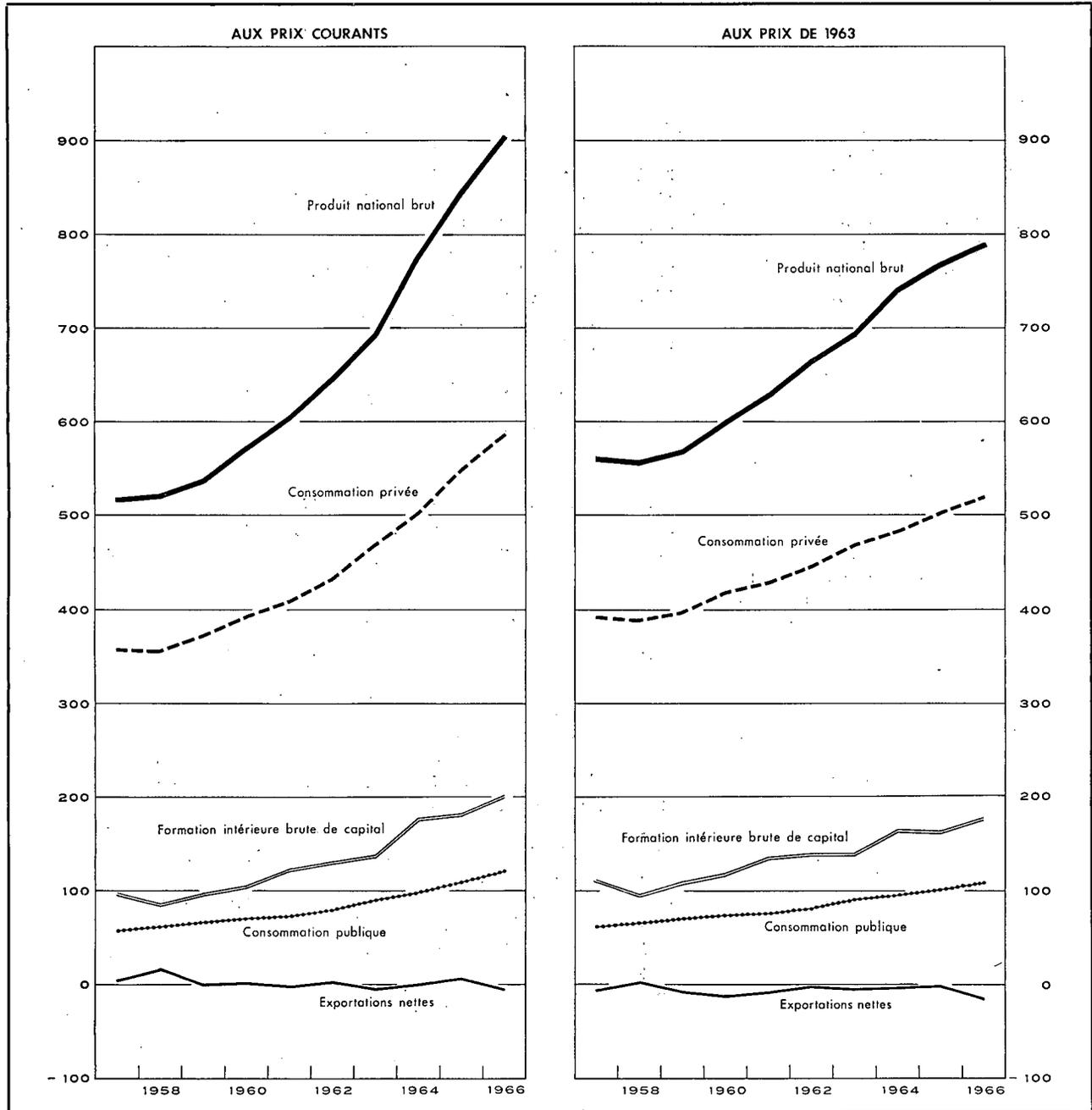
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Agriculture, sylviculture et pêche	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,0	43,9	46,3	45,9
2. Industries extractives	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,3	13,6
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,0	52,3	55,2
b) Textiles	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	21,1	22,6
c) Vêtements et chaussures	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,3	11,9
d) Bois et meubles	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,5	11,2	12,0
e) Papier, impression, édition	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,6	13,3	13,8
f) Industries chimiques et activités connexes	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,8	22,0
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	23,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,6	72,6
j) Industries non dénommées ailleurs .	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,7	18,2	20,1	22,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>210,3</i>	<i>239,0</i>	<i>256,6</i>	<i>271,0</i>
4. Construction	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	58,4	62,7
5. Electricité, gaz et eau	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,5	15,6	16,9
6. Commerce, banques, assurances immeubles d'habitation :										
a) Commerce	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	112,7	121,0	131,8	146,2
b) Services financiers et assurances ...	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,5	27,6	30,4
c) Immeubles d'habitation	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>176,8</i>	<i>190,6</i>	<i>207,5</i>	<i>227,7</i>
7. Transports et communications	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	60,9
8. Services	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,7	181,3	200,1
9. Corrections	-3,3	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	0,1	2,9	3,3	2,1
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	511,2	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	690,5	774,3	841,1	900,9
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	8,0	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,3	5,5
Produit national brut aux prix du marché ...	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,4	779,2	847,4	906,4

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,2	130,7	141,7	150,5
b) Boissons et tabacs	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,9
c) Vêtements et autres effets personnels	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,4	53,3	56,8
d) Loyers, taxes, eau	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,4	63,1
e) Chauffage et éclairage	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,3	28,7
f) Articles ménagers durables	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,5	49,9	53,7
g) Entretien de la maison	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,0	28,4
h) Soins personnels et hygiène	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,2	38,7	42,7
i) Transports et Communications	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,6	44,3	49,2	54,5
j) Loisirs	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	35,6	40,4	43,6	46,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,6	19,7	19,5	21,5
<i>Total ...</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>469,3</i>	<i>504,5</i>	<i>549,4</i>	<i>588,5</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	85,5
b) Biens et services	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,0	27,1	28,9
c) Loyer net imputé ou payé	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,9
<i>Total ...</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>97,9</i>	<i>109,2</i>	<i>121,0</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	5,8
b) Industries extractives	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,8	46,4	50,2
d) Construction	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,2
e) Electricité, gaz et eau	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	10,9
f) Commerce, banques, assurances	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	17,1
g) Immeubles d'habitation	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	50,3	48,7
h) Transports et communications	10,7	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,2	18,2	20,0
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	18,0	23,4	21,0	29,1
j) Autres services	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,4
k) Variations de stocks	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	3,9	7,3
l) Ajustement statistique	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	0,7	0,1	0,1
<i>Total ...</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>139,1</i>	<i>176,8</i>	<i>181,8</i>	<i>201,5</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	327,0	350,6
b) Importations totales	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	253,1	295,0	320,0	355,2
c) Exportations nettes	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+7,0	-4,6
Produit national brut aux prix du marché ...	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,4	779,2	847,4	906,4

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	88	91	89	93	95	98	100	101	103	106
b) Boissons	84	83	87	89	92	93	100	106	110	110
c) Tabac	86	88	89	93	95	100	100	105	112	116
d) Vêtements et autres effets personnels	82	76	80	84	88	93	100	102	105	108
e) Loyers, taxes, eau	95	95	96	96	97	99	100	102	104	106
f) Chauffage et éclairage	76	68	69	74	77	92	100	90	99	99
g) Articles ménagers durables	72	69	72	82	87	91	100	113	118	124
h) Entretien de la maison	89	90	92	94	96	100	100	103	106	108
i) Soins personnels et hygiène ...	72	79	82	87	90	96	100	102	109	111
j) Transports	74	75	77	85	87	92	100	109	120	125
k) Communications P.T.T.	77	81	81	83	87	93	100	109	116	125
l) Loisirs	88	92	91	91	95	98	100	106	110	111
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>83</i>	<i>85</i>	<i>90</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	71	76	79	83	86	91	100	105	115	124
b) Biens et services	60	65	73	76	74	86	100	102	103	108
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	64	69	71	74	80	90	100	109	117	123
<i>Total ...</i>	<i>68</i>	<i>73</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>111</i>	<i>119</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	115	106	111	93	104	97	100	109	115	123
b) Industries extractives	171	152	105	86	113	81	100	96	93	79
c) Industries manufacturières	56	50	52	73	88	100	100	99	110	117
d) Construction	43	35	44	48	62	105	100	89	94	103
e) Electricité, gaz et eau	84	80	99	80	75	119	100	108	126	142
f) Commerce, banques, assurances	74	66	75	82	90	93	100	100	99	106
g) Immeubles d'habitation	104	92	99	117	125	107	100	146	146	135
h) Transports et communications .	78	87	83	89	90	96	100	101	116	122
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	63	67	82	75	77	84	100	142	117	157
j) Enseignement	38	29	64	76	94	105	100	88	86	107
k) Autres services	73	72	80	84	94	96	100	100	101	108
<i>Total ...</i>	<i>80</i>	<i>70</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>97</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>120</i>	<i>118</i>	<i>127</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	68	68	73	80	87	93	100	111	120	125
b) Importations totales	68	66	74	83	89	93	100	111	119	128
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,8	80,2	82,1	86,5	90,8	95,9	100,0	106,9	110,6	113,7

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1967, p. 578. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1 — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Source : Ministère du Travail.

Base 1958 = 100¹

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1966 4 ^e trimestre	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 ^{er} trimestre	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 ^e trimestre	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 ^{er} trimestre	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8	
2 ^e trimestre	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
1966 Juin	105,1	49,8	109,7	102,5	121,0	135,9	116,9	108,9	98,2	113,0	
Juillet	104,3	48,8	109,3	100,2	121,6	132,5	116,1	111,4	97,1	111,2	
Août	105,5	48,2	109,4	101,6	120,8	134,9	116,3	112,1	97,9	114,7	
Septembre	106,1	47,4	110,9	101,0	122,9	134,3	117,9	112,2	97,9	116,2	
Octobre	105,8	47,1	110,8	100,6	124,1	137,0	116,9	109,8	96,8	115,4	
Novembre	105,2	46,6	110,2	99,8	123,5	135,5	117,4	109,9	96,8	113,2	
Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9	
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3	
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,6	
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi en suspens à fin de mois ou moyenne des fins de mois 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois ou moyennes mensuelles	en suspens à fin de mois ou moyenne des fins de mois
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	21,9	13,1	6,7
1967	265	107,4	61,5	45,9	2.372	17,2	7,4	5,7	40,1	11,4	3,7
1966 3 ^e trimestre	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
4 ^e trimestre	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	5,6	26,5	11,3	5,0
1967 1 ^{er} trimestre	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	39,4	11,9	3,7
2 ^e trimestre	65	91,4	59,3	32,0	1.980	17,0	5,9	6,5	36,9	13,8	4,2
3 ^e trimestre	65	75,4	54,0	21,4	1.633	16,4	6,1	6,2	35,2	10,6	4,1
4 ^e trimestre	70	130,1	71,2	58,9	3.035	18,2	8,7	5,6	48,8	9,1	2,9
1968 1 ^{er} trimestre	65	166,3	88,9	77,4	3.602	17,6	8,3	4,5	60,5	12,5	3,2
1967 Mars	20	101,1	61,6	39,5	2.022	16,0	6,0	5,1	39,0	13,2	3,8
Avril	25	98,8	61,3	37,5	2.470	18,7	6,2	6,2	37,9	13,1	4,0
Mai	20	90,5	59,6	30,9	1.810	15,9	5,5	6,5	38,1	12,8	4,3
Juin	20	82,9	56,7	26,2	1.659	16,1	5,8	6,7	34,7	15,6	4,2
Juillet	25	76,2	54,3	21,9	1.905	19,6	7,4	5,8	35,3	8,0	4,0
Août	20	73,9	52,3	21,6	1.478	14,5	5,5	6,3	34,4	11,5	4,4
Septembre	20	75,8	55,3	20,5	1.516	15,3	5,6	6,5	35,9	12,3	3,9
Octobre	25	88,2	61,5	26,7	2.205	18,6	6,4	6,4	41,2	11,8	3,2
Novembre	20	104,5	70,4	34,1	2.090	16,0	6,0	6,0	48,1	8,3	2,7
Décembre	25	192,4	81,6	110,8	4.810	19,8	10,9	4,5	57,0	7,2	2,8
1968 Janvier	20	204,2	90,2	114,0	4.083	16,7	9,2	3,9	62,4	12,5	3,0
Février	20	176,7	90,1	86,6	3.534	16,6	8,1	4,3	61,3	11,5	3,1
Mars	25	127,6	86,8	40,8	3.190	19,5	6,9	5,2	57,8	13,5	3,6

¹ Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

² Moyenne journalière par mois de chômage.

³ Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

⁴ Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

⁵ Chômeurs complets normalement aptes.

⁶ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

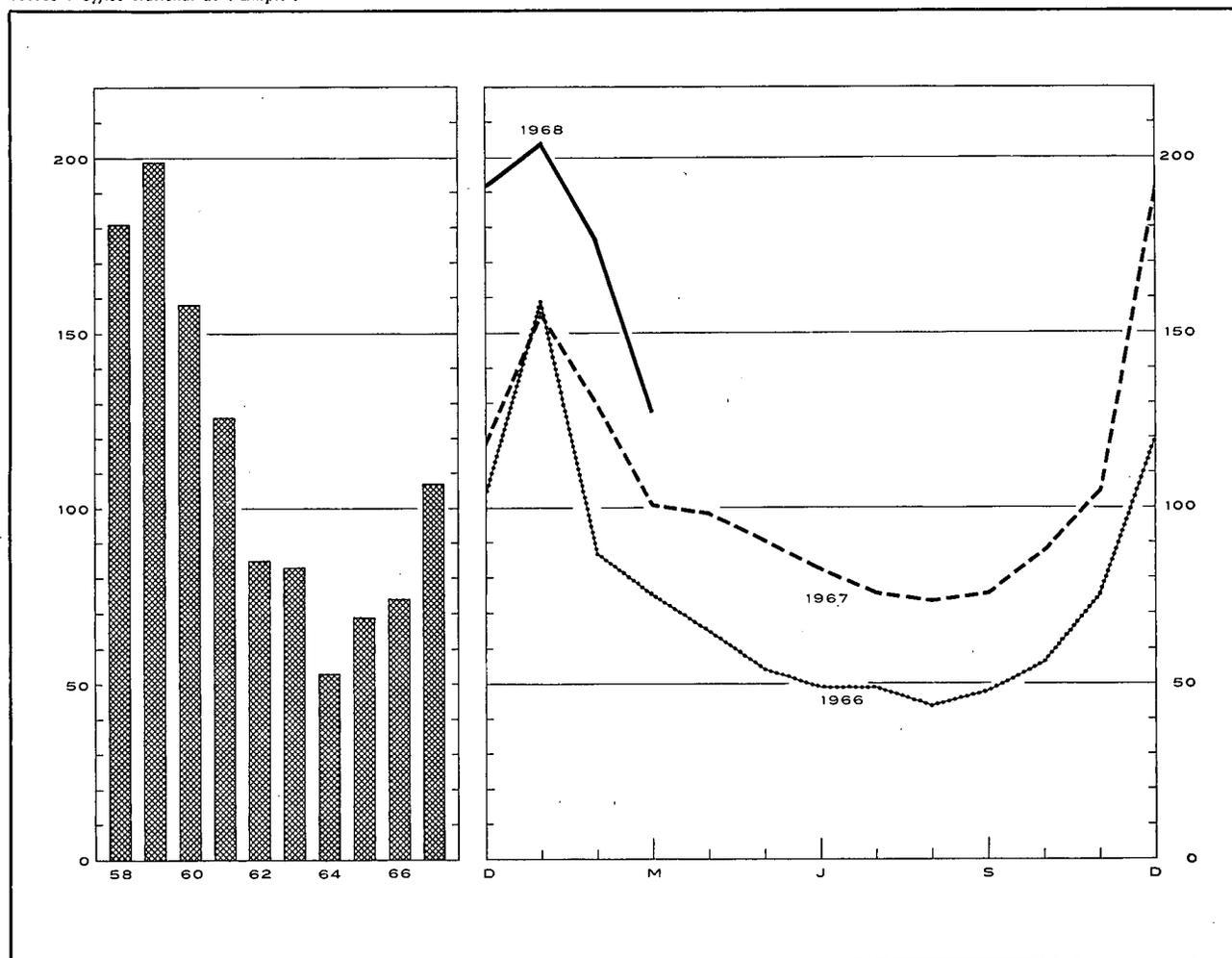
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1965	1966	1967	1968
1958	181	204	166	149	204	Janvier	131	159	156	204
1959	199	292	182	150	171	Février	124	87	130	177
1960	158	221	149	123	137	Mars	75	75	101	128
1961	126	177	111	90	124	Avril	49	65	99	
1962	85	141	64	52	90	Mai	45	54	91	
1963	83	176	44	35	72	Juin	41	49	83	
1964	53	82	36	32	61	Juillet	40	49	76	
1965	69	111	45	39	78	Août	39	44	74	
1966	74	111	56	47	82	Septembre	39	48	76	
1967	107	131	91	75	130	Octobre	42	56	88	
						Novembre	96	75	105	
						Décembre	104	119	192	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	270	273	256	252	246	262	265	247	232
dont : froment	200	203	206	209	200	216	227	212	199
seigle	62	63	44	39	41	42	34	30	27
Céréales non panifiables	255	252	263	260	255	239	253	260	259
Plantes industrielles	88	96	92	93	94	106	95	92	95
Plantes racines et tuberculifères	134	131	120	116	114	103	98	98	99
Légumes cultivés pour la graine	12	11	11	10	10	11	10	9	8
Prés et prairies	816	819	821	829	825	815	810	810	811
Divers	133	129	136	129	135	129	121	124	123
Total ...	1.708	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.627
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	789	773	722	835	759	900	854	650	828
Autres céréales	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.089
Betteraves sucrières	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	2.586	3.616
Lin (graines et paille)	124	214	196	231	240	283	190	157	105
Chicorée à café	43	55	60	37	47	68	46	29	32
Pommes de terre	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	170	159	148	141	132	120	108	95	86
Total des bovidés	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.756
dont : vaches laitières	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029
Porcs	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.320
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	424	441	429	462	458	429	461	500	548

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

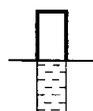
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Aiglefin	374	232	262	285	300	221	281	233	141
Cabillaud	834	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052
Plie	451	381	390	291	346	424	322	294	442
Sole	315	257	350	314	347	631	201	263	329
Raie	337	342	323	328	310	298	319	280	182
Hareng	201	260	528	409	273	153	134	112	61
Crevettes	64	89	39	80	48	76	75	72	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

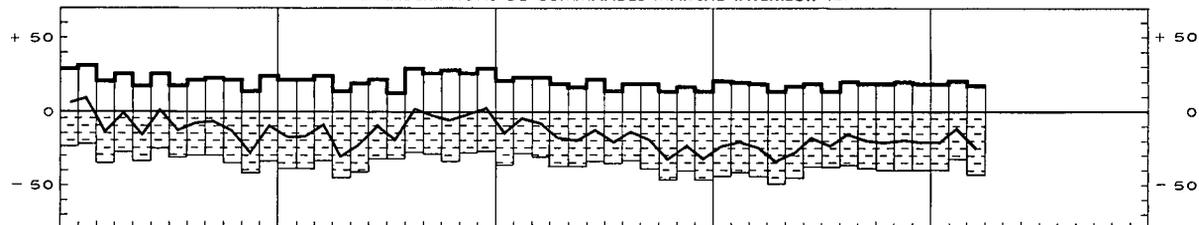
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



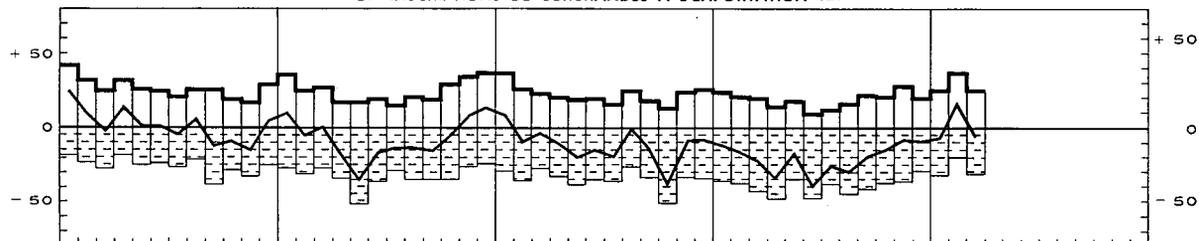
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A,B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A,B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

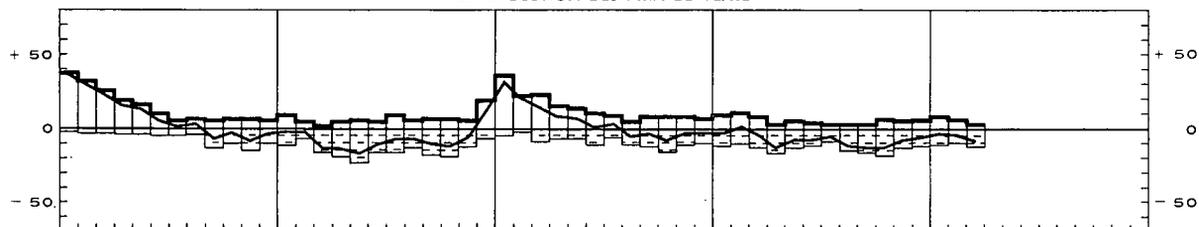
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHE INTERIEUR (2)



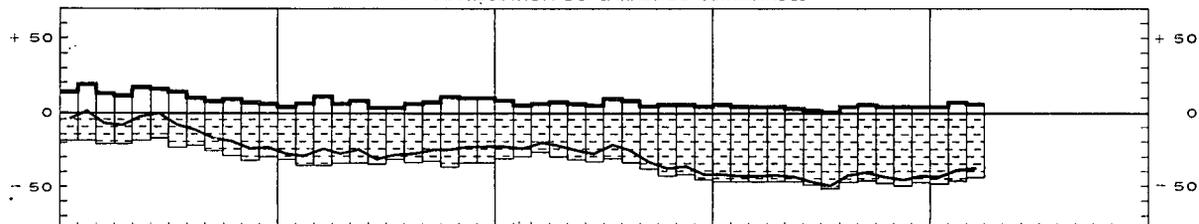
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



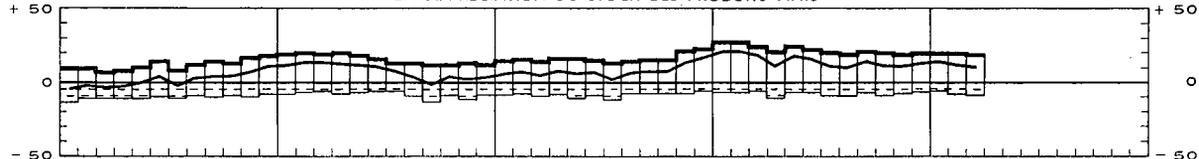
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



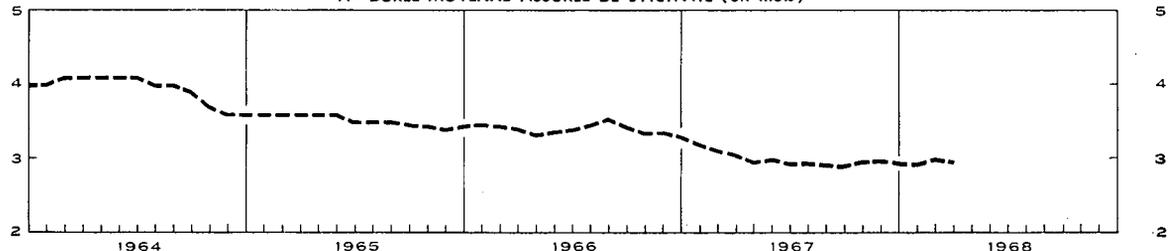
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1962	125	132	120	130	125
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	148
1966	150	162	148	150	150
1967	p 152	p 164	p 149	152	p 152
1966 4 ^e trimestre	157	169	153	152	151
1967 1 ^{er} trimestre	152	165	p 151	152	p 153
2 ^e trimestre	p 154	p 166	p 152	154	p 152
3 ^e trimestre	p 140	p 152	p 136	148	p 149
4 ^e trimestre	p 161	p 174	p 157	156	p 155
1968 1 ^{er} trimestre				p 161	
1967 Février	147	159	p 151	146	156
Mars	160	173	p 153	156	153
Avril	151	163	p 149	152	152
Mai	150	162	p 151	152	152
Juin	p 161	p 173	p 155	157	p 152
Juillet	p 113	p 123	p 115	137	p 143
Août	p 146	p 157	p 137	150	p 147
Septembre	p 162	p 175	p 155	156	p 156
Octobre	p 165	p 178	p 156	158	p 150
Novembre	p 162	p 174	p 161	156	p 152
Décembre	p 156	p 170	p 154	155	p 162
1968 Janvier	p 157	p 169	151 ³	p 159	p 158
Février				p 160	
Mars				165 ³	

* Non compris la construction.

¹ Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

² Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

³ Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

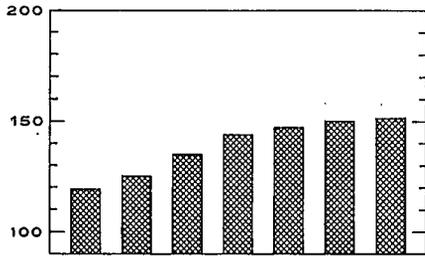
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole		
									Total	dont :					
						Fila-tures	Tissage	Bouner-terie		Total	dont : Trans-forma-tion des matières plasti-ques (1962 = 100)				
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	p 152	73	p 164	149	p 162	171	p 172	p 143	p 132	p 120	p 139	p 148	p 189	270	p 263
1966 3 ^e trimestre	143	69	155	150	141	169	163	138	128	119	133	145	168	200	262
4 ^e trimestre	157	77	169	148	155	177	181	150	151	137	158	167	182	245	275
1967 1 ^{er} trimestre	152	76	165	137	162	177	174	129	139	124	147	158	190	262	266
2 ^e trimestre	p 154	78	p 166	161	166	164	p 173	138	134	120	139	154	191	276	252
3 ^e trimestre	p 140	65	p 152	151	148	162	p 157	156	114	104	119	130	176	244	258
4 ^e trimestre	p 161	74	p 174	147	p 173	181	p 185	p 150	p 143	p 134	p 154	p 151	p 197	299	p 274
1967 Janvier	150	77	162	129	162	185	174	120	138	124	149	146	189	245	273
Février	147	72	159	128	154	176	171	123	135	119	144	152	183	255	251
Mars	160	80	173	153	170	170	178	143	144	129	147	176	199	285	275
Avril	151	75	163	156	163	155	173	127	132	120	139	148	183	266	259
Mai	150	76	162	164	163	159	167	134	125	110	131	146	186	261	256
Juin	p 161	82	p 173	163	173	179	p 180	152	144	130	146	169	202	302	241
Juillet	p 113	49	p 123	134	132	141	p 123	136	84	76	101	70	149	186	247
Août	p 146	73	p 157	156	137	172	p 163	152	115	108	107	152	177	254	271
Septembre	p 162	74	p 175	162	174	172	p 187	180	142	127	148	170	201	293	256
Octobre	p 165	78	p 178	162	175	177	p 188	p 148	p 147	134	157	176	205	316	264
Novembre	p 162	76	p 174	149	171	181	p 182	p 163	p 141	p 127	156	p 140	p 197	297	270
Décembre	p 156	68	p 170	129	p 173	184	p 183	p 138	p 142	p 140	p 150	p 136	p 190	284	p 289
1968 Janvier	p 157	73	169	126	180	198	178	123	145	139	150	154	203		277

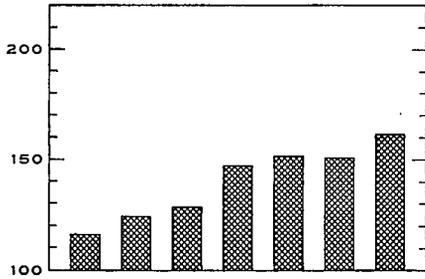
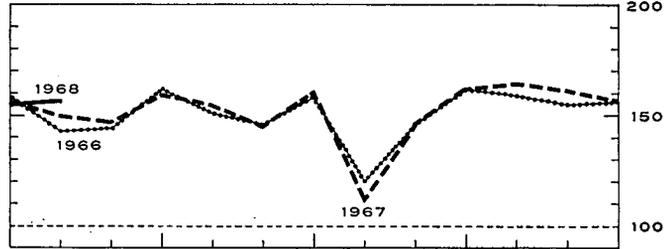
* Non compris la construction

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

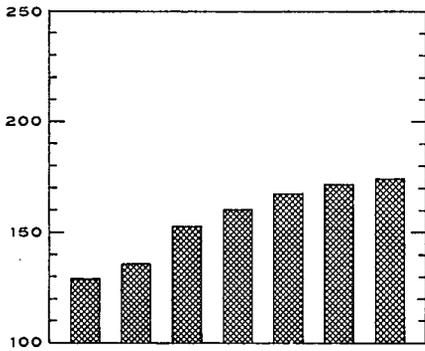
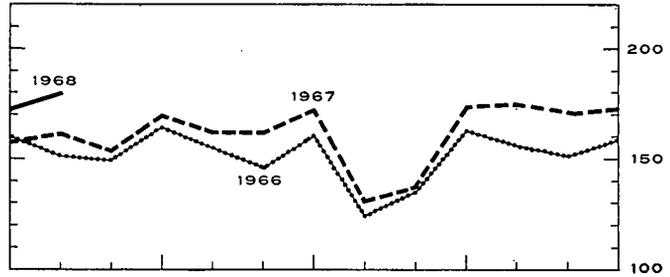
Base 1958 = 100



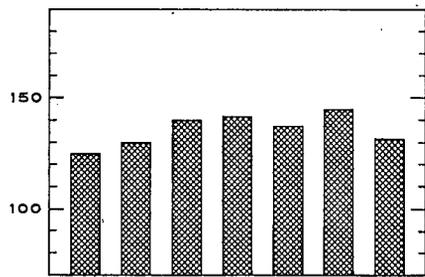
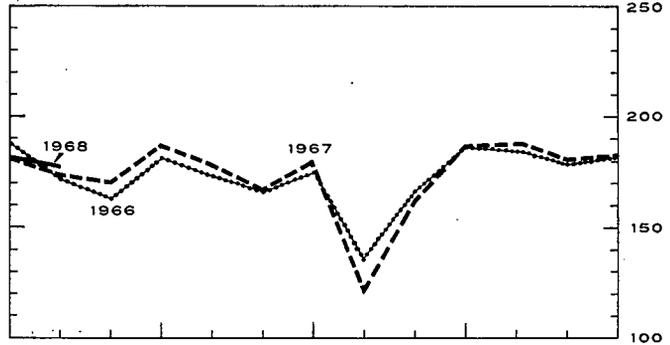
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



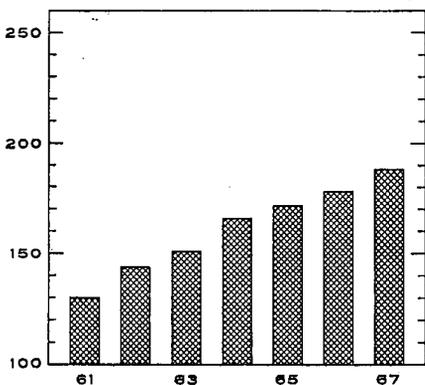
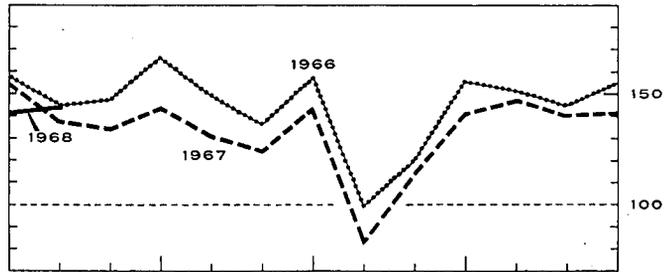
SIDERURGIE



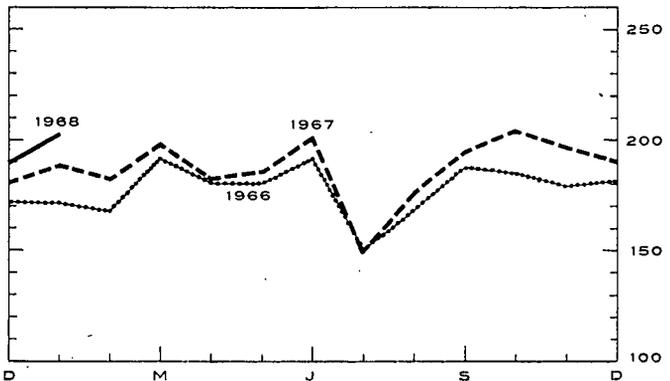
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cruée 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinées aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	254
1967	1.369	2.644	364	2.140	p 1.363	1.884	1.440		
1966 2 ^e trimestre	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224
3 ^e trimestre	1.284	3.051	382	1.995	1.253	1.623	1.414	90	200
4 ^e trimestre	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 ^{er} trimestre	1.472	3.094	309	2.139	1.314	1.945	1.440	102	321
2 ^e trimestre	1.430	3.033	426	2.245	1.335	1.812	1.401	100	255
3 ^e trimestre	1.193	2.889	325	1.903	1.314	1.638	1.394		
4 ^e trimestre	1.383	2.644	395	2.276	p 1.390	2.089	1.527		
1968 1 ^{er} trimestre	p 1.360	p 2.552			p 1.408				
1967 Janvier	1.518	2.959	295	2.276	1.294	2.056	1.476	105	351
Février	1.393	3.013	326	1.975	1.321	1.826	1.354	96	298
Mars	1.506	3.094	306	2.165	1.326	1.952	1.489	105	314
Avril	1.396	3.014	442	2.267	1.328	1.832	1.399	101	283
Mai	1.410	3.004	431	2.198	1.327	1.794	1.485	98	239
Juin	1.484	3.033	406	2.271	1.349	1.810	1.320	99	244
Juillet	943	2.920	327	1.620	1.302	1.519	1.336		
Août	1.296	2.936	257	1.924	1.305	1.689	1.464		
Septembre	1.340	2.889	393	2.165	1.336	1.857	1.381		
Octobre	1.405	2.851	405	2.162	1.348	2.017	1.426		
Novembre	1.431	2.849	380	2.282	p 1.420	2.067	1.458		
Décembre	1.314	2.644	399	2.385	p 1.403	2.184	1.696		
1968 Janvier	1.448	2.561	445	2.362	p 1.414	2.219	1.616		
Février	p 1.323	p 2.572			p 1.413	2.076			
Mars	p 1.310	p 2.552			p 1.398				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	p 6,70	p 6,68	p 13,38	p 13,65
1966 2 ^e trimestre	758	580	6,85	6,86	13,71	14,27
3 ^e trimestre	695	520	6,67	5,45	12,12	11,65
4 ^e trimestre	763	604	7,40	7,11	14,51	14,59
1967 1 ^{er} trimestre	788	632	6,89	6,90	13,79	13,42
2 ^e trimestre	829	650	p 6,71	p 6,71	p 13,42	p 14,11
3 ^e trimestre	743	557	p 6,16	p 5,72	p 11,88	p 12,14
4 ^e trimestre	879	664	p 7,06	p 7,38	p 14,44	p 14,94
1968 1 ^{er} trimestre	946 ¹					
1967 Janvier	796	633	6,47	6,72	13,19	12,83
Février	741	593	6,46	6,76	13,22	12,70
Mars	827	670	7,73	7,23	14,96	14,73
Avril	800	650	6,37	6,32	12,69	13,98
Mai	804	628	p 6,09	p 6,98	p 13,07	p 13,24
Juin	883	673	p 7,66	p 6,83	p 14,49	p 15,11
Juillet	669	472	p 5,60	p 4,40	p 10,00	p 10,02
Août	693	515	p 6,02	p 5,59	p 11,61	p 12,04
Septembre	867	684	p 6,87	p 7,18	p 14,05	p 14,38
Octobre	882	673	p 7,02	p 7,41	p 14,43	p 14,40
Novembre	885	648	p 6,62	p 6,86	p 13,48	p 14,52
Décembre	869	671	p 7,53	p 7,88	p 15,41	p 15,90
1968 Janvier	953 ¹					
Février	920 ¹					
Mars	964 ¹					

1 Estimations de l'Agfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
1958											32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.693	6.016	20.797	3.280	4.602	5.179
1964	44.232	34.575	14.389	1.653	35.748	6.583	20.661	3.826	5.402	7.248
1965	p 39.252	28.120			39.780	1	2	1	2	9.377
1966	p 42.648	35.727			32.702	1	2	1	2	10.143
1967	p 37.125	32.943			29.645	1	2	1	2	9.304

1 En 1965, 1966 et 1967, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778, 13.908 et 13.186.

2 En 1965, 1966 et 1967, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 27.000, 25.507 et 26.136 milliers de m³.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments achevés (nombre)
1966 2 ^e trimestre	4.063	2.596	1.351	651
3 ^e trimestre	3.348	2.715	1.227	807
4 ^e trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	2.033	1.011	616
2 ^e trimestre	3.605	2.365	1.295	653
3 ^e trimestre	3.028	2.653	1.194	719
4 ^e trimestre	2.713	2.830	896	1.113
1966 Décembre	2.916	3.845	1.055	1.117
1967 Janvier	2.644	1.502	847	512
Février	3.057	2.329	1.001	702
Mars	3.385	2.269	1.184	633
Avril	3.582	2.235	1.280	680
Mai	3.473	2.067	1.182	549
Juin	3.760	2.794	1.424	730
Juillet	3.459	2.275	1.283	437
Août	2.954	2.661	1.193	753
Septembre	2.671	3.022	1.105	968
Octobre	2.726	2.437	997	1.015
Novembre	2.425	2.519	873	888
Décembre	2.989	3.535	817	1.437

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
1 ^{er} trimestre	109	116	+ 6,4	109	111	+ 1,8	114	118	+ 3,5
2 ^e trimestre	111	117	+ 5,4	108	110	+ 1,9	115	118	+ 2,6
3 ^e trimestre	112	117	+ 4,5	107	111	+ 3,7	114	116	+ 1,8
4 ^e trimestre	114	117	+ 2,6	111	111	...	115	114	- 0,9
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 ^{er} trimestre	116	117	+ 0,9	111	113	+ 1,8	118	112	- 5,1
2 ^e trimestre	117	117	...	110	112	+ 1,8	118	112	- 5,1
3 ^e trimestre	117	118	+ 0,9	111	110	- 0,9	116	115	- 0,9
4 ^e trimestre	117	123	+ 5,1	111	114	+ 2,7	114	120	+ 5,3
	France			Italie			Pays-Bas		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
1 ^{er} trimestre	107	114	+ 6,5	102	114	+ 11,8	113	120	+ 6,2
2 ^e trimestre	108	116	+ 7,4	105	117	+ 11,4	114	122	+ 7,0
3 ^e trimestre	110	119	+ 8,2	107	120	+ 12,1	116	123	+ 6,0
4 ^e trimestre	113	119	+ 5,3	110	122	+ 10,9	119	126	+ 5,9
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 ^{er} trimestre	114	119	+ 4,4	114	127	+ 11,4	120	126	+ 5,0
2 ^e trimestre	116	118	+ 1,7	117	128	+ 9,4	122	127	+ 4,1
3 ^e trimestre	119	120	+ 0,8	120	125	+ 4,2	123	130	+ 5,7
4 ^e trimestre	119	122	+ 2,5	122	131	+ 7,4	126	135	+ 7,1

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de Berlin-Ouest.

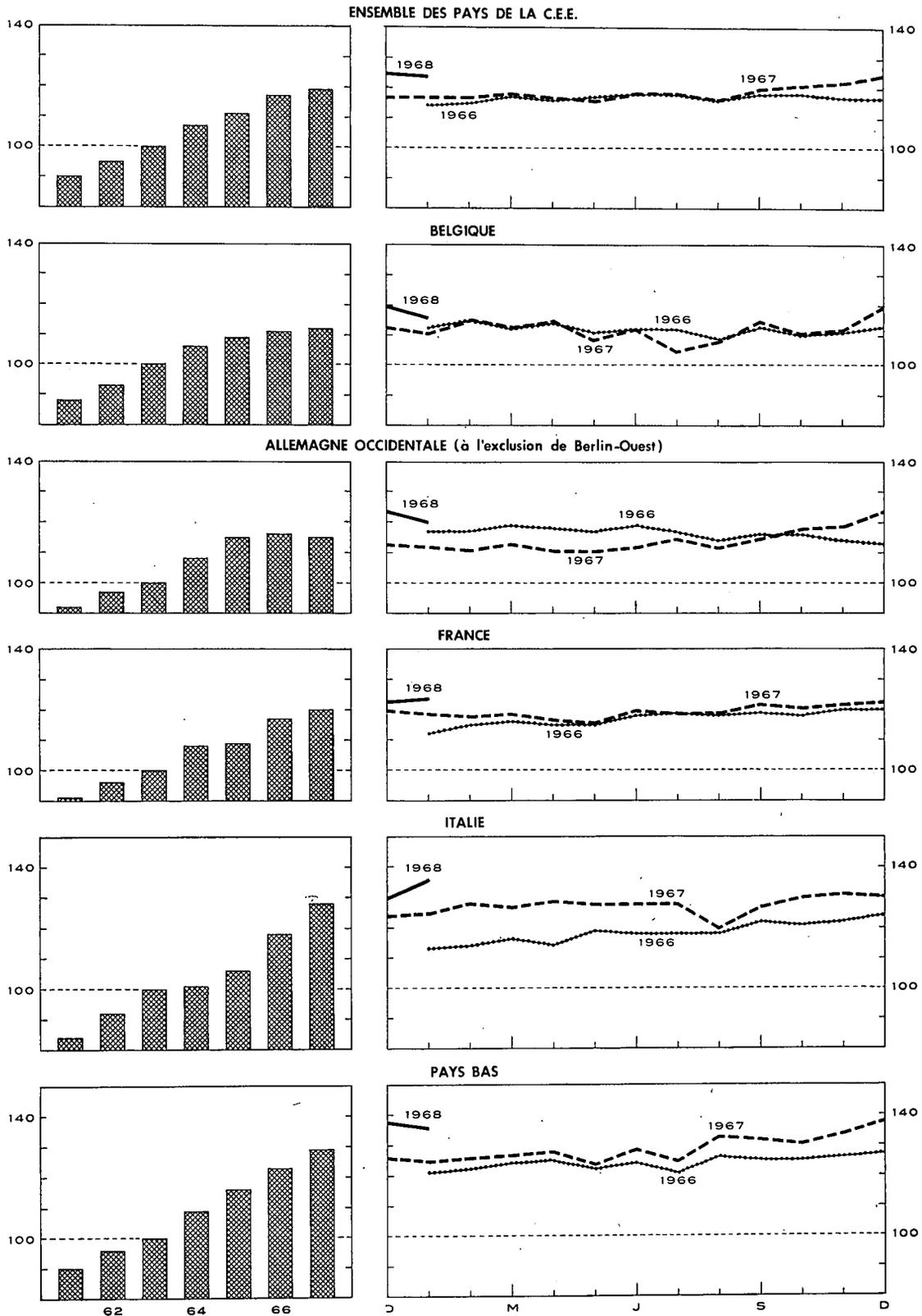
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie,* revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique).* — *Energie.* — *Figas,* circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				Minerais			
	(millions)		(milliers de tonnes)		(milliers)			
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967						73	162,8	22,8
1966 2 ^e trimestre	731	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7
3 ^e trimestre	711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8
4 ^e trimestre	735	543	5.172	1.653	1.281	114	110,6	17,3
1967 1 ^{er} trimestre	p 723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
2 ^e trimestre	p 714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
3 ^e trimestre	p 695	466	4.576	1.450	1.198	39	256,0	31,0
4 ^e trimestre						37	128,3	21,5
1967 Février	p 693	480	4.546	1.441	1.168	95	86,2	14,7
Mars	p 738	535	5.185	1.606	1.330	115	108,1	17,0
Avril	p 697	458	4.788	1.641	1.079	100	135,2	19,6
Mai	p 736	518	5.167	1.678	1.357	107	172,3	23,6
Juin	p 709	548	5.392	1.747	1.356	116	202,7	26,3
Juillet	p 687	445	4.192	1.309	1.161	27	274,6	32,4
Août	p 698	445	4.502	1.447	1.120	47	256,1	30,7
Septembre	p 699	509	5.035	1.593	1.312	43	237,2	30,0
Octobre	p 724	548	5.321	1.570	1.361	47	171,8	25,3
Novembre	p 695	533	5.104	1.563	1.273	38	96,4	19,0
Décembre						26	116,6	20,2
1968 Janvier						32		
Février						31		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1967	4.872	3.443	1.444	125	136	74
1966 2 ^e trimestre ..	4.772	3.283	1.494	136	144	75
3 ^e trimestre ..	4.687	3.358	1.577	144	161	71
4 ^e trimestre ..	4.823	3.323	1.515	165	181	82
1967 1 ^{er} trimestre ..	4.916	3.597	1.562	141	143	94
2 ^e trimestre ..	5.029	3.350	1.312	111	128	60
3 ^e trimestre ..	4.713	2.390	1.447	125	126	67
4 ^e trimestre ..	4.829	4.435	1.455	125	146	75
1967 Janvier	5.165	3.846	1.574	145	146	87
Février	4.325	2.928	1.783	136	116	91
Mars	5.257	4.017	1.329	141	168	103
Avril	5.332	2.934	1.445	109	133	41
Mai	4.943	3.977	1.155	109	115	67
Juin	4.811	3.139	1.335	116	136	72
Juillet	4.658	1.947	1.197	141	112	48
Août	4.920	3.387	1.829	115	130	45
Septembre ..	4.560	1.836	1.314	118	137	108
Octobre	4.907	3.413	1.863	121	187	51
Novembre	4.522	5.884	1.238	139	125	84
Décembre	5.057	4.008	1.264	114	127	90
1968 Janvier	4.952			125		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1		
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)	
(1)	(2)	
1961	5.426	456
1962	5.553	452
1963	5.400	433
1964	6.276	509
1965	6.412	507
1966	6.633	497
1967	7.111	522
1966 2 ^e trimestre ..	7.070	534
3 ^e trimestre ..	6.739	503
4 ^e trimestre ..	6.524	479
1967 1 ^{er} trimestre ..	6.705	493
2 ^e trimestre ..	7.635	557
3 ^e trimestre ..	7.048	517
4 ^e trimestre ..	7.055	518
1967 Janvier	6.188	464
Février	6.265	464
Mars	7.663	552
Avril	7.359	532
Mai	7.642	566
Juin	7.905	578
Juillet	6.480	483
Août	7.366	522
Septembre ..	7.299	547
Octobre	7.531	562
Novembre	6.767	491
Décembre	6.867	500
1968 Janvier		

Y - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1966 4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 ^{er} trimestre	378	210	29	20	15	24	17
2 ^e trimestre	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 ^e trimestre	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 ^{er} trimestre	529	313	47	24	29	30	18
2 ^e trimestre	1.502	1.053	89	50	103	64	41
1966 Juillet	5.513	4.543	200	151	299	106	62
Août	5.472	4.212	334	98	315	260	59
Septembre	1.406	852	132	45	147	74	47
Octobre	548	284	47	28	26	40	31
Novembre	450	239	40	24	18	30	19
Décembre	432	261	30	22	16	23	13
1967 Janvier	367	193	30	20	15	27	17
Février	348	182	29	19	14	24	16
Mars	873	564	82	32	58	38	22
Avril	1.020	694	87	32	49	43	32
Mai	1.303	860	84	48	108	62	44
Juin	2.182	1.605	95	69	153	87	57
Juillet	5.599	4.685	196	167	248	94	64

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculé B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 2				Indice général	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243		173	145	178
1966 2 ^e trimestre	221	209	238	203	220	185	219	289	171	143	164
3 ^e trimestre	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
4 ^e trimestre	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 ^{er} trimestre	210	229	188	208	227	189	226	322	174	143	172
2 ^e trimestre	226	228	229	197	229	199	260	350	172	151	191
3 ^e trimestre	220	215	209	191	235	181	232	327	172	142	167
4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256		172	144	183
1967 Janvier	206	220	188	221	220	195	213	317			
Février	194	214	160	198	230	176	220	308			
Mars	229	252	216	205	230	195	246	341			
Avril	229	235	224	212	232	188	232	337			
Mai	218	218	226	190	222	192	249	337			
Juin	231	231	238	190	234	218	299	376			
Juillet	225	201	236	192	238	173	213	317			
Août	204	212	172	172	222	178	248	323			
Septembre	231	233	218	210	244	192	236	341			
Octobre	229	229	232	190	240	186	246	337			
Novembre	257	235	234	181	230	193	251	341			
Décembre	327	303	300	227	344	235	272				
1968 Janvier	208	231	182	203	212						

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7

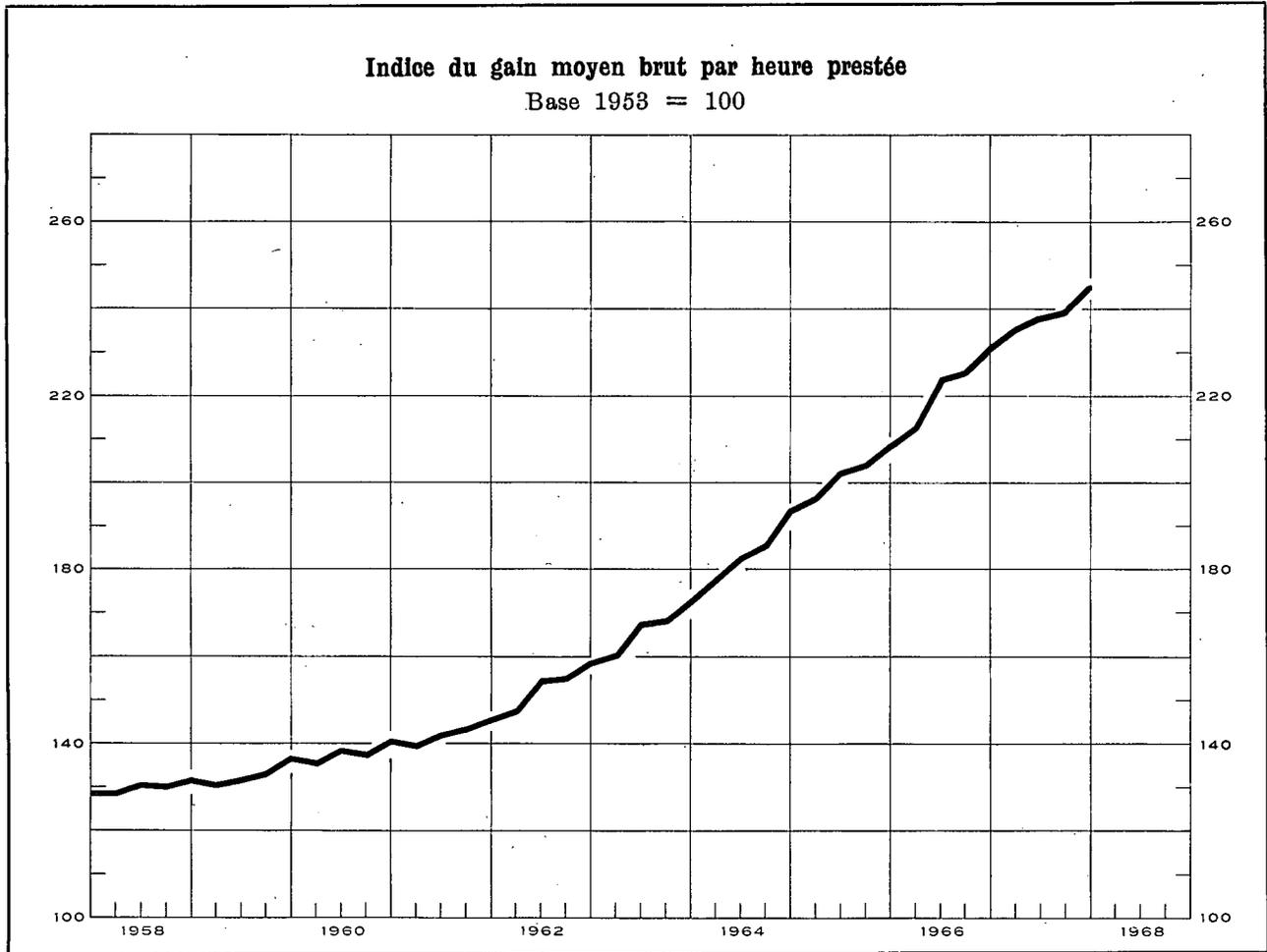
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
Crédit accordé (millions de francs)												
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir *Bulletin* de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232		267
1966 Sept.	226	212	218		249
1966 Déc.	231	214	219		255
1967 Mars ... p	235	219	226		261
1967 Juin ... p	238	222	230		265
1967 Sept. ... p	239	224	234		267
1967 Déc. ... p	245	228	238		273

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	p86,3	p 85,7	80,4
1964 Sept.-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
1965 Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	p87,5	p 86,8	82,5
1966 Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	p85,2	p 84,8	79,1
1967 Mars-Avril	73,52	p102,4	81,6	p85,1	p 83,8	p 81,2
1967 Décembre (c)	77,11	100,6	69,5	85,7	83,8	81,2

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir X^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

⁵ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 avril p
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	60,17	62,48
Carrières ¹	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	53,13	53,22
Total des industries extractives ¹	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	59,68	61,45
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	43,47	44,22
Boissons	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	47,77	48,75
Tabac	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	41,06	43,34
Industries textiles	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	41,83	43,57
Chaussures, habillement	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	35,97	37,39
Bois (sauf meubles)	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	44,71	46,48
Industrie du meuble	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	46,75	48,77
Papier, articles en papier	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	47,88	50,45
Impressions et reliures	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	52,17	55,15
Cuir (sauf chaussures, habillement)	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	40,77	42,78
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	48,49	49,93
Industries chimiques	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	56,32	58,05
Industrie du pétrole	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,36	81,35
Produits minéraux non métalliques	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	50,98	52,18
Industries métallurgiques de base	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	59,55	61,23
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	49,44	51,53
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	52,22	54,96
Industrie électrotechnique	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	48,80	51,50
Construction de matériel de transport ...	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	56,34	59,21
Industrie du diamant	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	41,12	41,63
Total des industries manufacturières	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	48,58	50,42
dont : hommes	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	52,94	54,84
femmes	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	35,51	37,18
Construction ¹	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	52,82	54,79
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	50,01	51,87
dont : hommes	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	53,43	55,34

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.).* — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1967	220	38,4	102	24,7	16	418	1.223		
1966 2 ^e trimestre	225	41,3	106	31,5	21	636	1.327	32,2	2,89
3 ^e trimestre	245	41,0	104	26,6	19	470	1.248	29,5	2,89
4 ^e trimestre	234	40,1	95	23,8	19	458	1.211	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 ^e trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
3 ^e trimestre	214	38,3	90	24,6	16	375	1.200	26,7	2,88
4 ^e trimestre	209	37,5	95	25,6	16	499	1.271		
1967 Janvier	229	38,9	93	23,9	18	451	1.199	27,5	2,88
Février	229	38,7	96	24,0	17	442	1.201	27,0	2,88
Mars	235	38,7	94	24,0	17	398	1.204	27,0	2,88
Avril	229	38,6	95	24,4	17	361	1.216	26,5	2,88
Mai	228	38,9	99	24,3	17	375	1.219	26,0	2,88
Juin	221	39,5	98	24,5	17	368	1.222	26,0	2,88
Juillet	214	38,8	94	24,6	17	362	1.220	26,0	2,88
Août	218	38,1	87	24,8	15	379	1.194	27,0	2,88
Septembre	209	37,9	89	24,4	15	384	1.185	27,0	2,88
Octobre	212	37,5	89	25,4	15	413	1.190	26,0	2,88
Novembre	207	37,5	92	26,0	15	523	1.273	27,5	2,88
Décembre	207	37,2	103	25,3	17	560	1.351		
1968 Janvier	210	p 37,2	104	23,0		596	1.323		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1966 3 ^e trimestre	90	96	103	106	94	102
4 ^e trimestre	86	90	101	106	91	103
1967 1 ^{er} trimestre	86	90	100	105	91	99
2 ^e trimestre	89	90	100	104	91	104
3 ^e trimestre	86	89	100	104	90	120
4 ^e trimestre	93	88	101	106	91	138
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	
1967 Mars	86	89	100	104	91	102
Avril	87	88	99	104	90	99
Mai	89	91	100	104	91	105
Juin	90	91	100	105	92	109
Juillet	87	91	100	104	91	132
Août	85	89	100	104	90	108
Septembre	85	88	100	104	90	120
Octobre	86	87	100	105	91	134
Novembre	92	88	101	106	91	140
Décembre	101	88	101	107	90	140
1968 Janvier	102	88	101	107	90	
Février	103	89	102	109	91	
Mars	103	88	103	109	91	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1959	101,4	95,0	95,9	94,1	103,0	105,9	97,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1966 3 ^e trimestre	113,9	117,2	134,4	102,9	113,2	114,6	108,5	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
1966 4 ^e trimestre	114,0	118,8	137,0	103,8	112,8	114,9	107,4	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 ^{er} trimestre	114,2	119,5	136,4	105,4	112,9	115,0	106,6	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
1967 2 ^e trimestre	113,8	122,2	136,3	110,1	111,8	114,5	103,4	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
1967 3 ^e trimestre	112,5	116,1	131,3	103,4	111,6	115,0	102,4	105,0	117,0	89,6	110,4	156,6	97,9	112,0	121,1
1967 4 ^e trimestre	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1968 1 ^{er} trimestre	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
1966 Mai	116,0	121,8	134,4	110,7	114,6	115,4	112,0	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
1966 Juin	114,5	117,0	131,9	104,3	113,9	114,9	110,8	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
1966 Juillet	114,5	116,8	133,9	102,5	113,9	114,9	110,5	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
1966 Août	113,4	116,6	134,5	101,7	113,0	114,5	107,8	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
1966 Septembre	113,8	118,3	134,7	104,6	112,7	114,5	107,3	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
1966 Octobre	113,8	117,9	133,9	104,5	112,8	114,8	107,3	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
1966 Novembre	114,2	119,6	139,5	103,4	112,9	114,9	107,6	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
1966 Décembre	114,0	118,8	137,5	103,4	112,8	114,9	107,2	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,0	135,8	103,3	112,8	114,9	107,1	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
1967 Février	114,1	118,2	135,6	103,7	113,1	115,2	107,0	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
1967 Mars	114,6	122,4	137,9	109,3	112,8	114,8	105,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
1967 Avril	114,0	122,1	137,4	109,1	112,0	114,4	104,3	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
1967 Mai	113,9	123,3	138,3	110,5	111,6	114,3	103,7	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
1967 Juin	113,6	121,2	133,0	110,8	111,7	114,7	102,3	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
1967 Juillet	112,6	115,5	127,6	105,1	111,8	115,0	103,3	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
1967 Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
1967 Septembre	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
1967 Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
1967 Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
1967 Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
1968 Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
1968 Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8

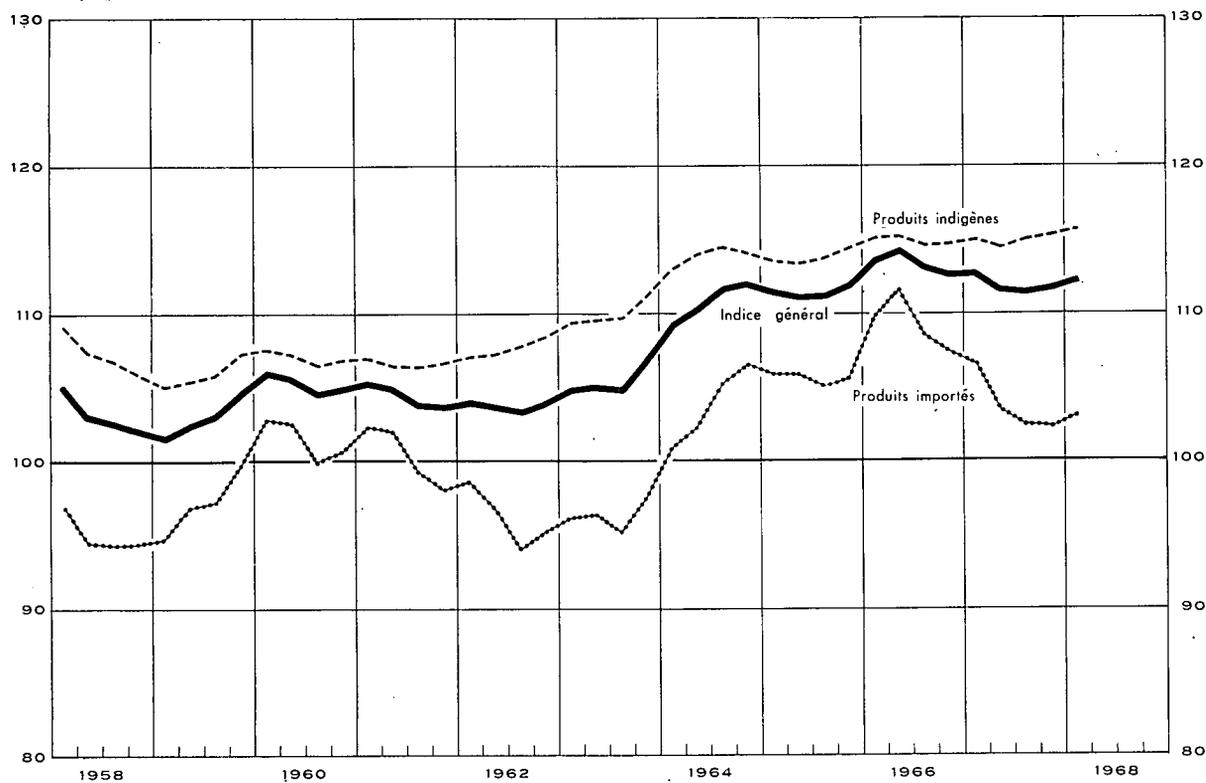
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

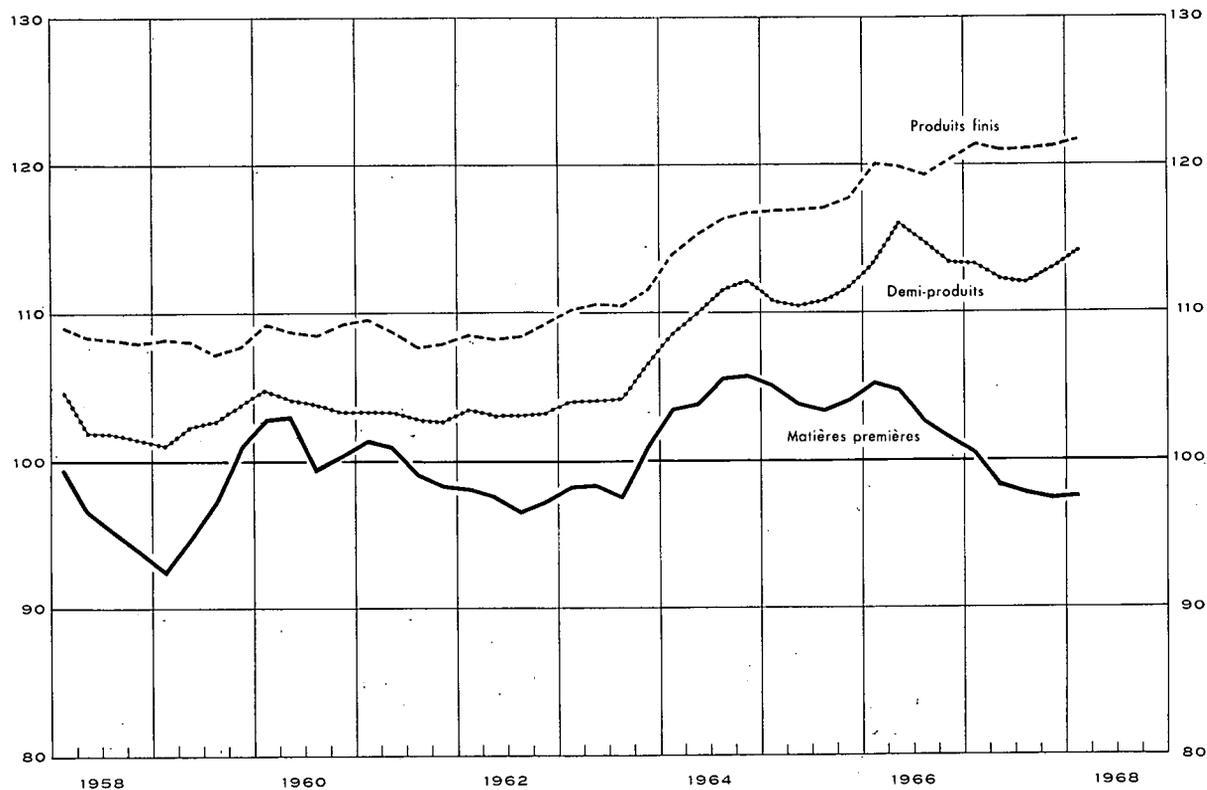
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES :

Prix à trois stades de fabrication

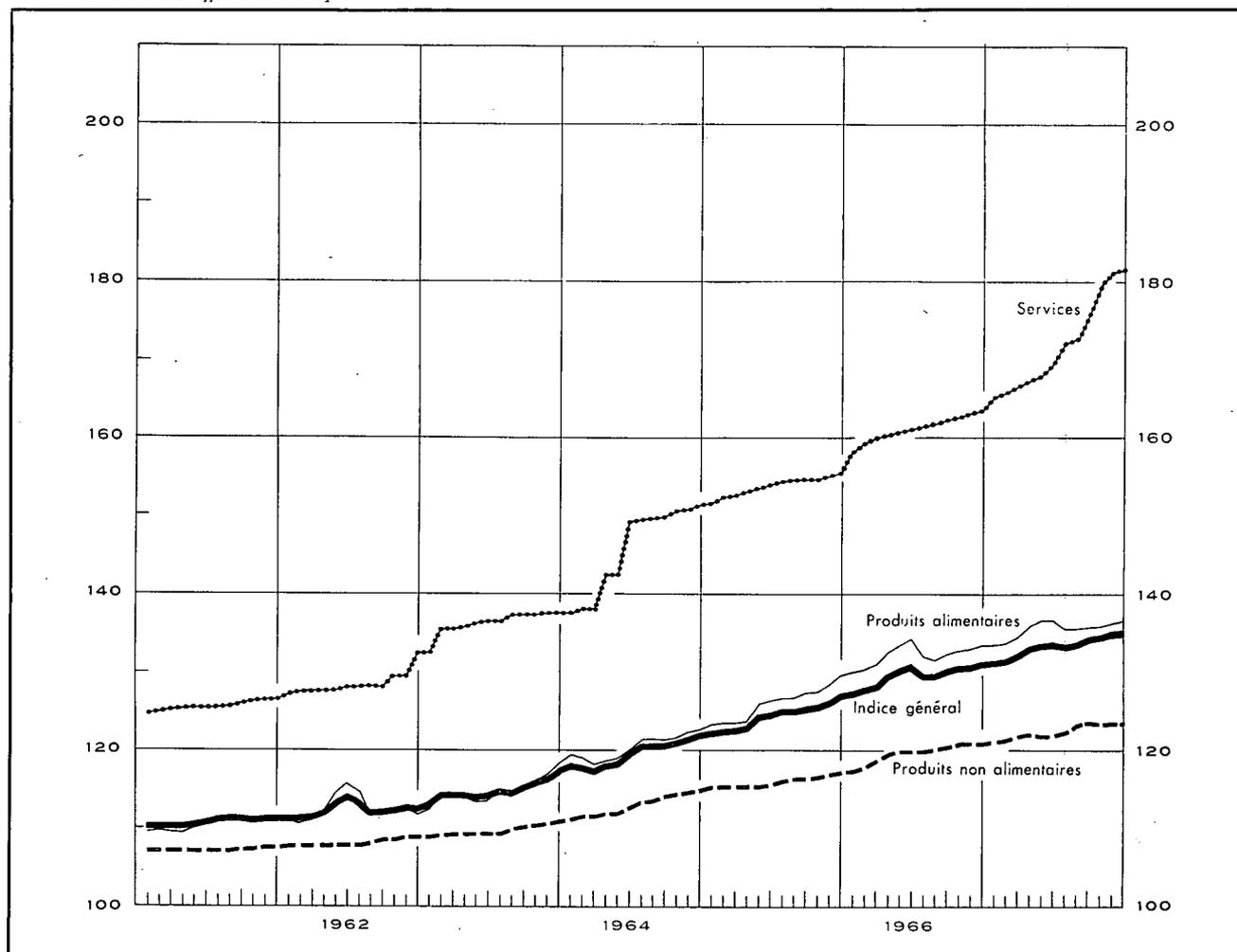


VII - 4 a. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Années 1958 à 1967 ¹

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 68 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966	129,92		132,2		119,8		161,1	
1967	133,62		135,5		122,6		172,1	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1 ^{er} trimestre	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 ^e trimestre	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4
3 ^e trimestre	130,06	133,99	131,9	135,5	120,3	123,2	161,7	173,6
4 ^e trimestre	130,96	135,09	133,0	136,2	120,9	123,6	162,9	180,8
Janvier	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,6
Juillet	129,94	133,56	131,9	135,5	120,1	122,4	161,3	172,2
Août	129,85	133,93	131,6	135,4	120,3	123,5	161,7	172,8
Septembre	130,38	134,49	132,3	135,7	120,6	123,7	162,2	175,8
Octobre	130,80	134,76	132,8	135,8	120,9	123,5	162,5	179,8
Novembre	130,88	135,16	132,9	136,3	120,9	123,6	162,9	181,2
Décembre	131,19	135,35	133,4	136,6	121,0	123,7	163,3	181,4

¹ L'indice des prix de détail, base 1953 = 100, repris dans le présent tableau a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Il est remplacé par un nouvel indice, base 1966 = 100, dénommé « Indices des prix à la consommation » et repris au tableau VII - 4b ci-après.

VII - 4 b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Années 1967 et 1968

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 147 produits		Produits alimentaires 60 produits		Produits non alimentaires 48 produits		Services 39 services	
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1 ^{er} trimestre	101,59	104,74	101,13	103,53	101,25	103,41	103,34	109,94
2 ^e trimestre	102,48		102,78		101,07		104,66	
3 ^e trimestre	103,29		102,78		102,12		106,55	
4 ^e trimestre	104,27		103,41		102,94		108,76	
Janvier	101,34	104,67	100,86	103,71	101,09	103,27	102,84	109,59
Février	101,57	104,73	101,05	103,54	101,19	103,41	103,32	109,88
Mars	101,87	104,83	101,47	103,35	101,46	103,56	103,85	110,36
Avril	102,21	105,05	102,22	103,56	101,35	103,66	104,16	110,66
Mai	102,52		103,02		100,90		104,54	
Juin	102,71		103,11		100,95		105,29	
Juillet	102,83		102,55		101,42		105,92	
Août	103,23		102,67		102,29		106,21	
Septembre	103,80		103,12		102,65		107,52	
Octobre	104,04		103,09		102,81		108,44	
Novembre	104,33		103,49		102,98		108,89	
Décembre	104,44		103,64		103,04		108,96	

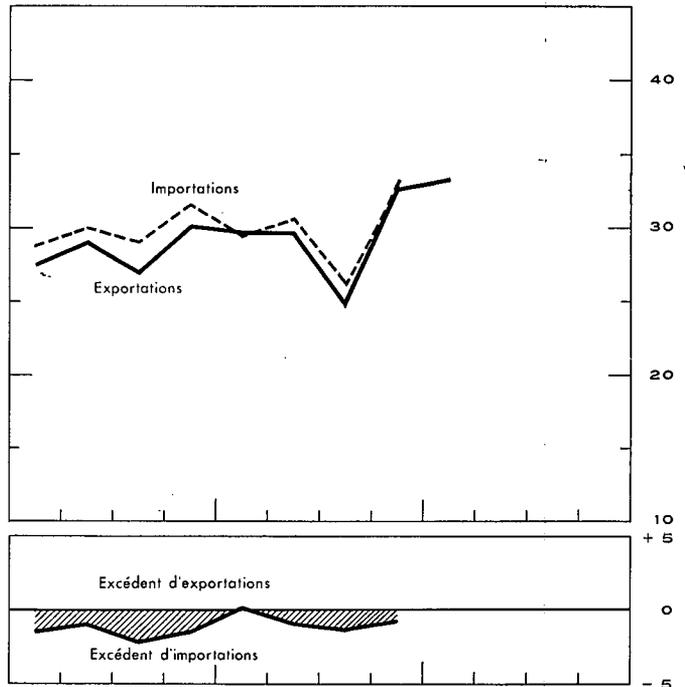
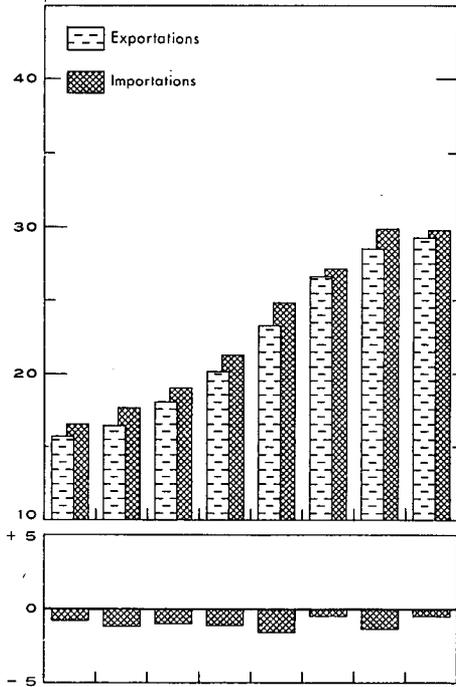
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*. — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

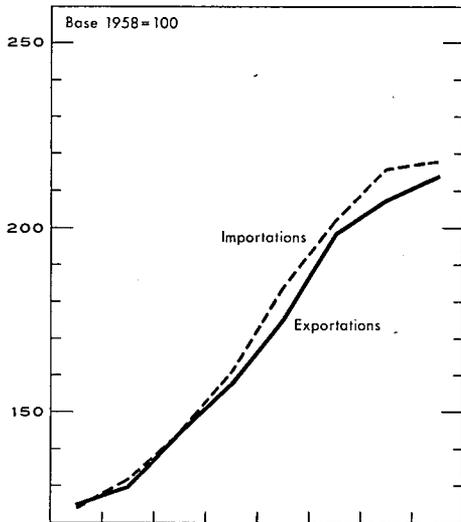
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

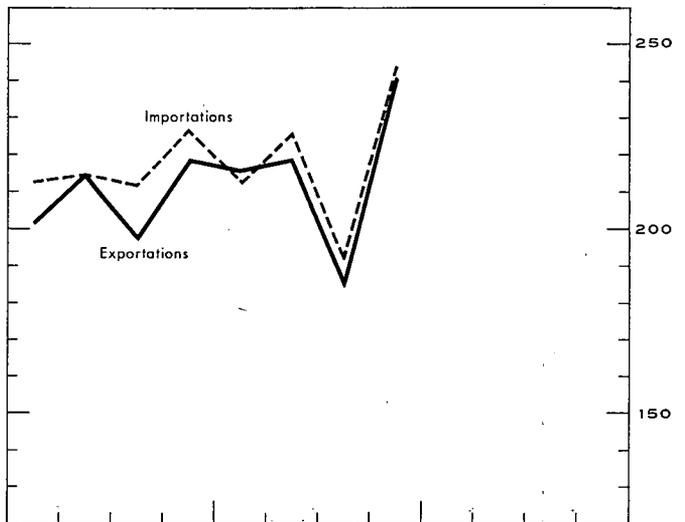
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

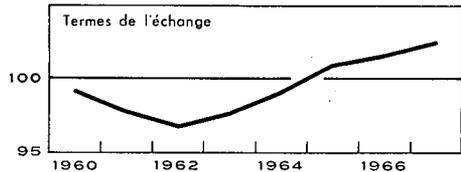
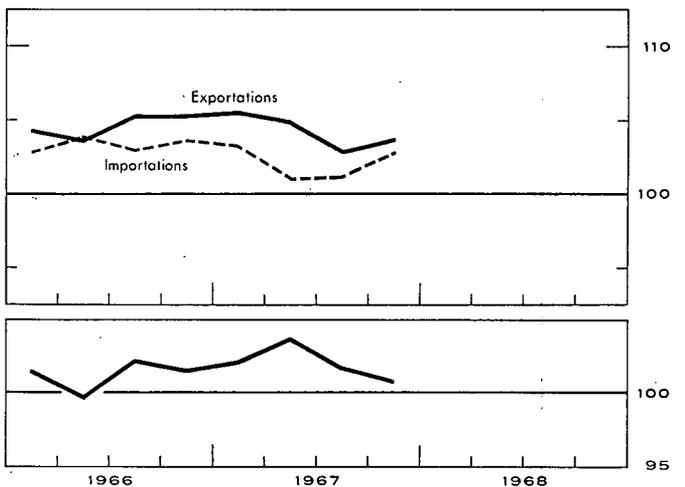
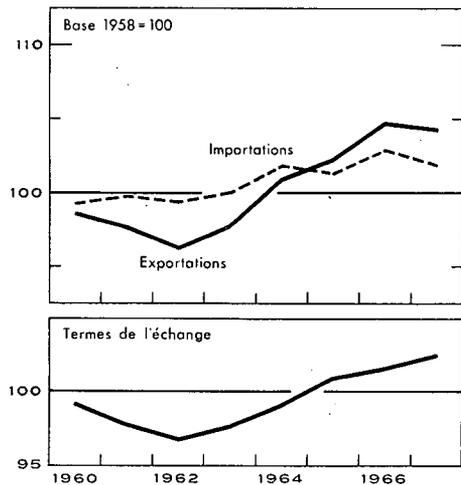


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1966 3 ^e trimestre	29,1	27,0	- 2,1	93	212,2	197,5	103,0	105,4	102,3
4 ^e trimestre	31,6	30,2	- 1,4	96	226,9	218,8	103,7	105,4	101,6
1967 1 ^{er} trimestre	29,5	29,8	+ 0,3	101	213,4	216,0	103,3	105,6	102,2
2 ^e trimestre	30,7	29,8	- 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
3 ^e trimestre	26,3	25,0	- 1,3	95	192,8	186,1	101,2	103,0	101,8
4 ^e trimestre	33,2	32,6	- 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre p	33,9	33,4	- 0,5	99					
1967 Janvier-Février	28,4	29,5	+ 1,1	104					
1968 Janvier-Février p	33,1	32,4	- 0,7	98					
1967 Février	27,3	28,5	+ 1,2	105					
Mars	31,4	30,4	- 1,0	97					
Avril	28,7	29,9	+ 1,2	104					
Mai	30,3	29,3	- 1,0	97					
Juin	32,7	29,8	- 2,9	91					
Juillet	23,1	26,2	+ 3,1	113					
Août	29,9	22,8	- 7,1	76					
Septembre	25,7	26,4	+ 0,7	103					
Octobre	31,9	34,9	+ 3,0	109					
Novembre	34,6	30,8	- 3,8	89					
Décembre	32,6	32,2	- 0,4	99					
1968 Janvier	31,1	31,2	+ 0,1	100					
Février p	35,2	33,7	- 1,5	96					
Mars p	35,4	35,3	- 0,1	100					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1966 2 ^e trimestre ..	3,86	7,84	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	29,11
3 ^e trimestre ..	3,91	6,24	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	27,01
4 ^e trimestre ..	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1967 1 ^{er} trimestre ..	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 ^e trimestre ..	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
3 ^e trimestre ..	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
4 ^e trimestre ..	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1967 Avril	4,67	8,00	2,48	3,95	2,31	0,15	0,66	0,68	1,44	1,52	4,08	29,94
Mai	4,23	8,13	2,44	3,84	2,34	0,13	0,74	0,62	1,53	1,39	3,92	29,31
Juin	4,55	8,02	2,64	3,72	2,34	0,15	0,72	0,62	1,46	1,39	4,15	29,76
Juillet	3,85	7,03	2,19	3,25	2,14	0,13	0,73	0,58	1,49	1,32	3,47	26,18
Août	3,47	5,18	2,27	2,81	2,09	0,11	0,81	0,63	0,66	1,25	3,54	22,82
Septembre ...	3,53	6,28	2,19	3,63	2,17	0,14	0,52	0,55	2,22	1,47	3,73	26,43
Octobre	4,93	8,73	2,99	4,71	2,98	0,15	0,90	0,93	1,67	1,98	4,88	34,85
Novembre	4,38	7,72	2,56	4,14	2,72	0,11	0,62	0,74	1,88	1,71	4,26	30,84
Décembre	4,06	8,40	3,32	4,14	2,73	0,12	0,63	0,73	1,61	1,79	4,62	32,15
1968 Janvier	4,61	8,38	2,88	4,02	2,73	0,11	0,68	0,73	1,31	1,70	4,02	31,17

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1966 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 1-2, juillet-août 1967.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires					autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux						produits végétaux
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549 *	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1966 1 ^{er} trimestre	19.375	6.971	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.289	496	1.184	5.941	776	1.156	479	3.530	3.575	40	28.931
2 ^e trimestre	19.869	7.316	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	409	899	1.361	548	1.193	6.051	756	1.398	505	3.392	4.006	49	29.975
3 ^e trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	1.173	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066
4 ^e trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
2 ^e trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
3 ^e trimestre	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

3 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

4 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

5 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

8 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

9 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

10 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

11 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

12 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

13 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

14 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

15 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966				1967			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,7	101,8	101,3	101,2	100,7	98,4	98,3	100,3
Biens de consommation	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	106,6	106,8	104,8	106,8	106,4	103,0	103,7	104,9
Biens d'équipement	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	114,2	111,0	109,5	113,2	112,9	113,1	114,1	114,8
Ensemble ...	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	102,9	103,9	103,0	103,7	103,3	101,1	101,2	102,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	90,7	92,2	92,1	92,7	91,9	91,7	91,3	90,6
Fabrications métalliques	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	106,8	105,9	106,3	108,7	108,5	112,2	107,7	110,1
Métaux non ferreux	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	150,9	171,2	178,9	169,4	169,5	155,6	153,6	159,9
Textiles	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	105,7	105,6	106,5	107,4	108,1	105,0	104,2	102,0
Produits chimiques	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	98,0	95,7	95,7	95,2	94,2	94,2	94,1	93,5
Industrie houillère	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	76,4	75,1	70,2	73,9	68,1	71,7	72,1	75,9
Industrie pétrolière	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	76,9	75,8	73,6	71,0	72,1	71,7	76,7	77,3
Verres et glaces	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	97,5	98,4	100,6	101,4	102,6	98,8	102,4	102,4
Produits agricoles	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	120,9	120,3	110,8	119,2	116,6	119,0	112,2	110,7
Ciments	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	100,4	100,3	99,7	99,9	101,6	100,8	100,7	100,1
Carrières	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	99,6	97,0	96,2	97,5	103,6	99,5	98,6	100,6
Céramiques	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	112,7	115,9	119,3	113,2	114,3	115,0	119,6	115,2
Bois et meubles	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	110,7	112,2	110,1	112,1	112,5	113,4	112,4	113,9
Peaux, cuirs et chaussures	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	124,9	131,4	129,6	123,5	124,7	119,5	119,3	112,9
Papier et livre	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	100,9	97,8	100,8	97,6	99,1	96,1	98,9	99,8
Tabacs manufacturés	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	116,2	118,2	118,6	117,9	112,0	119,2	127,9	120,6
Caoutchouc	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	82,7	81,5	86,2	87,4	82,9	80,5	82,9	83,9
Industries alimentaires	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	96,3	94,8	99,0	95,7	97,8	98,7	96,0	98,0
Divers	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	97,7	61,4	82,3	79,8	86,7	78,4	73,2	78,8
Ensemble ...	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	104,4	103,7	105,4	105,4	105,6	104,9	103,0	103,8
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,5	99,8	102,3	101,6	102,2	103,8	101,8	100,9

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966				1967			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	212,1	208,4	203,4	220,7	204,3	211,5	179,4	243,2
Biens de consommation	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	219,3	225,1	228,1	236,9	238,8	260,1	232,0	255,2
Biens d'équipement	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	214,0	236,7	238,2	250,9	226,8	253,6	207,9	238,9
Ensemble ...	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	213,4	214,8	212,2	226,9	213,4	225,7	192,8	244,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	166,3	156,4	158,7	161,0	178,8	183,0	148,4	183,5
Fabrications métalliques	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	253,3	282,0	225,2	280,3	262,9	277,2	213,7	286,0
Métaux non ferreux	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	190,7	185,6	182,1	174,1	181,5	176,4	157,6	200,7
Textiles	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	213,2	226,6	196,7	214,1	201,0	199,3	172,0	231,2
Produits chimiques	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	194,4	219,2	214,4	241,2	252,8	232,2	212,6	279,8
Industrie houillère	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	44,8	38,0	46,4	51,0	50,7	57,4	50,4	47,9
Industrie pétrolière	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	143,5	162,4	201,8	166,6	158,5	184,2	166,7	172,4
Verres et glaces	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	192,1	167,6	172,5	208,5	206,1	212,1	173,2	239,7
Produits agricoles	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	204,9	171,4	236,7	256,7	283,9	259,1	250,0	349,5
Ciments	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	100,1	131,4	119,9	107,0	90,3	117,1	105,7	112,5
Carrières	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	188,1	224,8	220,4	215,3	188,3	240,7	213,8	245,5
Céramiques	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	190,9	230,1	243,8	253,9	231,1	226,8	203,7	270,0
Bois et meubles	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	452,4	518,1	445,1	533,4	523,1	532,8	447,2	589,6
Peaux, cuirs et chaussures	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	227,7	242,3	197,8	231,2	221,1	216,2	214,0	266,3
Papier et livre	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	250,2	284,7	253,2	308,9	295,5	294,7	256,3	330,3
Tabacs manufacturés	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	294,0	339,8	338,1	346,2	326,4	373,2	369,6	429,6
Caoutchouc	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	232,4	335,0	257,2	284,9	277,5	326,2	274,7	327,0
Industries alimentaires	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	286,9	340,8	290,5	330,8	273,8	328,9	285,2	374,4
Divers	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	162,3	249,5	199,6	233,2	208,5	194,9	193,4	241,1
Ensemble ...	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	202,3	215,2	197,5	218,8	216,0	219,1	186,1	241,3

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale ¹			France ¹			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	- 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1966 4 ^e trimestre	7,08	6,24	- 0,84	4,74	5,08	+ 0,34	4,61	6,56	+ 1,95
1967 1 ^{er} trimestre	6,10	5,47	- 0,63	4,59	5,50	+ 0,91	4,40	6,11	+ 1,71
2 ^e trimestre	6,38	5,89	- 0,49	4,25	5,27	+ 1,02	4,76	6,58	+ 1,82
3 ^e trimestre	5,79	5,12	- 0,67	3,86	4,27	+ 0,41	4,10	5,65	+ 1,55
4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre <i>p</i>		6,59			6,00			6,95	
1967 Février	5,54	5,09	- 0,45	4,31	5,35	+ 1,04	4,28	6,20	+ 1,92
Mars	6,82	5,48	- 1,34	5,10	5,52	+ 0,42	4,67	6,35	+ 1,68
Avril	6,18	6,04	- 0,14	4,28	5,24	+ 0,96	4,43	6,48	+ 2,05
Mai	5,93	5,75	- 0,18	4,09	5,25	+ 1,16	4,65	6,44	+ 1,79
Juin	6,99	5,86	- 1,13	4,42	5,30	+ 0,88	5,07	6,77	+ 1,70
Juillet	5,17	5,03	- 0,14	3,86	4,95	+ 1,09	3,10	5,47	+ 2,37
Août	6,00	5,03	- 0,97	3,66	3,11	- 0,55	4,58	5,10	+ 0,52
Septembre	6,14	5,74	- 0,40	4,05	4,74	+ 0,69	4,64	6,33	+ 1,69
Octobre	7,01	6,84	- 0,17	5,28	5,77	+ 0,49	4,96	7,25	+ 2,29
Novembre	7,20	7,06	- 0,14	4,81	5,47	+ 0,66	4,94	6,44	+ 1,50
Décembre	6,91	6,28	- 0,63	4,89	5,86	+ 0,97	4,33	6,76	+ 2,43
1968 Janvier	6,44	6,37	- 0,07	4,54	5,74	+ 1,20	4,61	6,46	+ 1,85
Février <i>p</i>	6,89	6,23	- 0,66	5,23	5,88	+ 0,65	4,79	6,77	+ 1,98
Mars <i>p</i>		7,16			6,37			7,63	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. ²		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1966 4 ^e trimestre	1,25	1,08	- 0,17	17,68	18,97	+ 1,29	22,23	23,01	+ 0,78
1967 1 ^{er} trimestre	1,31	1,33	+ 0,02	16,40	18,41	+ 2,01	20,69	22,86	+ 2,17
2 ^e trimestre	1,38	1,18	- 0,20	16,77	18,92	+ 2,15	20,97	22,81	+ 1,84
3 ^e trimestre	1,26	0,94	- 0,32	15,01	15,98	+ 0,97	18,43	19,23	+ 0,80
4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre <i>p</i>		1,19			20,73			25,32	
1967 Février	1,22	1,41	+ 0,19	15,35	18,05	+ 2,70	19,84	22,23	+ 2,39
Mars	1,53	1,46	- 0,07	18,12	18,81	+ 0,69	22,15	23,19	+ 1,04
Avril	1,38	1,16	- 0,22	16,27	18,92	+ 2,65	20,44	22,84	+ 2,40
Mai	1,31	1,21	- 0,10	15,98	18,65	+ 2,67	20,26	22,51	+ 2,25
Juin	1,43	1,17	- 0,26	17,91	19,10	+ 1,19	22,00	22,86	+ 0,86
Juillet	1,24	1,09	- 0,15	13,37	16,54	+ 3,17	16,49	19,98	+ 3,49
Août	1,45	0,77	- 0,68	15,69	14,01	- 1,68	19,36	17,05	- 2,31
Septembre	1,09	0,95	- 0,14	15,92	17,76	+ 1,84	19,37	21,09	+ 1,72
Octobre	1,53	1,24	- 0,29	18,78	21,10	+ 2,32	22,81	26,05	+ 3,24
Novembre	1,44	1,17	- 0,27	18,39	20,14	+ 1,75	22,93	24,14	+ 1,21
Décembre	1,31	1,33	+ 0,02	17,44	20,23	+ 2,79	21,65	24,71	+ 3,06
1968 Janvier	1,27	1,11	- 0,16	16,86	19,68	+ 2,82	21,34	23,85	+ 2,51
Février <i>p</i>	1,60	1,15	- 0,45	18,51	20,03	+ 1,52	23,31	24,94	+ 1,63
Mars <i>p</i>		1,31			22,47			27,18	

¹ La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

² Y compris l'Espagne à partir de 1960.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1962	1963	1964	1965	1966	1967 p		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	283,3	287,2	- 3,9
1.12 Travail à façon	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	10,9	3,1	+ 7,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	5,4	—	+ 5,4
1.2 Or non monétaire	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	0,5	2,9	- 2,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	14,3	12,7	+ 1,6
1.4 Autres frais de transport	- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	5,5	4,9	+ 0,6
1.5 Déplacements à l'étranger ³	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	12,1	18,5	- 6,4
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	16,4	15,2	+ 1,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	10,5	6,3	+ 4,2
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	5,9	1,6	+ 4,3
1.82 Autres	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	25,2	24,5	+ 0,7
Total 1 ...	+ 3,4	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	390,0	376,9	+ 13,1
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	7,8	6,2	+ 1,6
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	0,3	3,5	- 3,2
Total 2 ...	+ 0,8	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	8,1	9,7	- 1,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	—	1,9	- 1,9
3.112 Autres opérations	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	2,4	6,8	- 4,4
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	0,1	0,5	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	0,4	0,5	- 0,1
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,8	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	2,9	9,7	- 6,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	...	1,3	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	4,0	1,8	+ 2,2
4.3 Secteur privé ³ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements Belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	—	5,3	- 5,3
4.312 Investissements directs				- 2,0	- 0,4	—	2,6	- 2,6
4.313 Immeubles	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	—	1,5	- 1,5
4.314 Autres .....				...	- 0,3	1,3	—	+ 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	2,8	—	+ 2,8
4.322 Investissements directs				+ 7,1	+ 7,0	11,5	—	+ 11,5
4.323 Immeubles				+ 0,2	- 0,3	—	0,2	- 0,2
4.324 Autres				+ 0,7	+ 0,7	0,9	—	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3
Total 4 ...	+ 0,4	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	20,8	12,7	+ 8,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	0,4	—	+ 0,4
Total 1 à 5 ...	+ 4,2	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	422,2	409,0	+ 13,2
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	—	—	+ 2,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	—	—	+ 12,4
6.22 Autres	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	—	—	- 1,9

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1965		1966				1967			
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre <i>p</i>	4e trimestre <i>p</i>	
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations ¹	- 0,7	- 4,3	- 3,4	- 5,0	- 3,9	+ 0,1	- 0,8	- 1,3	- 1,9	
1.12 Travail à façon	+ 1,7	+ 2,3	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,3	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	
1.2 Or non monétaire	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 1,3	
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,3	- 0,1	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	
1.4 Autres frais de transport	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,3	
1.5 Déplacements à l'étranger	- 0,3	- 0,7	- 1,1	- 2,7	...	- 0,5	- 1,8	- 3,7	- 0,4	
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,5	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,2	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,6	
1.8 Autres :										
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	
1.82 Autres	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	...	
<i>Total 1</i> ..	+ 2,2	- 0,3	- 0,9	- 2,0	- 0,7	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,8	+ 3,3	
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,8	
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,6	- 0,7	- 0,9	- 1,0	
<i>Total 2</i> ...	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,5	- 0,5	- 0,2	
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4	
3.112 Autres opérations	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,9	+ 1,3	- 1,9	- 2,0	- 2,2	+ 1,7	
3.12 Avoirs	- 0,4	...	+ 0,1	...	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,3	
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	- 0,4	...	+ 0,3	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3</i> ...	- 0,9	- 1,1	- 0,7	- 1,4	+ 0,7	- 2,9	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation ..	...	+ 0,5	...	+ 0,2	...	- 0,4	- 0,5	- 0,3	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,2	+ 0,3	+ 0,8	- 0,3	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	
4.3 Secteur privé :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1	- 1,4	- 1,6	
4.312 Investissements directs	- 0,4	+ 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	
4.313 Immeubles	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,3	
4.314 Autres	+ 0,3	+ 0,3	...	- 0,3	- 0,3	...	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	
4.322 Investissements directs	+ 1,8	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	
4.323 Immeubles	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	- 0,1	...	...	- 0,1
4.324 Autres	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	...	
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	
<i>Total 4</i> ...	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,1	- 1,4	+ 1,7	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	
5. Erreurs et omissions	+ 1,2	- 0,4	+ 0,1	- 0,2	+ 0,8	- 0,1	+ 1,4	+ 0,2	- 1,1	
<i>Total 1 à 5</i> ...	+ 3,5	- 1,0	- 0,8	- 3,8	- 0,8	+ 3,1	+ 1,5	+ 3,3	+ 5,3	
6. Financement du total :										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 1,4	- 0,3	- 0,6	- 0,6	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :										
6.21 Banque Nationale	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	
6.22 Autres	+ 2,1	+ 2,4	- 3,5	- 2,0	- 3,9	+ 3,3	- 4,7	+ 0,2	- 0,7	

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frêts et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1967			1967			1967	1968 P
	3e trimestre P			4e trimestre P				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	2 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations, et importations ¹	67,1	68,4	- 1,3	74,7	76,6	- 1,9	+ 1,2	- 2,8
1.12 Travail à façon	2,3	0,7	+ 1,6	2,9	0,9	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,2	—	+ 1,2	0,7	—	+ 0,7	+ 1,3	+ 0,8
1.2 Or non monétaire	0,1	0,2	- 0,1	0,2	1,5	- 1,3	- 0,5	- 0,4
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	3,6	3,2	+ 0,4	3,9	3,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2
1.4 Autres frais de transport	1,3	1,3	...	1,7	1,4	+ 0,3	+ 0,1	...
1.5 Déplacements à l'étranger	3,5	7,2	- 3,7	3,1	3,5	- 0,4	...	- 0,5
1.6 Revenus d'investissements	4,4	3,2	+ 1,2	4,6	4,1	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,5	1,3	+ 1,2	3,0	1,4	+ 1,6	- 0,6	- 0,2
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,3	0,4	+ 0,9	1,6	0,4	+ 1,2	+ 0,8	+ 0,7
1.82 Autres	6,2	5,8	+ 0,4	6,9	6,9	...	+ 0,3	+ 0,1
Total 1 ...	93,5	91,7	+ 1,8	103,3	100,0	+ 3,3	+ 4,3	...
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	1,9	1,5	+ 0,4	2,4	1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,6
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	1,0	- 0,9	0,1	1,1	- 1,0	- 0,2	- 0,5
Total 2 ...	2,0	2,5	- 0,5	2,5	2,7	- 0,2	...	+ 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,5
3.112 Autres opérations	0,6	2,8	- 2,2	2,4	0,7	+ 1,7	- 1,7	+ 0,4
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	0,4	0,1	+ 0,3	...	...	...	- 0,5	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	1,0	3,4	- 2,4	2,4	1,4	+ 1,0	- 2,5	- 0,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,3	- 0,3	...	0,1	- 0,1	...	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	1,4	0,9	+ 0,5	0,1	0,2	- 0,1	+ 1,9	+ 0,1
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	1,4	- 1,4	—	1,6	- 1,6	- 0,9	- 1,3
4.312 Investissements directs	0,3	—	+ 0,3	—	1,3	- 1,3	- 0,8	- 1,2
4.313 Immeubles	—	0,4	- 0,4	—	0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,1
4.314 Autres	0,6	—	+ 0,6	0,3	—	+ 0,3	...	+ 0,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	0,1	—	+ 0,1	1,9	—	+ 1,9	+ 0,2	- 0,1
4.322 Investissements directs	4,5	—	+ 4,5	3,6	—	+ 3,6	+ 2,0	+ 2,6
4.323 Immeubles .....	—	...	...	—	0,1	- 0,1	...	...
4.324 Autres	0,2	—	+ 0,2	...	—	...	+ 0,6	- 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés	0,1	—	+ 0,1	...	—	...	...	...
Total 4 ...	7,2	3,0	+ 4,2	5,9	3,6	+ 2,3	+ 2,7	- 0,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	0,2	—	+ 0,2	—	1,1	- 1,1	- 0,5	- 0,2
Total 1 à 5 ...	103,9	100,6	+ 3,3	114,1	108,8	+ 5,3	+ 4,0	- 0,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 2,4	—	—	- 0,9	+ 1,8	+ 2,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	+ 0,7	—	—	+ 6,9	- 2,9	- 5,4
6.22 Autres	—	—	+ 0,2	—	—	- 0,7	+ 5,1	+ 2,5

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitre IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIIe année, vol. I, n° 5, page 557 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1966 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	cscudos	schillings autrich.	pesetas
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	{ 138,65 ⁴ 119,68 ⁵ }	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 ⁴ 6,65 ⁵ }	46,059	46,058	172,87	192,30	{ 82,89 ⁴ 71,35 ⁵ }
1966 4 ^e trimestre	50,00	10,11	139,54	13,82	11,56	12,57	8,00	9,67	7,00	7,24	46,229	46,228	174,02	193,41	83,47
1967 1 ^{er} trimestre	49,82	10,07	139,17	13,79	11,50	12,53	7,97	9,64	6,97	7,20	46,093	46,093	173,55	192,67	83,10
2 ^e trimestre	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
3 ^e trimestre	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
4 ^e trimestre	49,64	10,12	{ 138,12 ⁶ 119,68 ⁵ }	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	{ 7,15 ⁶ 6,65 ⁵ }	46,127	46,125	172,50	192,05	{ 82,80 ⁶ 71,35 ⁵ }
1968 1 ^{er} trimestre	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26
1967 Février	49,74	10,06	138,98	13,78	11,47	12,52	7,96	9,63	6,95	7,19	46,035	46,035	173,30	192,36	82,97
Mars	49,70	10,04	138,98	13,76	11,47	12,51	7,96	9,63	6,95	7,19	45,935	45,935	173,32	192,36	82,88
Avril	49,70	10,05	139,11	13,76	11,49	12,51	7,96	9,64	6,95	7,19	45,914	45,914	173,47	192,30	82,85
Mai	49,63	10,09	138,82	13,77	11,50	12,48	7,95	9,63	6,94	7,17	45,868	45,866	173,09	192,12	82,74
Juin	49,64	10,12	138,56	13,78	11,50	12,47	7,95	9,64	6,95	7,17	45,942	45,941	172,78	192,17	82,75
Juillet	49,63	10,12	138,34	13,78	11,48	12,41	7,95	9,64	6,94	7,15	46,033	46,032	172,47	192,29	82,77
Août	49,63	10,12	138,23	13,80	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,125	46,125	172,33	192,29	82,84
Septembre	49,63	10,12	138,17	13,80	11,43	12,40	7,97	9,62	6,94	7,16	46,148	46,149	172,23	192,23	82,89
Octobre	49,63	10,12	138,13	13,80	11,43	12,40	7,97	9,60	6,94	7,16	46,233	46,232	172,20	192,05	82,80
Novembre	49,63	10,13	{ 138,12 ² 120,17 ³ }	13,80	11,49	12,45	7,97	9,59	6,94	{ 7,15 ² 6,65 ³ }	46,171	46,169	172,06	191,87	{ 82,80 ² 71,31 ³ }
Décembre	49,65	10,12	119,48	13,81	11,50	12,46	7,95	9,61	6,95	6,66	45,965	45,962	173,28	192,24	71,36
1968 Janvier	49,69	10,09	119,71	13,79	11,44	12,41	7,95	9,62	6,96	6,66	45,820	45,820	173,63	192,00	71,37
Février	49,64	10,09	119,63	13,76	11,42	12,40	7,95	9,61	6,95	6,66	45,656	45,656	173,29	191,91	71,20
Mars	49,65	10,09	119,15	13,77	11,46	12,45	7,96	9,61	6,96	6,67	45,772	45,770	173,48	191,86	71,19
Avril	49,73	10,09	119,46	13,75	11,46	12,48	7,96	9,62	6,96	6,67	46,041	46,041	173,86	192,45	71,39

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 au 30 novembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

⁵ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁶ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 avril 1968

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50 CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	57,— C. isl.	+ 0,122	- 0,122	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,— Lt.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40 £ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I. sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1966 4 premiers mois ...	62,6	66,4	- 3,8	0,1	7,0	- 6,9	- 10,7
5 premiers mois ...	76,8	81,7	- 4,9	0,1	8,9	- 8,8	- 13,7
6 premiers mois ...	93,7	100,5	- 6,8	0,2	10,8	- 10,6	- 17,4
7 premiers mois ...	119,9	119,3	+ 0,6	0,3	12,9	- 12,6	- 12,0
8 premiers mois ...	134,0	134,5	- 0,5	0,4	15,4	- 15,0	- 15,5
9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 ^{er} mois	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,9	74,6	- 4,7	0,1	9,1	- 9,0	- 13,7
5 premiers mois ...	86,1	92,3	- 6,2	0,1	11,0	- 10,9	- 17,1
6 premiers mois ...	105,2	111,6	- 6,4	0,1	13,0	- 12,9	- 19,3
7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	- 24,3
11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	- 4,0

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Financement de l'impasse													Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante												
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges							en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12	Office des chèques postaux 13							
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7		
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3		
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1966 4 premiers mois	-10,7	- 0,6	- 2,4	-13,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 3,4	+ 4,2	...	- 0,1	- 2,0	+ 1,6	+ 7,1	...	...	+13,7
5 premiers mois	-13,7	- 0,7	- 2,9	-17,3	+15,5	...	+15,5	...	+ 2,5	+ 0,8	...	- 0,1	- 1,7	+ 1,1	+ 2,6	+ 0,3	- 1,1	+17,3		
6 premiers mois	-17,4	+ 1,2	- 3,4	-19,6	+13,7	...	+13,7	...	+ 3,0	+ 3,6	...	- 0,1	- 1,4	+ 1,4	+ 6,5	+ 0,2	- 0,8	+19,6		
7 premiers mois	-12,0	+ 1,1	- 4,0	-14,9	+13,3	...	+13,3	...	+ 1,6	...	...	- 0,1	- 1,5	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,8	- 0,6	+14,9
8 premiers mois	-15,5	+ 0,2	- 4,5	-19,8	+13,3	...	+13,3	...	+ 5,0	+ 3,0	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,0	+ 5,9	+ 1,0	- 0,4	+19,8		
9 premiers mois	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	+25,2	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6		
10 premiers mois	-23,9	...	- 5,5	-29,4	+22,8	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4		
11 premiers mois	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3		
12 mois	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
2 premiers mois	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8		
3 premiers mois	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,2	- 6,3	- 1,6	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1		
4 premiers mois	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,3	- 3,9	- 1,6	+ 9,5	- 0,3	+ 1,3	+17,9		
5 premiers mois	-17,1	- 2,3	- 2,7	-22,1	+ 5,6	...	+ 5,6	...	- 3,5	+20,6	...	- 0,3	- 5,7	+ 0,4	+11,5	+ 0,3	+ 4,7	+22,1		
6 premiers mois	-19,3	- 0,7	- 3,2	-23,2	+ 8,2	...	+ 8,2	...	- 3,8	+15,0	...	- 0,3	- 5,4	+ 5,4	+10,9	+ 0,4	+ 3,7	+23,2		
7 premiers mois	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8		
8 premiers mois	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3		
9 premiers mois	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7		
10 premiers mois	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7		
11 premiers mois	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+15,7	...	+15,7	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+11,2	+37,0		
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes parasétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967).

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

**XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT
ET LEUR COUVERTURE**

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5					
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,7	+ 26,2	- 3,2	
1966 4 prem. mois	- 10,7	- 3,3	- 14,0	+ 5,2	- 8,8	+ 2,3	+ 0,2	+ 5,4	+ 7,9	+ 0,9	
5 prem. mois	- 13,7	- 5,2	- 18,9	+ 5,8	- 13,1	+ 10,9	+ 0,2	+ 1,6	+ 12,7	+ 0,4	
6 prem. mois	- 17,4	- 3,5	- 20,9	+ 7,2	- 13,7	+ 7,9	+ 0,2	+ 5,2	+ 13,3	+ 0,4	
7 prem. mois	- 12,0	- 3,8	- 15,8	+ 8,3	- 7,5	+ 6,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 7,7	- 0,2	
8 prem. mois	- 15,5	- 5,0	- 20,5	+ 9,4	- 11,1	+ 5,6	+ 0,6	+ 4,8	+ 11,0	+ 0,1	
9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4	
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0	
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4	
12 mois	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,2	+ 3,5	- 1,8	
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,8	+ 11,1	- 3,5	
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,3	+ 13,7	- 4,3	
4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,8	+ 17,3	- 4,5	
5 prem. mois	- 17,1	- 6,5	- 23,6	+ 6,9	- 16,7	+ 5,7	+ 0,4	+ 16,0	+ 22,1	- 5,4	
6 prem. mois	- 19,3	- 6,5	- 25,8	+ 7,8	- 18,0	+ 7,7	+ 0,4	+ 12,3	+ 20,4	- 2,4	
7 prem. mois	- 14,6	- 7,6	- 22,2	+ 9,1	- 13,1	+ 10,1	+ 0,4	+ 6,2	+ 16,7	- 3,6	
8 prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,6	+ 20,4	- 4,1	
9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,3	+ 21,5	- 4,1	
10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,5	+ 25,8	- 5,1	
11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 13,3	+ 29,4	- 4,3	
12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,7	+ 26,2	- 3,2	
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,9	+ 5,1	...	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967). A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7	
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6	
1966 9 mois	50,6	+ 1,8	24,9	+ 0,8	57,5	- 0,5	133,0	+ 2,1	
1967 9 mois	66,8	+ 0,5	27,2	+ 0,7	63,4	- 1,1	157,4	+ 0,1	
Exercice 1966	1966 Septembre	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4
	Octobre	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3
	Novembre	5,5	+ 0,6	2,8	- 0,1	6,9	+ 0,3	15,2	+ 0,8
	Décembre	5,0	+ 0,2	3,3	+ 0,2	7,4	+ 0,1	15,7	+ 0,5
Exercice 1967	1967 Janvier	11,4	- 0,3	2,9	+ 0,2	6,5	- 0,2	20,8	- 0,3
	Février	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
	Mars	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6
	Avril	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2
	Mai	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
	Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
	Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
	Août	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1
	Septembre	5,6	+ 0,3	2,6	- 0,6	7,3	- 0,4	15,5	- 0,7
	Octobre	7,6	+ 1,5	3,4	+ 0,5	7,5	- 0,1	18,5	+ 1,9
	Novembre	5,8	+ 0,4	3,2	+ 0,1	7,5	+ 0,1	16,5	+ 0,6
	Décembre	7,1	- 0,4	3,2	- 0,1	7,5	- 0,6	17,8	- 1,1
Ex. 1968	Janvier	10,2	- 0,2	3,1	+ 0,2	7,3	+ 0,2	20,6	+ 0,2
Février	5,7	...	3,2	+ 0,1	7,3	- 0,2	16,2	- 0,1	
Mars	5,2	...	3,3	...	7,7	- 0,6	16,2	- 0,6	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1967 ²		Exercice 1967 : mars 1967		Exercice 1968 : mars 1968	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	87,2	85,3	4,8	4,9	5,2	5,2
précompte immobilier	1,1	1,1	...	...	...	...
précompte mobilier	8,1	7,6	0,6	0,7	0,7	0,7
précompte professionnel	38,7	37,7	2,8	2,9	3,0	3,1
versements anticipés	17,5	18,0	0,1	0,2	0,3	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	11,5	10,2	0,7	0,6	0,8	0,7
impôts des sociétés (rôles)	2,6	3,0	0,2	0,2	0,2	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	6,3	6,5	0,1	0,1	0,1	0,1
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,2	...	...	...	...
divers ³	1,2	1,0	0,3	0,2	0,1	0,2
II. Douanes et accises	37,1	35,7	3,3	3,1	3,3	3,3
dont : douanes	8,5	8,7	0,8	0,8	0,7	0,8
accises	27,1	26,7	2,3	2,2	2,3	2,4
taxes spéciales de consommat.	1,2	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1
III. Enregistrement	86,0	87,7	8,1	7,6	7,7	8,3
dont : enregistrement	6,6	7,2	1,0	0,6	0,6	0,7
successions	3,4	3,5	0,3	0,3	0,4	0,3
timbres et taxes assimilées	75,1	76,2	6,8	6,6	6,7	7,2
Total ...	210,3	208,7	16,2	15,6	16,2	16,8
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,6		+ 0,6		- 0,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N.B. - Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1965 9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1966 Novembre	5,5	2,8	6,9	15,2	0,03
Décembre	5,0	3,3	7,4	15,7	0,25
1967 Janvier	11,4	2,9	6,5	20,8	2,13
Février	4,8	2,8	6,8	14,4	0,08
Mars	4,8	3,3	8,1	16,2	0,13
Avril	5,1	3,2	7,4	15,7	0,69
Mai	5,1	3,2	6,8	15,1	0,09
Juin	7,4	3,6	7,4	18,4	0,88
Juillet	17,3	2,7	6,6	26,6	11,76
Août	5,3	2,9	6,5	14,7	0,06
Septembre	5,6	2,6	7,3	15,5	0,06
Octobre	7,6	3,4	7,5	18,5	1,48
Novembre	5,8	3,2	7,5	16,5	0,05
Décembre	7,1	3,2	7,5	17,8	0,12
1968 Janvier	10,2	3,1	7,3	20,6	1,62
Février	5,7	3,2	7,3	16,2	0,04
Mars	5,2	3,3	7,7	16,2	0,27

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Moniteur belge. — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1966 : « Les budgets de 1966 et 1967 » et XLII^e année, vol. I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes				
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements			
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Orga- nismes moné- taires	Fonds des Rentés	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assura- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publiques de crédit non monétaires					
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		(12)	(18) = (1) à (12)		
----- données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	...	49,2	—	4,3	—	1,3	5,0	59,9	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	8,4	—	—	—	—	—	—	47,5	—	0,2	—	0,9	57,0	
			Obligations	12,6	1,0	15,6	...	24,2	
			Autres emprunts à moyen et long terme	8,9	0,1	—	—	—	—	—	107,2	35,2	103,2	254,6	
			Divers	1,5	1,7	0,1	18,0	—	—	1,6	4,1	0,6	27,7	
			(Actions et parts)	(190,9)	(0,8)	(...)	(0,3)	—	—	—	(0,6)	(—)	(1,2)	(4,5)	(—)	(...)	(198,3)
			Total ...	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	—	—	96,7	—	114,3	54,9	106,0	5,0	428,5
			Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	0,2	0,3	0,1	0,5
				Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	—	0,1	1,2	—	0,3	2,1	
				Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,2	—	0,1	0,6	
			Obligations accessibles à tout placeur	15,9	0,5	...	...	...	4,0	2,0	0,8	3,7	5,0	0,6	32,5
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	...	0,1	0,7	2,6	...	0,5	4,2	...	0,3	8,6		
			Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	...	...	0,1	0,4	...	...	...	0,2	8,8	...	9,5
			Divers	6,3	...	6,5	0,2	1,7	0,1	...	...	...	0,1	0,3	15,2
			(Actions et parts)	(0,9)	...	(14,7)	(5,5)	(...)	(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(22,7)		
		Total ...	22,7	0,7	6,5	0,4	...	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	0,7	69,0		
		Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers	4,2	...	—	0,8	...	...	45,6	...	...	0,1	3,5	54,1
			Certificats à court terme .....	...	0,5	—	0,2	...	16,9	36,8	4,1	4,3	...	6,0	1,5	
			Obligations accessibles à tout placeur	118,3	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	260,7		
			Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	19,9	58,6	...	3,5	2,1	1,0	85,1
			Divers .....	...	0,7	—	...	1,6	6,0	...	...	0,6	0,2	...	9,1
		Total ...	122,5	3,7	—	2,6	3,3	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	6,2	479,4		
		Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	14,4	0,6	...	0,1	...	0,5	4,8	—	4,8	
			Obligations accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	...	27,0
			Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	1,1	0,2	10,7	2,4	...	...	14,5
			Autres emprunts à moyen et long terme .....	...	5,0	...	...	...	...	...	0,7	...	57,8	...	63,4
			Divers	2,1	0,5	2,2	...	...	...	...	...	...	0,3	2,3	7,3
		Total ...	16,5	6,1	2,2	0,1	...	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	2,3	117,0		
		Sécurité sociale (6)	Réserves de sécurité sociale	13,7	—	—	—	—	13,7	
			Obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	...	...	0,1	...	...	0,3
			Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,7	0,6	1,3	9,0	...	1,6	13,2
			Divers	13,2	...	1,1	3,6	...	...	...	...	0,1	...	2,9	21,0
		Total ...	26,9	...	1,1	...	4,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	4,5	48,2		
		Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	0,1	0,1	
			Acceptations et effets commerciaux .....	...	...	...	...	...	...	12,9	...	1,0	1,7	1,5	17,1
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	...	...	...	...	...	...	4,1	...	0,2	...	...	4,3
			Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	...	...	...	...	...	...	129,2	...	...	...	...	129,2
			Obligations	7,8	...	0,9	...	...	...	0,7	0,9	0,3	3,7	0,2	14,5
			Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	...	...	11,5	...	...	...	8,7	...	...	...	...	20,2
			Divers .....	...	0,9	7,4	...	...	...	...	...	0,8	0,2	...	9,3
			(Actions et parts)	(0,2)	(0,4)	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(—)	(...)	(3,2)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	273,4	3,0	3,6	11,2	0,6	—	—	—	3,5	1,8	0,3	...	297,5
	Argent à très court terme	—	...	—	1,5	1,2	2,7
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	—	66,2
	Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1
	Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6
	Dépôts à terme des résidents	29,5	—	—	...	—	—	—	—	—	...	—	—	29,5
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	15,5	—	—	—	—	—	15,5
Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	...	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	11,4
Divers	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	10,9	11,2
(Actions et parts)	(9,2)	...	(0,2)	...	...	...	(0,7)	...	...	(0,1)	...	...	(10,2)
Total ...	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	10,9	474,7	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	7,4	—	—	—	—	—	7,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	...	...	...	0,4
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	0,1	10,6
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,8	...	...	0,2	2,3	...	—	...	0,6	0,2	...	7,0
	Dépôts sur livrets	148,1	...	—	0,1	0,2	...	—	...	...	...	...	148,4
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	...	3,5	...	—	...	0,1	...	0,2	6,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,6	...	...	...	...	...	—	...	0,4	...	...	12,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	2,7	9,5
	(Actions et parts)	(1,6)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,6)
Total ...	171,1	1,0	...	0,8	6,0	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	2,9	183,6	
Org. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3	
	Réserves mathématiques	155,1	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	169,5	
	Divers	2,7	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	2,0	5,1
	Total ...	180,1	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	2,0	196,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	2,7	...	...	0,2	...	0,2	—	...	...	...	...	3,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,7
	Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	7,0
	Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	0,3	—	0,5	0,9	...	...	8,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	119,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4	28,0
	Divers	3,5	...	11,6	0,1	...	2,5	0,4	4,1	22,2
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
Total ...	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	5,8	190,7	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		— 4,2	— 2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	—	22,8
	(13) = (1) à (12)	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	42,0	2.416,1

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIXe année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLIIe année, vol. I, n° 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIIIe année, vol. I, n° 3, mars 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	9,1	0,2	—	—	—	56,4	—	4,3	—	4,7	3,4	69,0		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	14,7	—	—	—	—	54,7	—	1,0	—	1,0	—	65,8		
	Obligations	10,7	0,1	—	—	0,3	—	—	1,0	17,5	—	—	33,2		
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	1,8	0,1	20,1	—	—	117,8	37,5	110,9	—	277,4		
	Divers	—	1,6	—	—	—	—	—	0,7	4,8	—	—	29,7		
	(Actions et parts)	(203,1)	(1,0)	(...)	(...)	(...)	(0,7)	(—)	(0,9)	(4,6)	(—)	(...)	(...)	(210,3)	
Total ...	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	—	111,1	—	124,9	59,8	117,3	3,4	475,1		
Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	0,5		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	—	—	0,2	1,2	0,2	—	0,1	—	2,2		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	0,1	—	—	0,4	0,1	—	—	—	—	0,6		
	Obligations accessibles à tout placeur	15,4	0,4	—	—	0,1	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	31,8		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,3	—	0,1	—	2,0	2,4	—	1,0	5,3	0,4	11,5		
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	0,1	—	0,6	—	—	—	0,2	10,0	—	10,8	
Divers	8,2	—	5,2	0,2	—	1,8	—	—	—	—	—	0,3	15,7		
(Actions et parts)	(0,9)	—	(15,0)	(6,0)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(23,9)		
Total ...	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	0,3	73,2		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	3,8	—	—	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Certificats à court terme	—	0,9	—	0,2	—	14,3	39,6	2,7	4,3	—	3,4	76,8		
	Obligations accessibles à tout placeur	125,6	2,5	—	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	7,8	279,5		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	19,0	60,7	—	3,0	2,2	0,7	86,2		
	Divers	—	0,6	—	—	1,9	—	—	—	—	0,3	—	3,1		
Total ...	129,4	4,0	—	3,2	4,6	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	8,7	499,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	6,5	—	—	—	—	—	6,5		
	Obligations accessibles à tout placeur	16,7	0,6	—	0,1	—	0,5	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	30,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	1,4	0,2	—	11,6	2,4	—	15,6		
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	5,4	—	—	—	—	—	—	0,8	—	62,4	68,6		
Divers	2,2	0,5	3,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	2,7	8,9		
Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	—	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	2,8	130,2		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7		
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	0,8	—	—	10,1	—	15,0		
	Divers	17,1	—	1,5	—	4,0	—	—	—	—	0,8	—	27,2		
Total ...	32,8	—	1,5	—	4,4	0,2	0,8	—	—	1,3	11,0	—	58,2		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	1,5	—	—	—	—	1,5		
	Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	16,4	—	1,1	—	2,1	21,7		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	6,6	—	0,2	—	—	6,8		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	135,7	—	—	—	—	135,7		
	Obligations	8,7	—	0,8	—	—	—	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	15,9		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	8,3	—	—	—	12,2	—	—	—	—	20,5		
	Divers	—	0,9	7,6	—	—	—	—	—	—	1,0	0,2	9,7		
	(Actions et parts)	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(3,3)	
Total ...	8,7	0,9	16,7	—	—	—	172,0	2,2	2,6	4,5	3,7	0,2	200,8		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	293,9	3,1	3,7	12,1	1,0	—	...	2,4	2,1	0,3	...	318,6	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,5	1,5	...	0,1	...	...	4,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	76,6	—	—	—	—	0,1	76,6	
	Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4	
	Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0	
	Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	...	—	—	—	—	...	—	—	35,4	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	14,3	0,1	—	—	...	14,3	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,3	...	0,2	...	...	—	—	—	...	0,1	...	11,4
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	11,4	11,7
	(Actions et parts)	(10,7)	...	(0,2)	...	...	—	—	...	...	(0,1)	...	(11,6)
Total ...	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	11,4	518,6	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	4,7	—	0,8	—	0,4	...	5,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	...	...	...	...	2,8
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	4,7	—	0,8	...	0,4	...	8,7
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	4,3	...	...	0,1	2,0	...	—	...	0,4	0,1	...	6,9
	Dépôts sur livrets	165,4	...	—	0,3	0,1	...	—	...	...	...	...	165,8
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	0,1	3,3	...	—	...	0,1	...	0,5	6,3	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	...	...	...	...	...	—	0,1	0,5	...	...	13,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	0,6	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	4,8	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	3,5	8,5
	(Actions et parts)	(2,0)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(2,0)
Total ...	189,2	1,0	...	0,4	5,4	...	0,1	...	0,2	1,0	0,1	4,0	201,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4	
	Réserves mathématiques	167,0	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	182,2	
	Divers	3,8	...	0,3	...	0,1	...	...	...	...	...	2,2	6,5
	Total ...	195,2	...	0,3	...	0,1	15,2	2,2	213,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,2	...	...	0,1	...	0,2	—	...	...	...	...	3,5
	Argent à très court terme	—	...	—	0,5	...	1,1	0,2	...	0,3	...	0,6	2,6	
	Dépôts sur livrets	8,0	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	8,0
	Dépôts à terme	2,5	0,7	...	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,1	...	12,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	0,2	—	1,5	...	0,2	...	1,9
	Obligations accessibles à tout placeur	85,6	0,3	...	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	21,7	0,7	132,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,9	3,3	0,8	...	4,0	19,1	...	29,8
	Divers	3,9	...	12,2	...	...	2,5	...	...	0,4	...	0,1	4,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)
	Total ...	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	7,1	214,2
Secteurs indéfinis et ajustements (12)		—	2,7	3,2	...	1,2	—	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	—	30,8
	Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	48,2	2.634,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assurance-vie et accid. du travail fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indét.-minés et ajustements (12)												
		(13) = (1) à (12)												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+20,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	+ 21,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 1,0	+0,3	...	+ 0,1	...	+ 0,1	...	+ 10,4
	Dépôts en devises des résidents	- 0,7	—	—	—	—	+10,4	—	—	—	—	—	—	- 0,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,4
	Dépôts à terme des résidents	+ 5,9	—	—	...	...	—	—	—	—	...	...	...	+ 5,9
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	-1,2	+ 0,1	—	...	...	...	- 1,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	...	...	...	...	—	—	...	+ 0,1	...	...	...	...
	Divers	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6	+ 0,6
	(Actions et parts)	(+ 0,9)	...	(...)	...	...	...	(...)	...	...	(...)	...	...	(+ 0,9)
	Total ...	+32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+11,4	-0,9	+ 0,1	- 1,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 44,0
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
		Certificats à court terme	—	—	—	...	...	...	—	+ 0,8	—	+ 0,3	—	- 1,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	- 0,4
Divers		—	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	...	-3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	...	- 1,9	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	- 0,1	- 0,3	—	—	...	—	- 0,2	...	...	- 0,1
	Dépôts sur livrets	+17,3	...	—	+ 0,2	- 0,1	—	—	...	—	...	...	...	+ 17,5
	Dépôts à terme	...	...	...	+ 0,1	- 0,2	—	—	...	—	...	...	+ 0,2	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,3	...	...	...	...	—	—	...	—	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 1,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	- 1,1	...	...	- 0,5	...	- 0,2	...	...	...	...	...	+ 0,7	- 1,1
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,4)
Total ...	+18,1	...	...	- 0,3	- 0,6	- 0,2	...	...	...	- 0,1	...	+ 1,1	+ 17,9	
Organ. d'assurance-vie et accid. du travail fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1
	Réserves mathématiques	+11,9	—	—	—	—	+ 0,8*	—	—	—	—	—	—	+ 12,7
	Divers	+ 1,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 1,5
	Total ...	+15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 0,8	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	...	...	- 0,1	...	...	—	...	—	...	...	...	+ 0,4
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,5	...	+ 1,1	...	...	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	+ 1,9
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,1
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,2	...	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,3	+0,2	—	- 0,4	+ 0,2	...	...	+ 3,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	+0,1	—	+ 0,7	...	...	...	+ 0,8
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	...	...	...	+ 1,4	...	+1,6	...	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,5	...	+ 12,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	+ 0,1	- 0,2	+0,1	...	+ 0,3	+ 1,2	...	+ 0,3	+ 1,9
	Divers	+ 0,3	...	+ 0,6	- 0,1	...	...	...	—	...	...	+ 0,1	+ 0,7	+ 1,6
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
Total ...	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 1,2	+1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 1,2	+ 23,5	
Secteurs indét.-minés et ajustements (12)		—	+ 0,5	...	...	+ 0,1	- 3,5	+0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	—	+ 2,7
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances		+99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+15,5	+45,1	- 1,8	+18,3	+13,4	+23,6	+ 1,0	+226,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	51,5	.....	96,7	—	114,3	54,9	106,0	371,9	5,0	428,5
2. Paraétatiques d'exploitation	22,7	0,7	6,5	0,4	.....	30,3	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	30,7	0,7	69,0
3. Etat (Trésor)	122,5	3,7	—	2,6	3,3	132,1	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	288,8	6,2	479,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,2	0,1	.....	24,9	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	88,3	2,3	117,0
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	11,1	4,5	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	218,5	12,2	11,5	3,2	25,7	271,1	61,5	288,8	9,8	174,3	127,1	190,8	790,8	18,7	1.142,1
7. Etranger	7,8	0,9	19,8	.....	.....	28,5	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	164,7	1,5	194,7
8. Organismes monétaires	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	22,3	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,1	1,0	...	0,8	6,0	178,9	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	1,5	2,9	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	180,1	...	0,2	...	0,1	180,4	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	196,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	113,1	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	5,8	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	800,0	4,7	18,4	15,3	10,5	848,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,6	1,0	97,2	21,7	1.056,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	18,2	—	22,8
15. Total des créances	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	1.149,2	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	1.070,7	42,0	2.416,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 593,6	— 49,0	— 428,3	— 98,4	— 10,8	+ 7,1	— 40,5	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 20,6	+ 4,2	+ 14,2	+ 19,2	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	58,7	.....	111,1	—	124,9	59,8	117,3	413,1	3,4	475,1
2. Paraétatiques d'exploitation	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	30,6	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	33,4	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,2	4,6	141,2	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	305,2	8,7	499,4
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	.....	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	97,0	2,8	130,2
5. Sécurité sociale	32,8	...	1,5	...	4,4	38,7	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	13,1	6,1	58,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	239,8	13,1	11,6	3,8	29,5	297,8	55,2	317,2	7,9	188,0	135,8	212,9	861,8	21,3	1.236,1
7. Etranger	8,7	0,9	16,7	.....	.....	26,3	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,9
8. Organismes monétaires	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	407,2	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	21,0	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	...	0,4	5,4	196,0	.....	0,1	...	0,2	1,0	0,1	1,4	4,0	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,2	...	0,3	...	0,1	195,6	15,2	...	...	...	...	...	...	2,2	213,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	127,7	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	72,2	7,1	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,6	5,0	19,2	16,9	13,6	929,3	101,6	33,9	0,3	19,4	45,1	1,8	100,5	24,7	1.156,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	3,2	...	1,2	7,1	.....	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	23,7	—	30,8
15. Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	1.260,5	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	1.169,4	48,2	2.634,9
16. Solde des créances et des dettes	+ 648,0	— 51,5	— 448,7	— 109,5	— 13,9	+ 24,4	— 55,1	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	— 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 17,4	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publ'cs de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	.....	+ 2,4	+ 7,3	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	+ 41,0	— 1,6	+ 55,6
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,5	— 0,1	— 1,2	.....	.....	+ 0,2	+ 1,5	— 0,5	— 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,8	— 0,4	+ 4,2
3. Etat (Trésor)	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 8,9	— 4,8	+ 12,3	— 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 16,4	+ 0,6	+ 21,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	.....	.....	+ 3,8	+ 0,2	+ 2,0	— 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 8,8	+ 0,5	+ 13,3
5. Sécurité sociale	+ 5,9	...	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 6,4	...	+ 0,2	...	...	+ 1,8	...	+ 2,0	+ 1,6	+ 10,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,4	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,5	+ 3,7	+ 26,6	+ 5,8	+ 28,3	— 1,9	+ 13,7	+ 8,7	+ 22,2	+ 71,0	+ 0,7	+ 104,3
7. Etranger	+ 3,4	.....	+ 0,5	.....	.....	+ 3,9	—	+ 18,2	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 18,7	— 2,8	+ 19,8
8. Organismes monétaires	+ 32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+ 33,4	+ 11,4	— 0,9	+ 0,1	— 1,0	+ 0,4	+ 0,1	— 1,3	+ 0,6	+ 44,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	— 3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	— 1,9	...	— 1,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 18,1	...	...	— 0,3	— 0,6	+ 17,2	— 0,2	.....	...	...	— 0,1	...	— 0,1	+ 1,1	+ 17,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 15,2	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 14,5	+ 1,2	+ 1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 6,5	+ 1,2	+ 23,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 74,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 3,0	+ 80,3	+ 13,2	— 2,0	+ 0,1	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,8	+ 3,2	+ 3,2	+ 99,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,5	...	...	+ 0,1	+ 0,6	— 3,5	+ 0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	+ 5,6	—	+ 2,7
15. Total des créances	+ 99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+ 111,5	+ 15,5	+ 45,1	— 1,8	+ 18,3	+ 13,4	+ 23,6	+ 98,6	+ 1,0	+ 226,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 43,8	— 2,5	— 19,8	— 11,2	— 3,1	+ 7,2	— 4,3	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,4	— 2,9	+ 0,1	— 1,2	— 1,7	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
1961 Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	4,2	54,6	69,7	3,4	6,3	- 8,4	- 7,2
1961 Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	6,1	61,2	75,2	5,2	6,8	- 8,6	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2
1962 Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
1962 Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
1962 Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
1963 Juin ⁵	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
1964 Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
1964 Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
1964 Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
1964 Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
1964 Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
1964 Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
1965 Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
1965 Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
1965 Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
1966 Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
1966 Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
1966 Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,5	97,6	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
1967 Juin	347,6	98,9	7,5	...	454,0	93,0	207,9	11,1	140,4	159,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
1967 Septembre	343,5	105,7	6,9	...	456,1	91,2	214,3	11,4	145,6	158,7	3,8	18,8	-13,1	-15,9
1967 Décembre	351,2	107,9	8,4	...	467,5	97,9	206,9	13,8	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,1

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur vaudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	
2. F.M.I. — Participation	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	...	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...
b) effets commerciaux	2,5	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,8	
c) avances .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,8	53,6	54,3	53,7	51,3	
TOTAL DE L'ACTIF ...	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	p 4,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	p 2,6
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	143,8	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	p 170,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,7	56,8	p 54,4
TOTAL DU PASSIF ...	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	76,4	76,3	76,2	76,2	76,2	76,2	76,1	76,2	76,2	76,2	76,0	75,9	75,8	75,7	75,6	75,5	74,0	73,0	72,7	70,9	
2. F.M.I. — Participation	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	15,3	15,2	15,2	15,1	15,3	15,2	14,2	14,7	14,5	16,1	16,2	
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,1	6,1	5,9	6,1	7,6	6,3	5,0	6,9	6,9	6,2	6,8	6,9	3,3	2,7	3,9	...	8,0	6,1	5,0	5,3	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	21,4	20,0	21,8	21,6	21,4	22,3	20,8	21,3	22,4	26,0	29,9	31,7	34,0	34,9	35,4	36,7	36,1	35,4	33,1	36,6	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,7	0,2	...	...	...	0,1	0,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	124,1	122,6	124,1	124,1	125,4	125,0	122,1	124,8	126,0	125,9	129,9	131,7	130,2	130,7	132,3	131,4	137,8	134,0	132,1	134,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics	0,1	0,6	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,5	1,1	...	...	0,6	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	10,0	10,0	9,9	10,0	9,6	7,1	9,9	9,9	9,8	9,9	10,0	7,5	7,6	8,8	2,8	5,8	2,7	0,2	3,6	6,3	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	...	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	...	1,7	1,0	0,6	4,0	0,3	...	0,8	0,4	...	0,2	1,0	...	...	...	...	0,8	...	0,2	...
b) effets commerciaux	2,4	3,1	2,3	2,5	3,9	3,0	3,1	2,3	2,5	2,0	2,4	2,8	2,4	2,4	2,7	2,9	5,0	4,3	3,2	2,8	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	3,0	0,7	0,6	0,4	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,5	0,8	0,2	0,1	...	...	...	...	...	1,1	1,4	2,5	2,5	2,0	2,1	1,6	0,3	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	35,4	35,6	39,0	39,2	38,4	38,4	36,0	36,8	37,0	45,3	53,6	51,6	52,9	54,3	54,9	56,0	53,7	52,7	50,4	51,3	
TOTAL DE L'ACTIF ...	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,4	232,3	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	0,6	0,4	0,5
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,5	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	0,7	0,9	0,8	0,6	0,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	3,5	3,3	3,6	3,6	3,5	3,7	3,6	3,5	3,5	3,8	3,8	4,0	4,1	3,6	3,8	4,0	4,0	4,1	4,0	p 4,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	p 2,6
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	170,3	170,0	169,2	167,0	171,8	165,9	165,4	166,5	168,9	170,1	176,0	174,7	171,2	172,4	169,5	168,1	173,6	168,1	168,8	p 170,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,2	38,5	41,6	42,5	41,0	41,2	38,8	39,0	39,9	46,7	54,2	55,0	56,8	58,7	58,1	62,1	56,8	55,7	53,6	p 54,4
TOTAL DU PASSIF ...	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,4	232,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	40,0	41,2	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,2	0,1	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8
b) effets commerciaux	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2
c) avances	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	5,0	5,2	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescotte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0	0,7	0,4	0,4
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0	0,7	0,4	0,4
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,6	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	33,2	34,5	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	39,0	41,7	40,3	40,2
b) détenue par les pouvoirs publics	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2
TOTAL DU PASSIF ...	55,3	56,9	54,7	52,0	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963 ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. 1, no 1, janvier 1967.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-63	30-6-63 (e)	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1
b) en francs belges ²	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3
7. Ajustement statistique	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,5	2,5	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2
b) sur les organismes publics	0,8	0,5	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6
c) sur les banques de dépôts	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	19,1	22,1	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	27,3	26,7	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,5
— autres	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,2
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	2,5
— autres	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	3,5	4,9	3,8	3,3	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9
b) effets commerciaux	32,2	32,9	32,8	34,4	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6
c) avances	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2
— autres	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1
— autres	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0
D. Autres	29,7	32,5	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	51,8	60,5	55,4	54,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-63	30-6-63 (c)	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3
b) en francs belges ^{2 3}	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,7
4. Ajustement statistique	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2
c) envers les banques de dépôts	4,3	4,1	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,7
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2
— dépôts en devises	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,0	48,0	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	72,7	74,7
TOTAL DU PASSIF ...	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 s	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	XIII-1
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	
2. F.M.I. — Participation	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	
3. Obligations	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	
b) en francs belges ³	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	
7. Ajustement statistique	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	
b) sur les organismes publics	0,9	0,6	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	
c) sur les banques de dépôts	4,5	4,7	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	67,9	73,2	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	85,7	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	35,1	34,5	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	(7)
— autres	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,2	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,8	(8)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8	2,8	(8)
— autres	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	3,8	5,0	3,9	3,8	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	(9)
b) effets commerciaux	35,4	36,1	35,8	36,4	41,8	41,9	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	(9)
c) avances	35,2	37,6	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	(9)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,7	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2	(14)
— autres	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,4	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	—	—	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	0,3	...	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	(12)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	(12)
— autres	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	(12)
D. Autres	62,9	71,1	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	92,3	117,7	113,9	112,0	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	

1 Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».

5 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

6 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-63	30-6-63 (e)	30-9-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	
b) en francs belges ^{1 2}	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,6	27,0	29,2	30,8	
4. Ajustement statistique	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,0	111,7	115,1	120,3	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,4	0,3	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	7,2	4,8	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	106,4	110,8	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,1	149,3	148,4	153,7	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,7	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	
— dépôts en devises	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	76,5	82,9	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	132,4	131,7	
TOTAL DU PASSIF ...	457,4	481,3	479,1	485,8	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

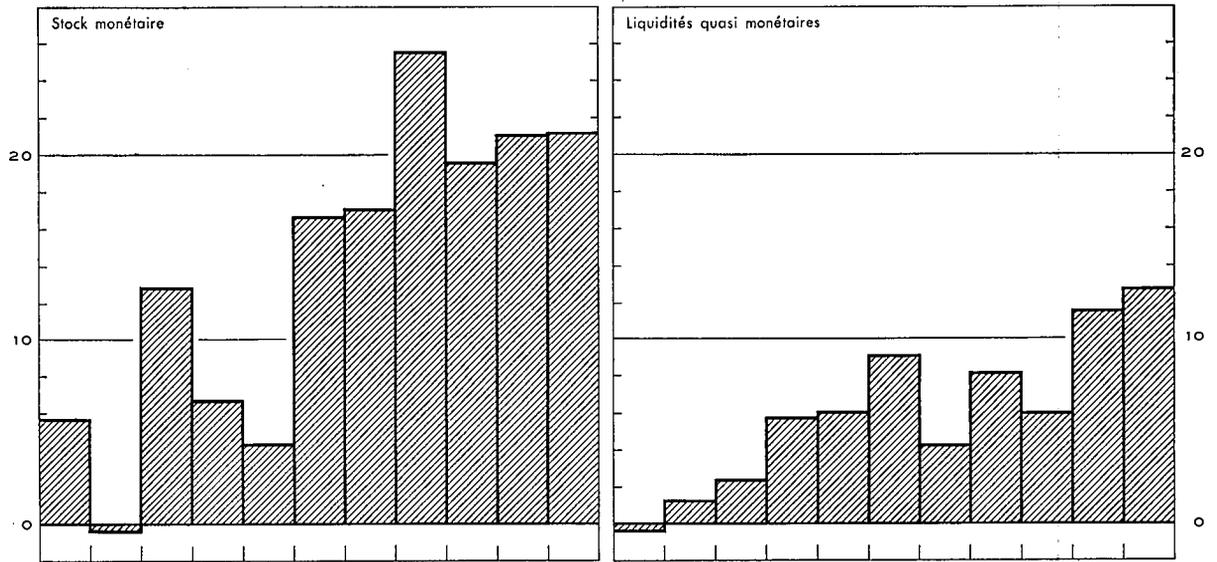
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. 1, n° 1, janvier 1967.

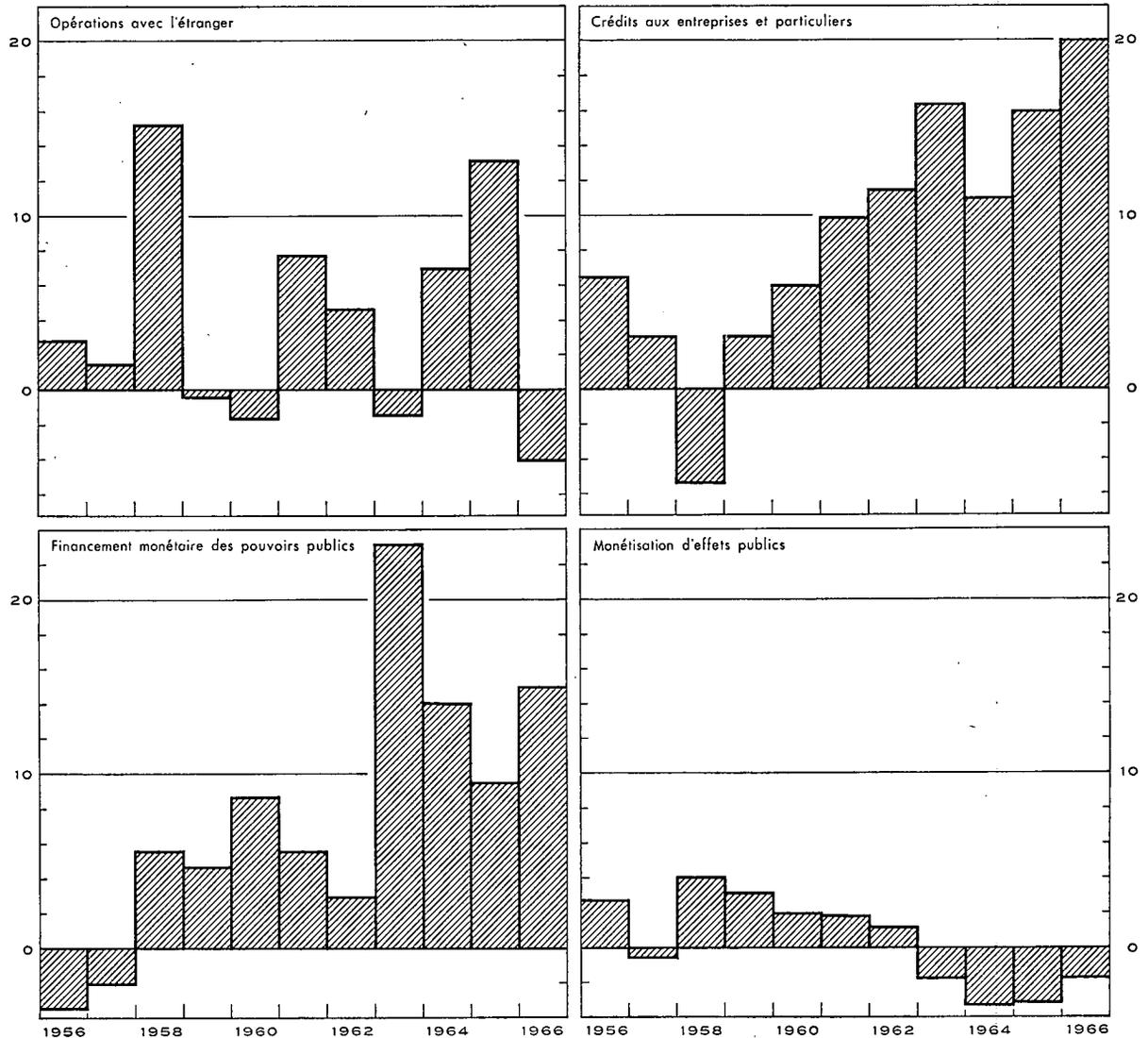
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 3	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,3	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 4,0
2 ^e trimestre	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 2,9	+ 0,7	+ 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	- 1,6
4 ^e trimestre	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,1	+ 7,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,3
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 16,4	- 0,1	+ 1,3	+ 23,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,4	- 0,4	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 1,5	+ 3,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 4,9	+ 4,5	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,0	+ 9,0	- 4,0	+ 5,0	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 7,9	+ 3,9	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 6,2	+ 2,1	+ 3,0	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 1,1	+ 0,7	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,3
4 ^e trimestre	+ 7,7	+ 3,7	+ 11,4	+ 4,4	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 7,7	+ 3,9	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,7
Total ...	+11,7	+21,6	+ 33,3	+17,9	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	- 3,6	+ 4,6	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,0

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶ (e)	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Janvier	7,2	169,6	172,8	13,3	0,3	41,7	96,9	138,9	152,2	325,0	53,2
Février	7,2	169,0	172,2	12,5	0,3	39,8	95,7	135,8	148,3	320,5	53,7
Mars	7,2	170,0	173,3	14,1	0,3	38,6	100,2	139,1	153,2	326,5	53,1
Avril	7,2	172,4	175,8	15,3	0,3	42,7	99,8	142,8	158,1	333,9	52,6
Mai	7,2	173,9	177,0	14,0	0,4	40,5	103,3	144,2	158,2	335,2	52,8
Juin	7,2	179,7	182,9	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,6	52,6
Juillet	7,3	178,7	181,7	11,7	0,3	43,1	102,7	146,1	157,8	339,5	53,5
Août	7,3	175,2	178,2	13,2	0,3	41,2	104,6	146,1	159,3	337,5	52,8
Septembre	7,3	176,0	179,3	15,8	0,3	39,9	108,2	148,4	164,2	343,5	52,2
Octobre	6,9	173,3	176,0	13,6	0,4	42,9	105,9	149,2	162,8	338,8	51,9
Novembre	6,9	172,1	174,6	15,3	0,3	41,0	110,7	152,0	167,3	341,9	51,1
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,4	39,8	113,5	153,7	171,1	351,2	51,3
1968 Janvier	6,9	172,2	174,5	14,9	0,3	44,6	107,6	152,5	167,4	341,9	51,0
Février	6,9	172,8	175,1	15,7	0,3	40,9	106,8	148,0	163,7	338,8	51,7

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (6) - (7) - (8) - (9)	(11)	(12)	
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9
1959 Année	72,3 ⁶⁷	- 1,6	70,7 ⁶⁷	- 6,1 ⁶⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁶⁷	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁸	77,8 ⁸	+12,2	-10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre .	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. . (e)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série 9</i>												
2 ^e trimestre .	98,6	-15,4	83,2									
3 ^e trimestre .	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre .	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre .	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre .	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,4	+ 1,9	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 5,0	+ 0,9	+ 2,8
2 ^e trimestre .	129,3	-36,3	93,0	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre .	130,0	-38,8	91,2	+ 0,7	- 2,6	- 1,9	- 2,8	+ 0,3	- 2,4	+ 3,0	p+ 2,8	p+ 0,9
4 ^e trimestre .	136,9	-39,0	97,9	+ 6,9	- 0,2	+ 6,7	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 4,4	p- 0,5	p+ 6,2
				+12,4	- 3,5	+ 8,9	- 6,2	- 0,1	- 2,7	+17,9	p+ 1,6	p+10,5

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)			Crédits de caisse 4	Autres (9)		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10)		
1963 Juin ⁵	6,1	5,9	9,8	8,7	55,1	85,6	12,9	5,4	1,4	19,7	105,3
Septembre	7,0	6,1	10,3	8,6	56,7	88,7	12,3	5,5	1,9	19,7	108,4
Décembre	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8

1 Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

2 Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

3 Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

4 Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

5 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDIT D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2	
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		
A. Crédits aux entreprises et particuliers													
1963	Sepembre ...	9,1	39,9	39,7	88,7	5,7	5,6	11,3	3,4	34,3	39,7	77,4	—
	Décembre ...	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—
1964	Mars	9,9	46,1	43,5	99,5	6,9	7,9	14,8	3,0	38,2	43,5	84,7	—
	Juin	10,3	47,8	44,8	102,9	7,5	7,8	15,3	2,8	40,0	44,8	87,6	—
	Sepembre ...	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
	Décembre ...	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965	Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
	Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
	Sepembre ...	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
	Décembre ...	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966	Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
	Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
	Sepembre ...	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
	Décembre 3 ..	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967	Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
	Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
	Sepembre 3 ...	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
	Décembre 3 ...	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
B. Crédits à l'étranger													
1963	Sepembre ...	9,4	4,8	5,5	19,7	6,7	1,8	8,5	2,7	3,0	5,5	11,2	—
	Décembre ...	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—
1964	Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	7,1	1,7	8,8	2,5	3,5	4,3	10,3	—
	Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	7,4	1,8	9,2	3,0	3,1	4,3	10,4	—
	Sepembre ...	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
	Décembre ...	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965	Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
	Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
	Sepembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
	Décembre ...	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966	Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
	Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
	Sepembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
	Décembre 3 ..	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967	Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
	Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
	Sepembre 3 ...	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
	Décembre 3 ...	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
C. Total													
1963	Sepembre ...	18,5	44,7	45,2	108,4	12,4	7,4	19,8	6,1	37,3	45,2	88,6	—
	Décembre ...	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—
1964	Mars	19,5	51,3	47,8	118,6	14,0	9,6	23,6	5,5	41,7	47,8	95,0	—
	Juin	20,7	52,7	49,1	122,5	14,9	9,6	24,5	5,8	43,1	49,1	98,0	—
	Sepembre ...	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
	Décembre ...	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965	Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
	Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
	Sepembre ...	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
	Décembre ...	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966	Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
	Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
	Sepembre ...	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
	Décembre 3 ..	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967	Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
	Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
	Sepembre 3 ...	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
	Décembre 3 ...	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescampte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. - - Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accepta- tions bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accepta- tions bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1963 Septembre	1,0	...	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	1,5	...	2,0
1963 Décembre	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964 Mars	1,8	...	1,8	...	1,2	1,2	...	3,0	...	3,0
1964 Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,9	2,8	0,9	3,3	...	4,2
1964 Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
1964 Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
1965 Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
1965 Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
1965 Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
1966 Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
1966 Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
1966 Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
1967 Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
1967 Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
1967 Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
B. Crédits à l'étranger										
1963 Septembre .....	...	...	...	3,7	0,1	3,8	3,7	0,1	...	3,8
1963 Décembre .....	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964 Mars .....	...	...	...	3,0	...	3,0	3,0	...	...	3,0
1964 Juin .....	...	...	...	4,5	0,2	4,7	4,5	0,2	...	4,7
1964 Septembre .....	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
1964 Décembre .....	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars .....	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
1965 Juin .....	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
1965 Septembre .....	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
1965 Décembre .....	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars .....	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
1966 Juin .....	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
1966 Septembre .....	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
1966 Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars .....	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
1967 Juin .....	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
1967 Septembre ¹ .....	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
1967 Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
C. Total										
1963 Septembre	1,0	...	1,0	4,2	0,6	4,8	4,2	1,6	...	5,8
1963 Décembre	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964 Mars	1,8	...	1,8	3,0	1,2	4,2	3,0	3,0	...	6,0
1964 Juin	1,4	...	1,4	5,4	2,1	7,5	5,4	3,5	...	8,9
1964 Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
1964 Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
1965 Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
1965 Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
1965 Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
1966 Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
1966 Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
1966 Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
1967 Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
1967 Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
1967 Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)	
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		
A. Crédits aux entreprises et particuliers													
1963	Septembre	9,1	40,9	39,7	89,7	5,2	4,6	9,8	3,9	36,3	39,7	79,9	—
	Décembre	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	3,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—
1964	Mars	9,9	47,9	43,5	101,3	6,8	6,1	12,9	3,1	41,8	43,5	88,4	—
	Juin	10,3	49,2	44,8	104,3	6,6	5,5	12,1	3,7	43,7	44,8	92,2	—
	Septembre	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	46,9	94,3	—
	Décembre	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965	Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
	Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
	Septembre	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
	Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966	Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
	Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
	Septembre	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
	Décembre 4	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
	Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
	Septembre 4	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
	Décembre 4	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,1
B. Crédits à l'étranger													
1963	Septembre	9,4	4,8	5,5	19,7	2,9	1,7	4,6	6,5	3,1	5,5	15,1	—
	Décembre	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—
1964	Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	3,9	1,7	5,6	5,7	3,5	4,3	13,5	—
	Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	2,9	1,6	4,5	7,5	3,3	4,3	15,1	—
	Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	4,7	16,1	—
	Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	—
1965	Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
	Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
	Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
	Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966	Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
	Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
	Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
	Décembre 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967	Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
	Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
	Septembre 4	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
	Décembre 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
C. Total													
1963	Septembre	18,5	45,7	45,2	109,4	8,1	6,3	14,4	10,4	39,4	45,2	95,0	—
	Décembre	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—
1964	Mars	19,5	53,1	47,8	120,4	10,7	7,8	18,5	8,8	45,3	47,8	101,9	—
	Juin	20,7	54,1	49,1	123,9	9,5	7,1	16,6	11,2	47,0	49,1	107,3	—
	Septembre	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	46,2	51,6	110,4	—
	Décembre	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	—
1965	Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
	Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
	Septembre	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
	Décembre	27,0	61,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966	Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
	Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
	Septembre	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
	Décembre 4	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967	Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
	Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
	Septembre 4	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
	Décembre 4	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,2

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescampte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mo's et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. - Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963
Monnaies étrangères	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	3.509	413	251	118	62	7	—	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736
— Prêts	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	6	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521
Effets de commerce	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834
Avances sur nantissement	51	74	3.022	1.655	625	34	338	345
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650
Monnaies divisionnaires et d'appoint	617	490	326	247	397	455	302	320
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672
PASSIF								
Billets en circulation	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482
Comptes courants :								
Trésor public								
compte ordinaire ...	24	1	5	3	5	18	12	2
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	185	25	27	17	12	14	13	10
compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	...	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	308	445	387	309	329	394	390	316
Comptes courants divers	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	249	200	185	126	161	262	128	271
b) autres accords	263	365	413	333	383	217	325	326
<i>Total des engagements à vue ...</i>	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	1.253	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218
Caisse de Pensions du Personnel	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329
Divers	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077
	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672

N. P. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1967 9 janvier	1968 8 janvier	1967 6 février	1968 5 février	1967 6 mars	1968 4 mars	1967 10 avril	1968 8 avril
ACTIF								
Encaisse en or	76.179	73.945	76.141	72.983	76.215	72.711	76.250	72.537
Monnaies étrangères	25.012	35.581	21.874	34.431	22.345	33.309	23.458	34.671
Monnaies étrangères et or à recevoir	11.345	12.412	10.613	11.773	10.172	11.937	10.953	12.031
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	3.000	1.500	3.000	1.500	3.000	1.500	3.000
Accords internationaux :								
Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations	15.189	14.651	15.189	14.526	15.190	16.157	15.190	16.374
— Prêts ¹	3.375	1.875	3.375	1.875	3.375	1.875	3.375	1.875
c) autres accords .....	...	...	25	75	84	194	178	92
Débiteurs pour change et or, à terme ...	24.777	35.455	21.140	33.787	21.654	32.856	22.978	34.216
Effets de commerce	7.730	9.034	12.424	7.241	9.769	7.356	5.951	6.404
Avances sur nantissement	17	32	1.798	40	27	61	23	46
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	9.875	3.700	3.800	5.275	7.525	5.325	9.775	6.250
Monnaies divisionnaires et d'appoint	280	348	344	424	376	472	374	489
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	1	1	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.197	3.367	3.367	3.514	3.367	3.515	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.788	1.909	1.909	1.999	1.909	1.999	1.909	1.999
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.998	2.250	2.108	2.408	2.129	2.440	2.127	2.440
Divers	2.917	3.086	1.323	1.083	1.507	1.237	1.638	1.469
Compte d'ordre :	219.181	234.646	210.932	228.435	211.146	228.445	213.047	231.408
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.350	1.620	1.239	1.658	1.093	1.512	900	1.327
PASSIF								
Billets en circulation	172.554	174.796	170.348	173.188	170.210	173.965	169.966	175.157
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	3	1	...	15	3	1	10	7
{ taxe exceptionnelle								
{ de conjonct. (Loi								
{ du 12-3-1957) ...	13	10	13	10	13	10	13	9
Banques à l'étranger : comptes ordin.	398	302	343	330	363	355	351	376
Comptes courants divers	743	1.689	939	1.187	900	1.073	768	1.083
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	148	221	105	251	133	145	144	162
b) autres accords	246	237	60	164	60	180	67	168
Total des engagements à vue ...	174.105	177.256	171.808	175.145	171.682	175.729	171.319	176.962
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	36.077	48.098	31.748	45.781	31.890	45.008	33.956	46.502
Caisse de Pensions du Personnel	1.998	2.250	2.108	2.408	2.129	2.440	2.127	2.440
Divers	3.804	3.675	1.901	1.586	2.078	1.753	2.278	1.989
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.797	2.967	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115
Compte d'ordre :	219.181	234.646	210.932	228.435	211.146	228.445	213.047	231.408
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	1.350	1.620	1.239	1.658	1.093	1.512	900	1.327

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. P Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	998	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1966 3 ^e trimestre	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
4 ^e trimestre	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 ^{er} trimestre	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
3 ^e trimestre	998	61,4	41,3	88,8	192,4	89,4	192,4	562,9	93
4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
1967 Janvier	995	63,5	41,3	93,4	209,1	101,1	209,1	612,7	94
Février	995	59,4	41,1	80,0	186,3	83,7	186,3	536,3	94
Mars	995	58,1	40,5	84,8	185,3	82,1	185,3	537,4	94
Avril	995	58,2	40,7	87,2	193,3	86,0	193,3	559,8	93
Mai	994	59,5	41,6	90,1	193,5	92,8	193,5	569,9	93
Juin	995	59,5	41,3	91,4	193,3	89,2	193,3	567,2	93
Juillet	996	68,0	41,9	102,8	217,1	103,1	217,1	640,1	93
Août	998	58,7	41,0	83,4	185,4	86,1	185,4	540,2	93
Septembre	1.001	57,6	41,0	80,1	174,6	79,0	174,6	508,3	93
Octobre	1.003	62,0	41,4	92,1	200,6	90,4	200,6	583,7	93
Novembre	1.004	60,6	41,4	89,9	202,4	91,2	202,4	585,8	94
Décembre	1.004	61,5	42,5	93,0	192,5	86,0	192,5	563,9	93
1968 Janvier	1.004	66,0	42,7	101,6	223,8	103,1	223,8	652,3	94
Février	1.004	62,1	42,3	86,8	200,2	92,7	200,2	579,9	94
Mars	1.004	59,4	42,0	89,4	190,2	86,1	190,2	555,8	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 31 janvier	1968 31 janvier	1967 28 février	1968 29 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	1.252	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	9.683	10.493	10.491	10.583	4.703	5.210	4.699	4.981
Prêts au jour le jour	1.650	3.253	4.743	5.559	3.482	3.837	4.227	2.717
Banquiers	22.926	29.786	41.276	49.380	37.284	51.981	40.873	51.144
Maison-mère, succursales et filiales	6.379	3.203	9.235	10.353	8.782	11.935	8.954	11.236
Autres valeurs à recevoir à court terme	9.559	10.746	15.465	16.506	16.050	16.697	14.681	18.902
Portefeuille-effets	84.885	91.587	106.751	118.984	111.001	128.789	105.695	125.271
a) Effets publics	32.375	34.175	39.162	41.099	43.436	45.265	38.913	45.000
b) Effets commerciaux ²	52.510	57.412	67.589	77.885	67.565	83.524	66.782	80.271
Reports et avances sur titres	1.149	1.348	1.245	1.516	1.308	1.433	1.280	1.429
Débiteurs par acceptations	21.292	26.938	28.785	29.484	27.170	28.627	26.818	28.687
Débiteurs divers	50.802	60.186	68.329	82.733	72.937	84.754	73.251	85.414
Portefeuille-titres	74.789	86.447	94.289	110.154	95.199	110.977	95.900	113.364
a) Valeurs de la réserve légale	605	705	789	833	789	833	790	833
b) Fonds publics belges	69.307	80.181	87.264	102.140	88.375	102.040	88.973	103.952
c) Fonds publics étrangers	601	1.354	1.896	2.384	1.739	3.047	1.852	3.504
d) Actions de banques	1.868	1.912	1.904	2.195	1.902	2.336	1.910	2.350
e) Autres titres	2.408	2.295	2.436	2.602	2.394	2.721	2.375	2.725
Divers	3.040	3.184	4.021	5.356	3.420	5.230	3.739	5.416
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	287.406	327.171	384.630	440.608	381.336	449.470	380.117	448.561
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	43	68	56	114	57	115	58	119
Immeubles	2.134	2.714	3.021	3.300	3.045	3.314	3.059	3.330
Participations dans les filiales immobilières	73	260	258	283	258	282	263	279
Créances sur les filiales immobilières	60	89	115	77	115	77	112	79
Matériel et mobilier	341	375	457	455	469	465	484	469
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.651	3.506	3.907	4.229	3.944	4.253	3.976	4.276
Total de l'actif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	385.280	453.723	384.093	452.837

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques

(millions de francs)

1964 31 décembre	10.973	1966 31 décembre	17.328	1967 31 janvier	17.184	1967 28 février	17.669
1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	23.946	1968 31 janvier	22.313	1968 29 février	22.600

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

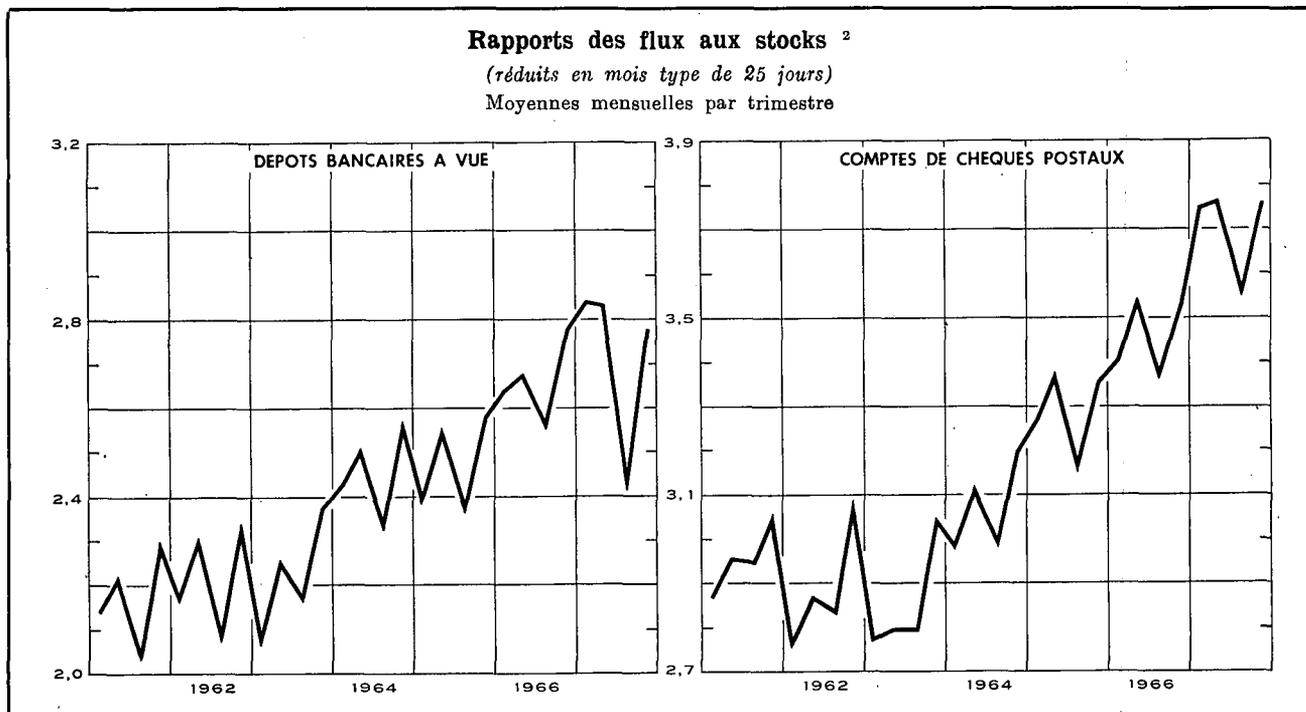
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 31 janvier	1968 31 janvier	1967 28 février	1968 29 février
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	698	589	835	784	2.261	794	503	575
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	431	494	493	250	293	226	264
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	158	341	291	2.011	501	277	311
Emprunts au jour le jour	2.420	3.433	3.365	5.733	6.644	9.267	6.294	6.994
a) Garantis par des sûretés réelles	1.214	815	666	1.354	2.412	3.548	1.609	2.437
b) Non garantis par des sûretés réelles	1.206	2.618	2.699	4.379	4.232	5.719	4.685	4.557
Banquiers	51.301	57.426	79.174	94.222	73.422	100.282	73.691	97.779
Maison-mère, succursales et filiales	7.065	6.062	10.297	9.963	9.440	7.723	8.406	7.667
Acceptations	21.292	26.937	28.786	29.486	27.170	28.627	26.818	28.687
Autres valeurs à payer à court terme	5.287	6.578	8.012	7.891	10.702	11.975	9.169	12.768
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.254	1.413	1.107	1.320	1.223	1.510	1.390	1.526
Dépôts et comptes courants	164.568	189.447	213.093	244.383	210.318	241.911	212.341	244.072
a) A vue	86.118	92.774	98.921	109.385	91.968	104.155	91.399	104.199
b) A un mois au plus	9.034	11.847	15.035	16.778	15.017	15.556	14.701	15.329
c) A plus d'un mois	29.915	38.487	46.034	50.820	47.938	52.136	49.540	53.427
d) A plus d'un an	731	1.106	1.364	4.364	1.432	4.529	2.045	4.773
e) A plus de deux ans	3.020	3.031	3.016	3.493	3.064	3.640	3.121	3.705
f) Carnets de dépôts	33.743	40.179	46.800	57.739	49.005	60.033	49.711	60.830
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.007	2.023	1.923	1.804	1.894	1.862	1.824	1.809
Obligations et bons de caisse	11.380	11.371	11.978	13.546	12.140	13.861	12.239	14.299
Montants à libérer sur titres et participations	991	977	955	941	955	1.062	956	1.062
Divers	7.752	8.030	10.350	13.108	10.409	13.092	11.488	13.774
<i>Total de l'exigible ...</i>	274.008	312.263	367.952	421.377	364.684	430.104	363.295	429.203
C. Non exigible :								
Capital	9.814	11.245	12.461	14.610	12.461	14.660	12.661	14.665
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.245	1.949	2.298	2.368	2.298	2.376	2.298	2.376
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	607	705	789	833	789	833	789	833
Réserve disponible	4.197	4.306	4.803	5.425	4.824	5.527	4.837	5.538
Provisions	186	209	234	224	224	223	213	222
<i>Total du non exigible ...</i>	16.049	18.414	20.585	23.460	20.596	23.619	20.798	23.634
Total du passif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	385.280	453.723	384.093	452.837

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1966 2 ^e trimestre	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
1966 3 ^e trimestre	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
1966 4 ^e trimestre	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
1967 2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
1967 3 ^e trimestre	193,6	156,4	350,0	2,52	2,45	3,57
1967 4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1967 Janvier	211,0	175,4	386,4	2,88	2,88	3,90
1967 Février	200,0	165,1	365,1	2,70	2,81	3,81
1967 Mars	208,1	153,0	361,1	2,94	2,82	3,55
1967 Avril	206,3	166,1	372,4	2,77	2,77	3,72
1967 Mai	226,2	177,7	403,9	2,83	2,95	3,95
1967 Juin	220,9	161,3	382,2	2,87	2,76	3,64
1967 Juillet	208,0	169,7	377,7	2,65	2,65	3,82
1967 Août	189,5	153,8	343,3	2,50	2,40	3,60
1967 Septembre	183,4	145,6	329,0	2,40	2,31	3,30
1967 Octobre	215,0	160,8	375,8	2,82	2,71	3,62
1967 Novembre	221,1	176,0	397,1	2,65	2,76	4,07
1967 Décembre	234,3	162,4	396,7	2,87	2,87	3,58
1968 Janvier	221,2	178,4	399,6	2,82	2,71	3,91
1968 Février	215,3	165,6	380,9	2,66	2,66	3,73

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, n° 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, n° 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...

1 Y compris les opérations à réméré.

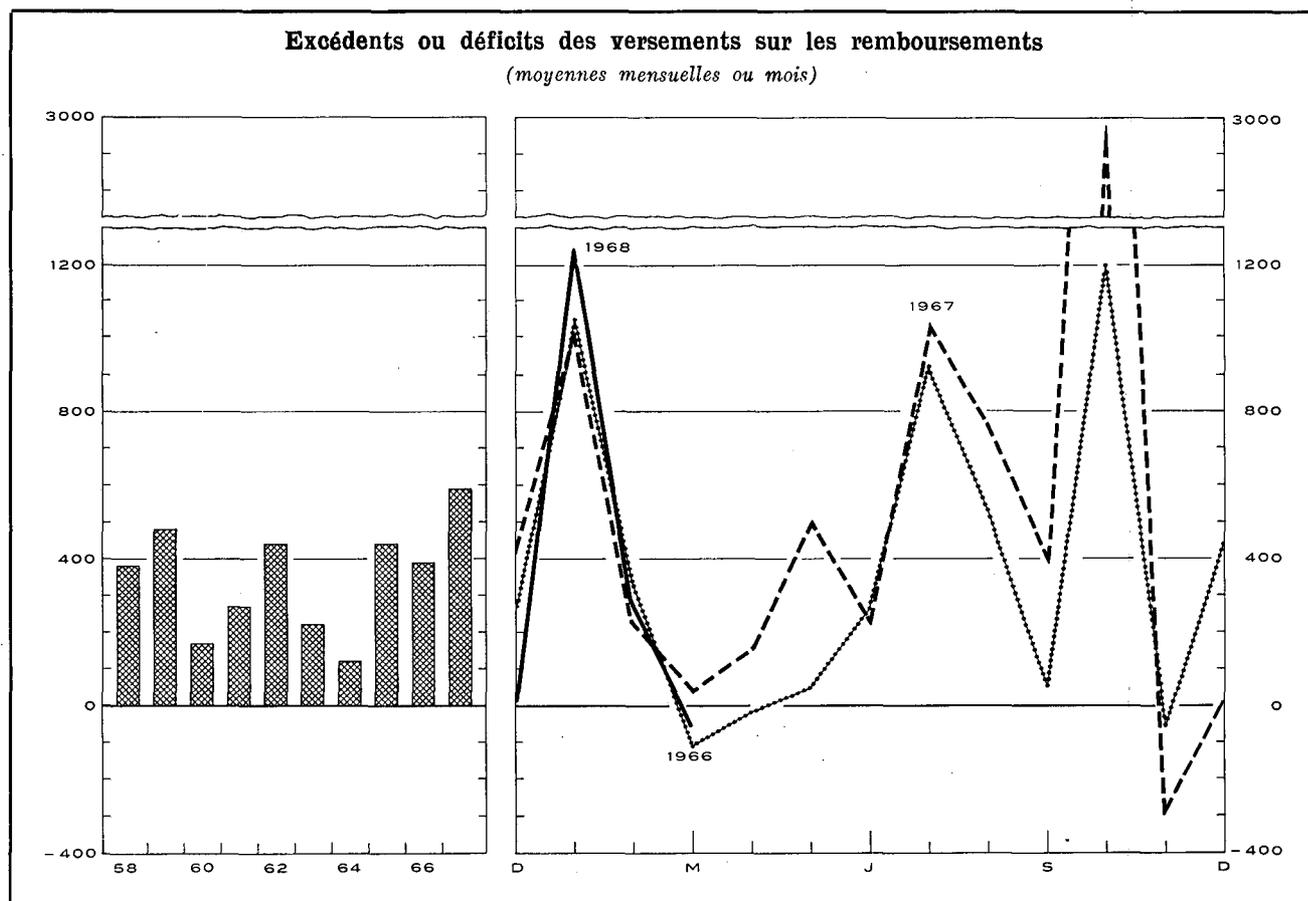
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)
1957	16.783	14.455	2.328	60.144				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192				
1966	37.449	32.817	4.632	120.322				
1967	45.363	38.295	7.069	131.137				
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	4.318	4.558	3.283	3.305	1.035	1.253	121.357	132.389
Février	3.282	3.732	3.090	3.439	192	293	121.549	132.682
Mars	3.506	p 3.745	3.446	p 3.794	60	p- 49	121.609	p132.634
Avril	3.443		3.293		150		121.759	
Mai	3.503		3.007		496		122.255	
Juin	3.702		3.476		226		122.481	
Juillet	3.976		2.946		1.030		123.511	
Août	3.523		2.768		755		124.266	
Septembre	3.447		3.034		413		124.679	
Octobre	6.399		3.421		2.978		127.657	
Novembre	2.862		3.145		- 283		127.374	
Décembre	3.402		3.385		17		131.137	

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.. Pour l'année 1967, les intérêts capitalisés s'élèvent à F 3.746.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	- 1,3	- 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	³	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 ¹	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 ^{er} trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 ^e trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 ^e trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
4 ^e trimest.	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 1 ^{er} trimest.	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,2	28,5	84,9
2 ^e trimest.	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0
2 ^e tr. NS ²	47,9	16,1	18,0	82,0	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0
3 ^e trimest.	49,8	16,5	19,0	85,3	8,7	52,6	0,7	62,0	14,5	1,2	...	0,5	0,6	12,9	29,7	91,7
4 ^e trimest.	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8

¹ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

² A partir du 2^e trimestre 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

³ Y compris des certificats émis par le Fonds des Rentes et des emprunts du Fonds des Routes détenus par les caisses d'épargne privées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	0,3	0,5	0,3
Crédits commerciaux	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0
Placements divers à court terme	10,7	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0
PASSIF						
Obligations	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4
Bons de caisse	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5

¹ Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs			débiteurs
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires								Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991
1965 Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975
1966 Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594
Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600
Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291
Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205
1967 Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912
Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126
Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370
Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177
Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076
Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491
Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,1	3,5	3,7	4,2	5,1	1,6	1,7	2,0	2,4	2,5
Prêts hypothécaires	11,4	12,1	14,2	15,4	16,7	3,2	3,6	4,2	4,4	4,8
Prêts sur police	1,3	1,4	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,7	5,9	6,2	6,6	7,4	3,6	3,7	3,8	3,9	4,3
Valeurs étrangères	1,5	1,9	1,9	2,0	2,2	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes parastataux de crédit	4,6	5,0	5,1	6,0	6,3	0,8	0,8	0,9	1,1	1,1
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,6	1,9	1,9	2,2	1,1	1,1	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et communes	1,8	1,9	1,8	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	8,1	9,0	9,2	10,8	11,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,9	3,0	3,2	3,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7
Total des valeurs mobilières ...	25,7	28,3	29,2	32,1	34,5	7,7	7,9	8,0	8,2	8,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Réserves mathématiques ¹	41,7	45,3	49,1	54,1	59,2	12,6	13,6	14,7	15,4	16,5

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1966 3 ^e trimestre .	4,69
4 ^e trimestre .	4,56
1967 1 ^{er} trimestre .	4,98
2 ^e trimestre .	5,12
3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Economie belge en 1966. — Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Épargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	— 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,5	0,6	— 0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	— 0,8	— 0,2	— 0,3	— 2,5	— 0,9	— 2,3	— 5,9	— 1,7	— 0,7	— 0,4	— 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Épargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	— 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Épargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 0,7	— 0,7	— 1,0	+ 0,3	— 0,5	— 1,5	— 0,9	— 0,8	— 1,9	— 1,8	— 1,9
Épargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Épargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Épargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Épargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Épargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Épargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Épargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Épargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (4)	(5) + (8)
(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)			
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 ⁶	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9	
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9	
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9	
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2	
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1	
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0	
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁷	3,5 ⁷	3,5	7,8	
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3	
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0	
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0	
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0	
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3	
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0	
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1	
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5	
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1	
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2	
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge		1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
		1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
		1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
		1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
		1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
		1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

⁷ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	Rendement pour le porteur		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976, 1 ^o s.	6,25 — 6,50 ³	99,25	5 ou 10 ans	10.000	6,55	6,43	6,61
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ⁴	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72	6,68	6,77
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ⁴	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72	6,68	6,77
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ⁵	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66	6,62	6,73
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 ^o s.	6,25 — 6,50 ³	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59	6,49	6,64
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 ⁶	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79	6,71	6,87
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁷	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,85	6,75	6,91
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17	—	7,14
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14	—	7,13
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁷	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01	6,96	7,03
	Décembre	28	C.N.C.P. 1966-1973-1978	7,00	99,50	7 ou 12 ans	500	—	7,09	7,12
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1977	6,75	97,65	10 ans	500	—	—	7,09
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1987	7,00	96,65	20 ans	500	—	—	7,32
						46.810				
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17	—	7,14
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ⁸	100,00	5 a. 7 ½ m. ou 11 a. 7 ½ m.	5.800	6,86	6,76	6,92
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08	—	7,06
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	—	7,07	7,14
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁷	99,50	6. ou 12 ans	4.000	—	6,85	6,97
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08	—	7,06
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 ⁹	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92	6,85	6,96
	Juin	15	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁰	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.960	6,88	6,74	6,91
	Juin	15	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	14 ans 7 ½ mois	5.330	7,08	—	7,06
	août	28	Ville de Liège 1967-1972-1977	6,75 — 7,00 ¹¹	99,00	5 ou 10 ans	800	—	6,99	7,10
	Septembre	18	C.N.C.P. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 ⁷	99,50	6 ou 12 ans	500	—	6,85	6,97
	Octobre	2	Etat belge 1967-1974-1982	6,75 — 7,00 ¹²	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82	6,75	6,86
	Novembre	6	Ville d'Anvers 1967-1979	7,00	99,50	12 ans	2.000	—	—	7,12
	Décembre	4	Fonds des Routes 1967-1979	6,75	99,50	12 ans	6.000	6,83	—	6,81
						65.100				
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encours à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission. Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt avant retenues fiscales à la source.

3 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

4 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

5 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

6 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

7 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

8 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 ½ mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

9 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

10 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 3 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

11 Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.

12 Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5,5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,60

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs librés des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966													
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967													
Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	521,1
Septembre	310,3	8,6	68,0	41,5	428,4	13,2	42,4	55,6	484,0	35,1	519,1	3,5	522,6
Octobre	319,1	8,0	60,1	45,1	432,3	13,1	42,7	55,8	488,1	34,9	523,0	3,5	526,5
Novembre	317,9	8,0	68,3	43,7	437,9	13,0	42,6	55,6	493,5	34,8	528,3	3,5	531,8
Décembre	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968													
Janvier	315,4	8,5	63,2	47,5	434,6	12,9	42,5	55,4	490,0	40,4	530,4	3,5	533,9
Février	324,3	8,5	62,7	43,6	439,1	12,7	42,2	54,9	494,0	40,4	534,4	3,4	537,8
Mars	323,7	8,5	67,0	44,1	443,3	12,5	42,2	54,7	498,0	40,2	538,2	3,3	541,5

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
Etat ²	231,8	238,8	250,8	268,0	277,1	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³
Organismes publics de crédit non monétaires	106,1	113,2	120,0	132,3	144,5	21,9	23,1	25,0	27,0	29,3	128,0	136,3	145,0	159,3	173,8
Paraétatiques d'exploitation	26,5	28,3	28,3	27,6	29,8	6,5	6,2	6,5	7,9	9,1	33,0	34,5	34,8	35,5	38,9
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8
Secteur public non compris ailleurs	26,8	27,2	26,5	30,3	36,5	10,6	11,1	13,1	14,1	14,5	37,4	38,3	39,6	44,4	51,0
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion ⁴	10,1	10,1	10,1	11,4	11,5	0,8	0,8	0,8	—	—	10,9	10,9	10,9	11,4	11,5

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	212,2	214,2	229,0	245,5	265,0	5,8	5,4	6,0	6,9	8,7	218,0	219,6	235,0	252,4	273,7
Paraétatiques d'exploitation	3,2	3,5	3,4	3,5	3,6	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	3,6	4,0	3,6	3,7	3,8
Secteur public non compris ailleurs ⁵	1,7	1,9	1,9	2,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	2,0	2,0	2,2	2,2
Sécurité sociale	1,7	1,5	2,6	4,8	6,7	0,8	1,2	1,5	1,3	1,6	2,5	2,7	4,1	6,1	8,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires ⁶	49,3	51,7	52,3	61,5	64,7	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,9 ³	62,0 ³	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,4 ³	126,7 ³
Fonds des Rentes	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5	—	—	—	—	—	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	44,1	48,1	47,0	50,0	51,4	15,8	17,7	19,9	20,9	22,2	59,9	65,8	66,9	70,9	73,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	62,4	69,1	73,6	75,4	78,7	30,7	31,7	34,4	37,8	39,6	93,1	100,8	108,0	113,2	118,3
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,7	10,0	9,9	10,0	10,2	2,3	1,3	0,6	0,7	1,1	12,0	11,3	10,5	10,7	11,3
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964, 1965 et 1966.

⁴ Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; année 1965 et 1966 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

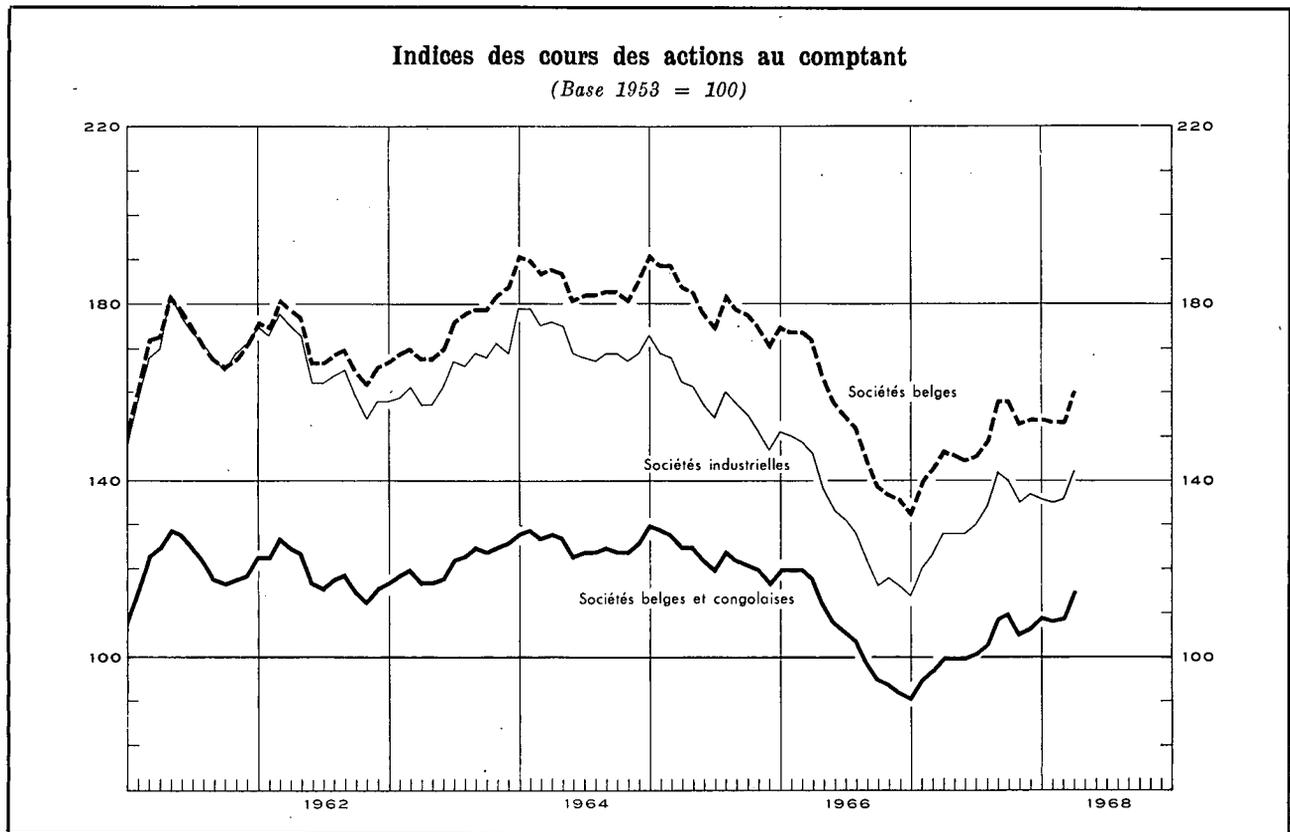
⁵ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

⁶ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XLI^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions								Taux de rendement 3 5				
		Au comptant								Valeurs belges				
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		A terme	Ensemble		Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles	en %			
			Ensemble	Sociétés industrielles		Ensemble	Sociétés industrielles							
(Base 1953 = 100) 2 4										en %				
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3							
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4							
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2							
1961 Moyenne mensuelle ...	108	120	169	168	115	3,5	3,4							
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4							
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3							
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0							
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5							
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2							
1967 Moyenne mensuelle ...	81	104	148	130	105	4,2	4,0							
	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968	1967	1968
Janvier	53	119	91	109	133	154	114	136	89	114	4,7	3,9 ^b	4,8	4,0 ^a
Février	68	95	95	108	140	153	120	135	93	120	4,4	4,0	4,5	4,0
Mars	66	144	97	109	143	153	123	136	95	123	4,4	3,8	4,3	3,8
Avril	79		100	115	147	160	128	142	98	129	4,3	3,9	4,1	3,8
Mai	84		100		146		128		100		4,4		4,1	
Juin	79		100		145		128		102		4,3		4,0	
Juillet	65		101		146		130		104		4,3		4,0	
Août	75		103		149		134		108		4,1		3,8	
Septembre	114		109		158		142		113		3,9		3,6	
Octobre	92		110		158		140		118		4,1		3,8	
Novembre	89		106		153		135		115		4,1		3,8	
Décembre	109		107		154		137		114		4,1	3,9 ^b	3,8	3,9 ^a

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.618	541

Sociétés financières et immobilières ⁵

1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.537	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.727	1.353

Industrie des fabrications métalliques

1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.075	113

Métallurgie du fer

1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434

Industrie textile

1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.851	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	321	23

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	894	61
Industrie chimique									
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	584	44
Electricité									
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
Industrie du charbon									
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.415	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	60.964	3.790

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.818	60

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.512	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.782	3.850

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	130,4	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	156,4	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	161,9	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	163,1	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	165,7	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	175,6	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	184,2	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	11.608	197,3	123,0	25,8	4,1	12,4	2,9
12 mois (avec supplément) ⁶	14.710	221,1	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9
1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois	281	39,1	29,8	3,3	0,6	1,5	...
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...
1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1

C. — Total général ⁴

1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois	7.368	144,2	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois	9.408	188,6	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois	10.028	195,4	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois	10.267	196,8	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois	10.612	199,4	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois	11.104	211,1	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois	11.476	221,5	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois	11.889	236,4	152,8	29,1	4,7	13,9	3,0
12 mois (avec supplément) ⁶	15.010	262,2	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0
1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	n.d.	p 3.037	p 2.109	p 928	p 1.922	p 2.850	n.d.	p 16.144

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	n.d.	p 764	p 39	p 725	...	p 725	n.d.	p 735

Total général

1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	n.d.	p 3.801	p 2.148	p 1.653	p 1.922	p 3.575	n.d.	p 16.879

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B. 3).
Chiffres provisoires : *Commission bancaire + B.N.B.*

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1964 12 mois	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ..	5.608	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	6.126	13.352	540	8	500	508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	<i>p</i> 3.037	<i>p</i> 12.752	659	10	<i>p</i> 764	<i>p</i> 774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	1.313	2.385	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.360	1.669	4.029	46	15	...	15
1966 Avril	882	332	132	464	1	...	...	...
Mai	1.062	439	371	810	...	...	...	...
Juin	7.425	938	111	1.049	...	...	...	...
Juillet	616	203	31	234	654	10	...	10
Août	621	529	8	537	...	...	...	...
Septembre	811	195	487	682	...	...	...	...
Octobre	1.174	359	18	377	...	...	250	250
Novembre	6.951	2.246	1.004	3.250	4	...	...	...
Décembre	2.986	870	118	988	...	...	...	...
1967 Janvier	895	326	31	357	...	...	...	...
Février	835	358	26	384	...	...	...	...
Mars	1.291	388	1.256	1.644	...	...	...	...
Avril	1.226	477	258	735	...	...	...	...
Mai	1.027	365	62	427	31	...	...	...
Juin	10.770	446	36	482	15	15	...	15
Juillet	2.243	593	...	593	...	...	...	...
Août	688	105	...	105	...	...	...	...
Septembre <i>p</i>	1.610	1.207	...	1.207	...	...	...	...
Octobre <i>p</i>	2.207	857	125	982	...	...	...	...
Novembre <i>p</i>	3.898	3.226	580	3.806	...	...	...	...
Décembre <i>p</i>	8.200	3.192	...	3.192	...	...	...	...
1968 Janvier <i>p</i>	1.527	433	...	433	...	...	...	...
Février <i>p</i>	1.755	1.592	...	1.592	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1966 3 ^e trimestre	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
4 ^e trimestre	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1967 1 ^{er} trimestre	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 ^e trimestre	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
1966 Août	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
Novembre	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...
Octobre	1.378	2.817	2.803	2.085	...	3.846	1.067	6.998	...
Novembre	1.779	1.616	3.482	1.743	...	4.249	885	6.877	...
Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1963	39,3	0,7	14,8	4,7	59,5
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,2	2,5	17,4	6,8	100,9
1963 1 ^{er} trimestre	34,6	0,6	15,1	4,4	54,7
2 ^e trimestre	38,0	0,5	15,7	3,6	57,8
3 ^e trimestre	40,7	0,6	14,3	6,0	61,6
4 ^e trimestre	43,8	1,0	14,0	4,9	63,7
1964 1 ^{er} trimestre	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,4	4,0	17,5	4,7	105,6

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation) et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au récompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mo's	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1966 4 ^e trimestre	39	2	162	1.255	341	1.257	503	578	124	1.835	627
1967 1 ^{er} trimestre	39	3	172	1.261	411	1.264	583	614	127	1.878	710
2 ^e trimestre	39	2	174	1.352	404	1.354	578	596	121	1.950	699
3 ^e trimestre	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
1966 Octobre	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588
Novembre	39	2	151	1.187	336	1.189	487	558	118	1.747	605
Décembre	39	3	192	1.378	360	1.381	552	628	134	2.009	686
1967 Janvier	39	3	195	1.288	423	1.291	618	617	131	1.908	749
Février	39	2	162	1.184	391	1.186	553	577	123	1.763	676
Mars	39	3	159	1.311	420	1.314	579	648	128	1.962	707
Avril	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705
Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août	39	3	280	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre	39	3	272	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732
Octobre	39	3	240	1.580	434	1.583	674	732	139	2.315	813
Novembre	39	3	199	1.577	423	1.580	622	693	132	2.273	754
Décembre	39	3	204	1.691	433	1.694	637	723	134	2.417	771
1968 Janvier	39	3	284	1.738	439	1.741	723	790	142	2.531	865
Février	39	3	232	1.581	409	1.584	641	745	130	2.329	771
Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des engagements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50

* Quotité de l'avance au 30 avril 1968

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1961	2,56										
1962	2,14										
1963	2,31	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19										
1967 Mai	3,59	1967 Mai ...	4,70	4,95	5,20	5,50	5,55	1967 11 avril	5,95	*	6,00
Juin	3,52	Juin ..	4,95	5,20	5,45	5,75	5,65	9 mai	5,85	5,85	5,85
Juillet	3,69	Juillet .	5,00	5,25	5,50	5,80	5,79	13 juin	5,90	5,85	5,90
Août	2,88	Août ..	4,75	5,00	5,25	5,60	5,73	11 juil.	5,95	6,00	6,05
Septembre	2,85	Sept. ..	4,50	4,75	5,00	5,40	5,43	8 août	5,90	5,95	*
Octobre	2,94	Oct. ...	3,90	4,20	4,50	4,90	5,01	12 sept.	5,70	5,70	5,70
Novembre	2,53	Nov. ..	3,85	4,15	4,45	4,85	4,85	10 oct.	5,60	5,60	5,60
Décembre	2,54	Déc. ...	3,80	4,10	4,40	4,90	4,86	14 nov.	5,05	5,10	5,20
1968 Janvier	2,57	1968 Janv. .	3,70	4,00	4,35	4,75	4,82	12 déc.	5,00	5,10	5,15
Février	2,63	Févr. ..	3,40	3,70	4,10	4,50	4,61	1968 9 janv.	5,00	5,10	5,10
Mars	2,45	Mars .	3,20	3,55	3,95	4,40	4,40	13 fév.	4,90	5,00	5,00
Avril	2,73	Avril .	2,95	3,35	3,75	4,20	4,26	12 mars	4,75	4,90	4,90
								9 avril	4,65	4,75	4,80

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1963, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/10 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/10 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,60	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
						jusqu'à 500.000 F	au-delà de 500.000 F
1967 Février	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mars	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Avril	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juin	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
1968 Janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	3,00	2,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

³ Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962				
	Dettes unifiées (rendement en regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 3		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance le 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 3		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Etat	Paraétatiques et villes		
										4 % 1 ^{re} s.		3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %	4 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 %	5 à 7 %	3 à 7 %
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41	—	—	—	—	
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	5,98	5,95	5,98	
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	—	6,43	6,55	6,47	
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	6,45	6,54	6,49	
1967 Janvier	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	6,76	6,81	6,80	
Février	4,09	5,98	5,79	5,88	5,84	5,89	—	6,74	6,80	6,79	
Mars	4,08	5,94	5,79	5,88	5,88	5,89	—	6,76	6,83	6,81	
Avril	4,06	5,73	5,76	5,86	5,83	5,81	—	6,76	6,84	6,81	
Mai	4,06	5,85	5,84	5,86	5,84	5,84	—	6,77	6,83	6,82	
Juin	4,06	5,76	5,85	5,89	5,85	5,82	—	6,77	6,81	6,81	
Juillet	4,06	5,80	5,86	5,92	5,84	5,85	—	6,77	6,81	6,82	
Août	4,06	5,45	5,63	5,74	5,77	5,63	—	6,64	6,73	6,70	
Septembre	4,06	5,55	5,59	5,77	5,75	5,65	—	6,64	6,72	6,70	
Octobre	4,06	5,74	5,57	5,77	5,71	5,71	—	6,66	6,76	6,72	
Novembre	4,06	5,62	5,63	5,81	5,69	5,68	—	6,57	6,74	6,66	
Décembre	4,06	5,54	5,59	5,71	5,70	5,62	—	6,54	6,69	6,63	
1968 Janvier	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	6,58	6,68	6,64	
Février	4,06	5,62	5,49	5,68	5,68	5,63	—	6,60	6,68	6,65	
Mars	4,06	5,59	5,26	5,54	5,61	5,53	—	6,51	6,61	6,57	
Avril	4,06	5,46	5,20	5,48	5,56	5,46	6,56	6,51	6,60	6,57	

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés à plus de 5 ans. — 3 Non compris les emprunts perpétuels.
N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXV^{ie} année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^{ie} année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXI^{ie} année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1958		3,—		2,50		4,50		4,—		3,50		3,—		2		2,50
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—		26	6,—	
Juin													10	5,50		
Septembre .													12	5,—		
Octobre ...													13	4,—		
Novembre .																
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet ...			17	3,50												
Août													11	4,—		
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50				
Juillet ...															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50								
Juillet ...															10	3,—
Septembre .							19	6,—						28	5,—	
Octobre ...							9	6,50								
Novembre .																
Novembre .			20	4,50			18	8,—						20	6,—	
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 8 septembre	1967 7 septembre	1966 6 octobre	1967 5 octobre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824	24.901	24.209	24.541	24.274
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200	5.181	4.818	5.218	4.865
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926	4.889	4.556	4.912	4.568
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274	292	262	306	297
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471	1.471	1.380	1.471	1.380
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30	26	21	35	24
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221	879	844	784	924
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427	4.143	4.003	4.030	4.003
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010	16.592	21.031	16.574	22.237
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038	7.011	7.567	6.948	8.023
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des</i> <i>céréales</i> ⁴	575	669	612	141	46	345	70	615
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332	2.841	2.684	2.397	2.749
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.402	6.819	6.188	4.050	4.886	5.015	4.800	5.021
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....	...	4.945	5.328	3.449	1.808	5.420	2.359	5.829
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840	4.599	5.930	6.179	5.870
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12	24	368	23	378
Avances sur titres	71	88	91	99	98	89	97	94
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368	634	675	692	883
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373	1.374	1.568	1.338	1.595
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647	69.694	74.708	70.754	76.299
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627	65.710	68.873	66.694	69.877
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066	2.040	3.900	2.172	4.439
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ..	1	...	...	...	...	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i>	238	426	169	226	158	193	237	173
<i>Comptes courants des banques et</i> <i>institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345	734	2.399	765	2.974
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495	1.148	1.307	1.170	1.291
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704	1.694	1.685	1.638	1.733
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647	69.694	74.708	70.754	76.299

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 9 novembre	1967 7 décembre	1968 4 janvier	1968 8 février	1968 7 mars	1968 4 avril
ACTIF						
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	24.463	25.528	25.442	25.327	25.162	25.207
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.885	4.665	4.708	4.686	4.777	4.686
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.607	4.385	4.423	4.409	4.503	4.410
<i>Autres opérations</i>	278	280	285	277	274	276
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.380	1.335	1.335	1.335	1.335
Monnaies divisionnaires	31	29	25	30	21	28
Comptes courants postaux	1.108	1.048	1.581	1.029	1.071	1.174
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	4.003	4.003	4.003	3.855	3.855	3.855
Portefeuille d'escompte	25.252	26.437	26.371	25.396	26.405	24.278
Mobilisation de créances sur la France						
Effets représentatifs de crédits à court terme :						
<i>Obligations cautionnées</i>	2.111	2.270	2.830	2.693	3.181	1.564
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.679	1.863	1.810	1.764	1.329	971
<i>Autres effets sur la France</i>	8.098	8.086	7.502	7.611	7.748	7.733
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :						
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.828	3.215	3.015	2.647	2.687	2.071
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	1.741	2.200	2.246	1.184	1.778	2.034
Mobilisation de créances sur l'étranger						
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.756	4.684	4.645	5.262	5.453	5.582
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.039	4.119	4.323	4.235	4.229	4.323
Effets négociables achetés en France ⁵ .	2.166	26	1.342	3.448	415	1.098
Avances à 30 jours sur effets publics ...	385	384	208	...	—	—
Avances sur titres	87	87	88	90	86	103
Avances sur or .....	...	...	...	...	—	—
Effets en cours de recouvrement	991	883	1.428	827	923	1.044
Divers	1.375	1.785	1.567	1.698	1.662	1.682
Total ...	75.898	76.027	77.870	77.493	75.484	74.262
PASSIF						
Engagements à vue :						
Billets au porteur en circulation	68.930	68.483	69.939	68.536	67.966	66.625
Comptes courants des établissements astreint à la constitution de réserves	3.404	3.702	3.811	5.292	3.840	3.825
Autres comptes créditeurs	1.431	1.549	1.594	1.519	1.476	1.540
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	...	...	...	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	152	173	205	201	194	184
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.279	1.376	1.389	1.318	1.281	1.355
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250
Divers	1.883	2.043	2.276	1.896	1.952	2.022
Total ...	75.898	76.027	77.870	77.493	75.484	74.262

¹ Convention du 27 juin 1949.² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1967 28 February	1967 8 March	1968 6 March	1967 5 April	1968 10 April
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	-----------------	------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.438	2.638	2.788	2.888	2.888	3.038	2.988	3.138
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.450	2.650	2.800	2.900	2.900	3.050	3.000	3.150
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.450	2.650	2.800	2.900	2.900	3.050	3.000	3.150

Notes Issued :								
In Circulation	2.430	2.604	2.784	2.869	2.880	3.031	2.940	3.114
In Banking Department	20	46	16	31	20	19	60	36
Total ...	2.450	2.650	2.800	2.900	2.900	3.050	3.000	3.150

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	298	293	380	458	429	429	477	407
Other Securities :								
Discounts and Advances	32	72	70	93	127	190	58	200
Securities	25	26	28	27	27	31	27	30
Notes	20	46	16	31	20	19	60	36
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	376	378	495	610	604	670	623	674

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits	10	11	13	12	12	11	13	10
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	97	201	197	218	197	217
Other Deposits :								
Bankers	276	262	272	268	264	298	283	299
Other Accounts	71	86	94	110	112	124	112	130
Total ...	376	378	495	610	604	670	623	674

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1966 31 December	1967 8 March	1968 6 March	1967 5 April	1968 10 April
ASSETS								
Gold certificate account	15.237	15.075	13.436	12.674	12.620	11.384	12.605	10.131
Cash	182	146	129	298	351	440	327	421
Discounts and advances	63	186	137	173	327	824	539	335
Acceptances :								
Bought outright	70	59	75	69	70	56	68	56
Held under repurchase agreement	92	35	112	124	73	...	25	52
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	—	—	34	72	30	90	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	4.142	6.044	9.100	11.803	12.448	15.820	12.830	16.326
Certificates	7.066	...	...	4.351	4.351	...	4.352	...
Notes	17.729	25.188	24.828	21.302	21.342	27.072	21.368	27.220
Bonds	4.645	5.274	6.550	6.199	6.209	6.180	6.308	6.329
Total bought outright ...	33.582	36.506	40.478	43.655	44.350	49.072	44.858	49.875
Held under repurchase agreement	11	538	290	627	866	149	425	...
Total U.S. Government securities ...	33.593	37.044	40.768	44.282	45.216	49.221	45.283	49.875
Total loans and securities	33.818	37.324	41.092	44.682	45.758	50.131	46.005	50.318
Cash items in process of collection	6.435	7.190	6.915	7.879	6.468	7.380	7.021	7.223
Bank premises	104	102	103	107	108	112	108	113
Other assets	400	552	977	1.418	728	2.056	810	2.257
Total assets ...	56.176	60.389	62.652	67.058	66.033	71.503	66.876	70.463

LIABILITIES

Federal Reserve notes	32.381	34.659	37.074	39.339	38.435	40.539	38.512	41.299
Deposits :								
Member bank reserves	17.049	18.086	18.447	19.794	20.187	21.828	20.270	20.505
U.S. Treasurer - general account	880	820	668	416	181	818	418	727
Foreign	171	229	150	174	123	161	123	163
Other	291	321	355	588	447	488	456	543
Total deposits ...	18.391	19.456	19.620	20.972	20.938	23.295	21.267	21.938
Deferred availability cash items	3.835	4.584	4.667	5.369	5.075	5.922	5.524	5.412
Other liabilities and accrued dividends ...	82	642	189	238	252	318	232	326
Total liabilities ...	54.689	59.341	61.550	65.918	64.700	70.074	65.535	68.975

CAPITAL ACCOUNTS

Capital paid in	497	524	551	570	576	609	579	613
Surplus	990	524	551	570	570	598	570	598
Other capital accounts .....	...	...	...	...	187	222	192	277
Total liabilities and capital accounts ...	56.176	60.389	62.652	67.058	66.033	71.503	66.876	70.463
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	92	122	144	191	205	112	235	99

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1967 6 maart	1968 4 maart	1967 3 april	1968 8 april
ACTIVA								
Goud	5.770	6.080	6.327	6.234	6.235	6.042	6.235	5.961
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.081	1.435	1.096	1.119	897	1.542	945	1.239
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	15	31	44	53	76	289	83	296
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	7	78	10	...	52	1
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	729	846	704	1.139	1.173	932	1.173	1.133
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	25	16	157	234	335	196	365	147
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	16	14	30	22	28	23	26	21
Belegging van kapitaal en reserves	178	173	164	162	162	180	171	189
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	11	17	15	20	36	23	34	49
Totaal ...	7.825	8.112	8.544	9.061	8.952	9.227	9.084	9.036

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	6.225	6.927	7.682	8.245	7.868	8.159	8.029	8.117
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.261	853	525	437	702	658	686	538
's Rijks schatkist	1.095	665	394	326	664	576	633	470
Banken in Nederland	122	138	91	76	20	24	21	17
Andere ingezetenen	44	50	40	35	18	58	32	51
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	76	79	64	56	53	57	74	66
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	70	73	57	50	48	48	45	57
Andere niet-ingezetenen	6	6	7	6	5	9	29	9
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	16	14	13	13	11	10	12	10
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	165	163	171	162	171	162	171
Diverse rekeningen	59	54	77	119	136	152	101	114
Totaal ...	7.825	8.112	8.544	9.061	8.952	9.227	9.084	9.036

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	62	65	71	72	62	31	58	30
--	----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre p	1967 gennaio	1968 gennaio p	1967 febbraio	1968 febbraio p
Oro in cassa	1.000	1.502	1.509	1.500	1.507	1.477	1.507	1.480
Cassa ¹	22	24	35	44	52	50	44	36
Portafoglio ²	764	720	939	1.243	839	1.145	885	1.084
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	285	311	664	1.210	461	826	673	860
Prorogati pagamenti	51	93	95	...	31	...	108	...
Ufficio italiano dei cambi	2.069	1.982	2.129	2.474	2.036	2.449	2.014	2.428
Disponibilità in divisa all'estero	64	...	—	—	—	—	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	519	405	619	747	557	616	537	657
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	305	211	241	350	252	384	229	377
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	410	377	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	558	913	537	166	675	255	200	...
Servizi diversi per conto dello Stato	29	33	59	61	64	92	69	98
Spese	88	102	133	133	5	5	9	9
Totale attivo ...	6.164	6.673	7.299	8.267	6.818	7.638	6.614	7.368
Circolazione dei biglietti ⁵	3.914	4.283	4.595	5.126	4.183	4.535	4.120	4.446
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	57	41	62	52	39	39	28	29
Conti correnti liberi	119	157	172	256	58	73	64	48
Conti correnti vincolati	1.459	1.738	1.933	2.162	2.129	2.390	2.005	2.252
Creditori diversi	517	340	391	522	391	580	375	566
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	...	2
Servizi diversi per conto dello Stato .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	6	7	8	9	8	8	8	8
Fondo di riserva straordinario	3	4	5	6	5	6	5	6
Rendite	89	103	133	134	5	6	9	10
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	1	—	1
Totale passivo e patrimonio ...	6.164	6.673	7.299	8.267	6.818	7.638	6.614	7.368
Depositanti di titoli e valori	4.918	4.991	6.338	7.340	6.385	7.562	6.454	7.619
¹ Comprese monete di Stato	2	1	22	24	22	24	22	20
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	363	387	414	441	415	445	418	446
— istituti speciali	279	293	314	335	301	335	316	337
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	282	308	661	1.208	458	823	671	856
— privati	2	1	1	1	1	1	1	1
⁴ Compresi BOT	242	107	108	153	109	112	114	112
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	1	2	1	3	1	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	21	22	27	28	22	21	18	15

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1967 7 März	1968 7 März	1967 7 April	1968 5 April
AKTIVA								
Gold	15.138	16.731	17.371	16.905	16.914	16.198	16.922	15.629
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	12.894	10.770	8.111	9.775	9.532	11.390	9.700	11.444
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	417	563	892	1.084	1.150	1.974	1.232	2.116
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	—	—	—	1.504	—	2.015
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.122	2.684	3.344	3.256	3.256	2.546	3.256	2.546
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	751	615	508	420	420	331	420	331
b) an Weltbank	1.342	1.343	1.446	1.446	1.446	1.545	1.446	1.545
c) an I.W.F.	—	720	1.390	1.390	1.390	670	1.390	670
Deutsche Scheidemünzen	81	116	130	166	235	262	225	254
Postcheckguthaben	376	377	409	425	236	183	187	186
Inlandswechsel	1.647	2.413	4.650	5.031	5.851	3.184	4.768	3.160
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	125	307	345	711	384	220	125	...
Lombardforderungen	208	646	696	938	26	31	119	44
Kassenkredite	1.749	1.212	1.408	1.164	588	41	91	10
Wertpapiere	1.222	1.176	1.151	1.095	1.091	2.098	1.091	2.082
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.990	6.081	7.617	7.804	6.974	6.822	6.914	6.445
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.294	3.016	3.001	3.741	3.761	3.873	3.749	3.930
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.595	2.953	2.285	2.462	2.461	1.534	2.430	1.503
Sonstige Aktiva	406	463	433	357	318	382	301	466
	46.264	49.508	51.843	54.914	52.777	52.242	51.110	51.830
PASSIVA								
Banknotenumlauf	25.426	27.692	29.455	30.770	28.759	29.498	28.792	30.061
Einlagen von	18.006	18.610	18.671	19.784	19.683	18.137	18.046	17.190
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	13.607	15.143	16.241	17.386	17.291	14.288	15.326	12.860
Öffentlichen Einlegern	4.126	3.215	2.165	2.109	2.143	3.605	2.494	4.077
Andere inländischen Einlegern	273	252	265	289	249	244	226	253
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	270	308	452	552	317	348	305	360
Einlagen ausländischer Einleger	234	257	418	494	288	301	279	329
Sonstige	36	51	34	58	29	47	26	31
Rückstellungen	1.076	1.260	1.475	1.690	1.690	1.925	1.690	1.925
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	701	776	861	963	963	1.080	963	1.080
Sonstige Passiva	495	572	639	863	1.075	964	1.024	924
	46.264	49.508	51.843	54.914	52.777	52.242	51.110	51.830

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 7 mars	1968 7 mars	1967 7 avril	1968 5 avril
ACTIF								
Encaisse or	12.204	11.794	13.164	12.297	11.596	11.513	11.599	11.264
Devises	1.083	1.679	853	2.060	906	1.265	1.044	1.433
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	431	429	519	519	174	519	499
Portefeuille effets sur la Suisse	142	163	139	158	100	97	109	96
<i>Effets de change</i>	107	138	130	141	100	97	109	96
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	35	25	9	17	...	...	...	...
Avances sur nantissement	97	78	39	109	28	9	31	21
Bons du Trésor étrangers en FS	207	432	432	432	562	867	432	1.087
Titres	52	65	93	182	187	182	187	182
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	2	...	2	10	7	10
<i>autres</i>	52	64	91	182	185	172	180	172
Correspondants :	71	92	81	97	42	41	27	40
<i>en Suisse</i>	62	75	66	82	25	10	13	24
<i>à l'étranger</i>	9	17	15	15	17	31	14	16
Autres postes de l'actif	35	29	33	68	64	50	55	51
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.922	14.004	14.198	14.003	14.673

PASSIF								
Fonds propres	55	56	57	58	58	59	59	60
Billets en circulation	9.035	9.722	10.043	10.651	9.745	10.221	9.806	10.385
Engagements à vue	3.188	3.271	3.215	3.431	2.197	2.867	2.139	3.166
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.700	2.908	3.005	2.982	1.853	2.697	1.832	3.053
<i>Autres engagements à vue</i>	488	363	210	449	344	170	307	113
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	—	1.035	—
Engagements à terme	357	433	602	389	600	600	600	600
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	3	20	2	1	—	—	—
Autres postes du passif	221	243	291	356	368	451	364	462
Total ...	13.891	14.763	15.263	15.922	14.004	14.198	14.003	14.673

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	31 janvier 1967	31 janvier 1968	28 février 1967	29 février 1968
I. Or en lingots et monnayé	2.583	2.720	3.095	3.006	3.053	3.188
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	975	38	598	40	604	37
III. Bons du Trésor réescomptables	70	1.335	294	1.458	68	728
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	75	72	75	72	76	72
V. Dépôts à terme et avances :	4.108	6.231	3.449	5.384	3.756	5.278
a) à 3 mois au maximum	3.282	5.755	2.761	5.061	3.086	4.932
b) à 3 mois au maximum (or)	3	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	509	440	407	244	301	255
d) de 6 à 9 mois	113	21	105	21	134	33
e) de 9 à 12 mois	123	15	176	58	235	58
f) à plus d'un an	78	—	—	—	—	—
VI. Autres effets et titres :	1.285	1.941	1.246	2.204	1.277	2.278
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	293	295	286	289	290	302
b) de 3 à 6 mois	10	20	10	19	8	11
c) de 6 à 9 mois	94	77	109	80	110	82
d) de 9 à 12 mois	23	11	14	18	12	12
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	639	1.345	505	1.632	613	1.666
b) de 3 à 6 mois	57	83	158	85	103	123
c) de 6 à 9 mois	61	53	82	50	70	59
d) de 9 à 12 mois	69	34	48	8	40	...
e) à plus d'un an	39	23	34	23	31	23
VII. Actifs divers	2	1	2	1	1	1
<i>Total actif ...</i>	9.098	12.338	8.759	12.165	8.835	11.582

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1966	31 décembre 1967	31 janvier 1967	31 janvier 1968	28 février 1967	29 février 1968
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	45	26	45	26	45
1. Fonds de Réserve Légale	13	12	13	12	13	12
2. Fonds de Réserve Générale	13	23	13	23	13	23
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	—	10	—	10	—	10
III. Dépôts (or) :	4.303	5.032	4.354	5.031	4.359	4.838
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	34	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	238	183	131	103	103	76
c) de 6 à 9 mois	—	—	159	97	186	124
d) de 3 à 6 mois	84	52	21	7	67	7
e) à 3 mois au maximum	1.163	3.172	1.213	2.500	1.219	2.444
f) à vue	2.254	995	2.302	1.712	2.255	1.589
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	100	17	55	—	28	—
c) de 6 à 9 mois	90	—	103	17	103	17
d) de 3 à 6 mois	86	55	90	27	86	—
e) à 3 mois au maximum	86	375	344	214	76	365
f) à vue	168	183	235	354	236	216
IV. Dépôts (monnaies) :	4.056	6.228	3.655	5.943	3.722	5.560
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	19	13	19	13	19	13
b) de 9 à 12 mois	52	47	43	46	29	38
c) de 6 à 9 mois	105	89	105	133	110	101
d) de 3 à 6 mois	325	377	344	409	208	352
e) à 3 mois au maximum	3.177	5.273	2.498	4.054	2.693	4.156
f) à vue	139	99	128	109	219	49
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	8	—	8	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	8
c) de 3 à 6 mois	—	—	—	45	—	98
d) à 3 mois au maximum	209	305	502	1.110	425	721
e) à vue	30	17	16	16	19	24
V. Effets :	284	573	291	684	292	686
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	158	—	159
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	4	—	4	307	2	308
d) à 3 mois au maximum	280	573	287	219	290	219
VI. Divers	78	104	82	106	85	97
VII. Comptes de profits et pertes	10	—	10	—	10	—
VIII. Provision	216	231	216	231	216	231
<i>Total passif ...</i>	9.098	12.338	8.759	12.165	8.835	11.582

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P. Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.Y.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V. Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays membres de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. a) Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4a		
b) Indices des prix à la consommation en Belgique ..	VII - 4b		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1b		
2. Mouvement des créances et des dettes en 1965	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1965 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :			
— Destination économique apparente	XIII - 6		
— Forme et localisation	XIII - 7		
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la B.N.B.	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situations globales des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans de la Caisse de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions de sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions de sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ...	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
IV - 2. — Indices de la production industrielle .	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique .	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique .	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux Rapport des flux aux stocks	XIII - 13
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
